

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LORRAINE  
 Société coopérative à capital variable régie par les dispositions des articles L512-20 et suivants du Code monétaire et financier  
 au capital de 31 821 045 €  
 Siège social : 56-58, avenue André Malraux - 57000 METZ  
 R.C.S. : METZ N° 775616162 A.P.E. 6419 Z  
 Exercice social : du 1er janvier au 31 décembre 2020

Documents comptables annuels certifiés  
 approuvés par Assemblée Générale Ordinaire du 26 mars 2021

## A. Comptes individuels au 31 décembre 2020

### I. Bilan au 31 décembre 2020

#### ACTIF

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2020	31/12/2019
<b>OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES</b>		<b>173 816</b>	<b>191 488</b>
Caisse, banques centrales		49 041	82 971
Effets publics et valeurs assimilées	5	64 860	66 127
Créances sur les établissements de crédit	3	59 915	42 390
<b>OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE</b>	<b>3</b>	<b>694 092</b>	<b>440 966</b>
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>4</b>	<b>8 370 099</b>	<b>7 455 650</b>
<b>OPERATIONS SUR TITRES</b>		<b>820 822</b>	<b>927 980</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	402 358	551 675
Actions et autres titres à revenu variable	5	418 464	376 305
<b>VALEURS IMMOBILISEES</b>		<b>932 637</b>	<b>912 637</b>
Participations et autres titres détenus à long terme	6-7	875 158	853 215
Parts dans les entreprises liées	6-7	10 351	10 350
Immobilisations incorporelles	7	4 949	4 959
Immobilisations corporelles	7	42 179	44 113
<b>CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE</b>			
<b>ACTIONS PROPRES</b>			
<b>COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS</b>		<b>249 758</b>	<b>298 879</b>
Autres actifs	8	185 592	184 555
Comptes de régularisation	8	64 166	114 324
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>11 241 224</b>	<b>10 227 600</b>

#### PASSIF

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2020	31/12/2019
<b>OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES</b>		<b>79 634</b>	<b>45 502</b>
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	10	79 634	45 502
<b>OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE</b>	<b>10</b>	<b>6 133 365</b>	<b>5 625 579</b>
<b>COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE</b>	<b>11</b>	<b>3 220 595</b>	<b>2 820 058</b>
<b>DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE</b>	<b>12</b>		
<b>COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS</b>		<b>158 260</b>	<b>159 506</b>
Autres passifs	13	74 489	69 712
Comptes de régularisation	13	83 771	89 794

<b>PROVISIONS ET DETTES SUBORDONNEES</b>		<b>146 273</b>	<b>136 607</b>
Provisions	14-15-16	111 809	103 169
Dettes subordonnées	18	34 464	33 438
<b>FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)</b>	<b>17</b>	<b>127 027</b>	<b>109 427</b>
<b>CAPITAUX PROPRES HORS FRBG</b>	<b>19</b>	<b>1 376 070</b>	<b>1 330 921</b>
Capital souscrit		31 821	31 821
Primes d'émission		159 156	159 156
Réserves		1 135 000	1 079 895
Ecarts de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		50 093	60 049
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>11 241 224</b>	<b>10 227 600</b>

**HORS-BILAN AU 31 DECEMBRE 2020**

	<b>Notes</b>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
<i>(En milliers d'euros)</i>			
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		<b>1 195 091</b>	<b>1 193 139</b>
Engagements de financement	27	834 186	777 743
Engagements de garantie	27	359 783	413 306
Engagements sur titres	27	1 122	2 090
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		<b>6 625 476</b>	<b>5 769 526</b>
Engagements de financement	27	16 281	19 569
Engagements de garantie	27	6 602 073	5 747 867
Engagements sur titres	27	7 122	2 090

Notes concernant le Hors-bilan (autres informations) :

- Opérations de change au comptant et à terme : note 24
- Opérations sur instruments financiers à terme : note 25

**II. COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2020**

	<b>Notes</b>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
<i>(En milliers d'euros)</i>			
Intérêts et produits assimilés	32	170 154	175 200
Intérêts et charges assimilées	32	-72 708	-84 298
Revenus des titres à revenu variable	33	32 369	32 322
Commissions Produits	34	129 408	124 709
Commissions Charges	34	-22 577	-20 099
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	35	-550	-119
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	36	319	146
Autres produits d'exploitation bancaire	37	7 673	6 686
Autres charges d'exploitation bancaire	37	-1 949	-1 268
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>242 139</b>	<b>233 279</b>
Charges générales d'exploitation	38	-142 519	-143 046
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-7 076	-7 389

<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>92 544</b>	<b>82 844</b>
Coût du risque	39	5 312	-3 729
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>97 856</b>	<b>79 115</b>
Résultat net sur actifs immobilisés	40	-6 193	-1 452
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>		<b>91 663</b>	<b>77 663</b>
Résultat exceptionnel	41		
Impôts sur les bénéfices	42	-23 970	-17 614
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		-17 600	
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>		<b>50 093</b>	<b>60 049</b>

### III. ANNEXE

#### 1. CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

##### 1.1. Cadre juridique et financier

Crédit Agricole de Lorraine est une société coopérative à capital variable régie par les articles L.512-20 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Sont affiliées au Crédit Agricole de Lorraine, n Caisses locales qui constituent des sociétés coopératives ayant une personnalité juridique propre. Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

Crédit Agricole de Lorraine est agréée, avec l'ensemble des Caisses locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste ou coopérative, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est de ce fait soumise à la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Au 31 décembre 2020, Crédit Agricole de Lorraine fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L.511-30 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même, 55,30 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée à la bourse de Paris depuis le 14 décembre 2001.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 44,70 %.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

##### 1.2. Relations internes au Crédit Agricole

##### Mécanismes financiers internes

L'appartenance du Crédit Agricole de Lorraine au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

##### Comptes ordinaires des Caisses régionales

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole S.A., qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créateur, est présenté au bilan en « Opérations internes au Crédit Agricole - Comptes ordinaires ».

##### Comptes d'épargne à régime spécial

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

##### Comptes et avances à terme

Les ressources d'épargne (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc....) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

Quatre principales réformes financières internes ont été successivement mises en œuvre. Elles ont permis de restituer aux Caisses régionales, sous forme d'avances dites « avances-miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15 %, 25 % puis 33 % et, depuis le 31 décembre 2001, 50 % des ressources d'épargne qu'elles ont collectées et dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

##### Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

##### Opérations en devises

Crédit Agricole S.A., intermédiaire des Caisses régionales auprès de la Banque de France, centralise leurs opérations de change.

##### Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Provisions et dettes subordonnées ».

### Mécanisme TLTRO III

Une troisième série d'opérations de refinancement de long terme a été décidée en mars 2019 par la BCE dont les modalités ont été revues en septembre 2019 puis en mars et avril 2020 en lien avec la situation COVID-19.

Le mécanisme de TLTRO III vise à proposer un refinancement de long terme avec une bonification en cas d'atteinte d'un taux de croissance cible des crédits octroyés aux entreprises et aux ménages, appliquée sur la maturité de 3 ans de l'opération TLTRO à laquelle s'ajoute une sur-bonification rémunérant une incitation supplémentaire et temporaire sur la période d'une année de juin 2020 à juin 2021.

Tant que le niveau des encours donnant droit à ces bonifications permet de considérer comme d'ores et déjà acquis les bonifications accordées par la BCE au titre du soutien à l'économie aussi bien tant sur la première année que sur les années suivantes, les intérêts courus calculés avec un taux d'intérêt négatif tiennent compte de cette bonification.

L'ensemble des bonifications fait l'objet d'un étalement sur la durée attendue du refinancement à compter de la date de tirage du TLTRO III. Les encours donnant droit à la bonification ont d'ores et déjà cru plus que le niveau requis pour bénéficier des niveaux de bonifications prévues. La sur-bonification au titre de la première année fait l'objet d'un étalement linéaire sur un an à compter de juin 2020.

Pour la nouvelle bonification annoncée par la BCE suite à la réunion du 10 décembre 2020 qui porte sur la période de juin 2021 à juin 2022, ces principes resteront appliqués tant qu'il existe une assurance raisonnable que le niveau des encours éligibles permettra de remplir les conditions nécessaires à l'obtention de ces bonifications lors de leur exigibilité vis-à-vis de la BCE.

Crédit Agricole S.A. a souscrit à ces emprunts TLTRO III auprès de la BCE. Compte tenu des mécanismes de refinancement interne, la Caisse régionale de Lorraine se refinance auprès de Crédit Agricole S.A. et bénéficie ainsi de ces bonifications.

### **Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire**

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 201 / 879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« extended SPE ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existant au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette, c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution

bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

#### **Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch)**

Le dispositif des garanties Switch, mis en place le 23 décembre 2011 complété par un premier avenant signé le 19 décembre 2013 et amendé par deux avenants en 2016 respectivement signés le 17 février (avenant n°2) et le 21 juillet (avenant n°3), s'inscrit dans le cadre des relations financières entre Crédit Agricole S.A., en qualité d'organe central, et le réseau mutualiste des Caisses régionales de Crédit Agricole. Les derniers amendements de ces garanties ont pris effet rétroactivement le 1er juillet 2016, en remplacement des précédentes, avec pour échéance le 1er mars 2027 sous réserve de résiliation anticipée totale ou partielle ou de prorogation selon les dispositions prévues au contrat. Une première résiliation partielle correspondant à 35% du dispositif des garanties Switch a eu lieu le 2 mars 2020.

La bonne fin du dispositif est sécurisée par des dépôts de garantie versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. Ces dépôts de garantie sont calibrés pour matérialiser l'économie de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A., et sont rémunérés à taux fixe aux conditions de la liquidité long terme.

Ainsi, les garanties Switch Assurance protègent Crédit Agricole S.A. en cas de baisse de la valeur globale de mise en équivalence des participations susvisées, moyennant le versement par les Caisses régionales d'une indemnité compensatrice prélevée sur le dépôt de garantie. Symétriquement en cas de hausse ultérieure de la valeur de mise en équivalence, Crédit Agricole S.A., de par l'application d'une clause de retour à meilleure fortune, peut restituer les indemnités préalablement perçues.

Comptablement, les garanties sont des engagements de hors-bilan assimilables à des garanties données à première demande. Leur rémunération est enregistrée de manière étalée dans la marge d'intérêt en Produit net bancaire. En cas d'appel des garanties, ou le cas échéant lors d'un retour à meilleure fortune ultérieur, la charge d'indemnisation ou le produit de remboursement sont respectivement reconnus en Coût du risque.

Il convient de noter que l'activation des garanties Switch Assurance est semestrielle et s'apprécie sur la base des variations semestrielles de la Valeur de Mise en Equivalence des participations CAA. Lors des arrêts trimestriels, les Caisses régionales sont tenues d'estimer s'il existe un risque d'indemnisation et de le provisionner le cas échéant ; en cas de retour probable à meilleure fortune, aucun produit ne peut être comptabilisé, celui-ci n'étant pas certain. Lors des arrêts semestriels et si les conditions sont vérifiées, les Caisses régionales comptabilisent les effets de l'activation des garanties sous forme d'appel ou de retour à meilleure fortune.

#### **1.3. Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2020**

##### **Crise sanitaire liée à la Covid-19**

Dans le contexte de la crise sanitaire liée à la Covid-19, le groupe Crédit Agricole s'est mobilisé pour faire face à cette situation inédite. Afin d'accompagner ses clients dont l'activité serait impactée par le Coronavirus, le Groupe a participé activement aux mesures de soutien à l'économie.

##### **Prêts Garantis par l'Etat (PGE)**

Dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID-19, le groupe Crédit Agricole a proposé à compter du 25 mars 2020 à tous ses clients entrepreneurs, quelle que soit leur taille et leur statut (exploitants agricoles, professionnels, commerçants, artisans, entreprises, ...), en complément des mesures déjà annoncées (report d'échéances, procédures accélérées d'examen des dossiers, etc.), de recourir au dispositif massif et inédit de Prêts Garantis par l'Etat. Les entreprises peuvent demander à bénéficier de ces prêts jusqu'au 30 juin 2021.

Ces financements prennent la forme d'un prêt sur 12 mois, avec la faculté pour l'emprunteur de l'amortir sur une période supplémentaire de 1 à 5 ans.

Sur cette période supplémentaire, le prêt pourra avoir durant la phase d'amortissement, une nouvelle période d'un an au cours de laquelle seuls les intérêts et le coût de la garantie d'Etat seront payés.

La durée totale du prêt ne pourra jamais excéder 6 ans.

L'offre groupe pour la première année se présente sous la forme d'un prêt à taux zéro ; seul le coût de la garantie est refacturé (via une commission payée par le client) conformément aux conditions d'éligibilité définies par l'Etat pour bénéficier de la garantie.

Ces prêts peuvent atteindre jusqu'à 3 mois de chiffre d'affaires, permettant ainsi aux entrepreneurs d'avoir accès au financement nécessaire pour traverser la période actuelle très perturbée.

Au 31 décembre 2020, le montant des prêts garantis par l'Etat octroyés à la clientèle par Crédit Agricole de Lorraine s'élève à 227 675 milliers d'euros.

##### **Report d'échéance sur concours octroyés aux clients**

Le Groupe s'est associé à l'initiative de place des banques françaises, avec la coordination de la Fédération des Banques Françaises (FBF), pour offrir un report des échéances des prêts en cours jusqu'à 6 mois pour la clientèle des Entreprises et des Professionnels, sans coûts additionnels.

La mise en œuvre d'un tel report des échéances sans pénalité ni frais additionnels et avec maintien du taux contractuel sur une durée maximale de 6 mois implique que seuls les intérêts intercalaires seront perçus après le report sur la durée restante du crédit et hors frais de garantie éventuels de la Banque Publique d'Investissement.

Tel que proposé par le Groupe, le report des échéances implique :

- Soit un allongement de durée du prêt si le client souhaite conserver ses échéances initiales de prêt ;
- Soit une augmentation de ses échéances après la pause si le client souhaite garder sa durée initiale.

Ce report d'échéance se traduit par un décalage dans le temps des échéances initiales à percevoir.

Au 31 décembre 2020, l'encours de prêts à la clientèle ayant bénéficié de report d'échéance s'élève à 296 102 milliers d'euros (dont 31 189 milliers d'euros d'échéances d'encours de prêts reportées).

##### **Impacts de ces mesures sur le risque de crédit**

Le report d'échéance sur concours octroyés aux clients n'a pas systématiquement comme conséquence une remise en cause de la situation financière des clients : il n'y a pas automatiquement d'augmentation du risque de contrepartie. Les modifications du contrat ne peuvent généralement pas être considérées comme des évolutions liées à des cas de restructurations pour difficultés financières.

Ce report n'a donc pour conséquence ni le basculement mécanique de l'encours dont la dépréciation est fondée sur les pertes attendues de crédits sur 12 mois (expositions qualifiées de saines) vers une comptabilisation de la dépréciation des pertes attendues à maturité (expositions qualifiées de dégradées), ni le passage automatique des encours vers la catégorie « douteux ».

De même, le calcul du montant des pertes attendues doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques et les mesures de soutien mises en œuvre par les pouvoirs publics.

Dans le contexte de crise sanitaire liée à la COVID-19, le Groupe a aussi revu ses prévisions macro-économiques prospectives (*forward looking*) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit. Face à cette situation, la Caisse régionale a également procédé à une revue de son portefeuille de crédits, qui l'a conduite à la mise à jour du *forward looking* local sur un certain nombre de filières considérées à risques.

#### Nouvelle définition du défaut

Au 31 décembre 2020, Crédit Agricole de Lorraine a mis en place les nouvelles règles liées à l'application de la définition du défaut (orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/7) et seuils définis par l'Union européenne (Article 1 du règlement (UE) 2018/1845 BCE du 21 novembre 2018). Cette évolution sur le défaut est qualifiée de changement d'estimation comptable. Son impact est comptabilisé en compte de résultat dans la rubrique « Coût du risque ».

#### FCT Crédit Agricole Habitat 2020

Le 12 mars 2020, une nouvelle opération de titrisation (FCT Crédit Agricole Habitat 2020) a été réalisée au sein du groupe Crédit Agricole, portant sur les créances habitat des 39 Caisses régionales. Cette transaction est un RMBS français placé sur le marché. Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales au « FCT Crédit Agricole Habitat 2020 » pour un montant de 1 milliard d'euros. Les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (établissements de crédit (43%), fonds d'investissement (32%), banques centrales (25%)).

Dans le cadre de cette titrisation, Crédit Agricole de Lorraine a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 24 millions d'euros au FCT Crédit Agricole Habitat 2020. Elle a souscrit pour 3 millions d'euros des titres subordonnés.

#### Démontage FCT Crédit Agricole Habitat 2015

Fin septembre 2020, est intervenu le démontage du « FCT Crédit Agricole Habitat 2015 ». Il s'agit du premier RMBS réalisé en France par le Groupe né d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales. Cette opération de titrisation interne au Groupe s'était traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par les Caisses régionales au « FCT Crédit Agricole Habitat 2015 » pour un montant de 10 milliards d'euros.

Le débouclage du FCT a donné lieu au rachat des crédits par les Caisses régionales le 23 septembre 2020 et au remboursement des titres le 28 septembre 2020, soit un montant de 139 millions d'euros de crédits rachetés pour Crédit Agricole de Lorraine.

#### Garantie spécifique apportée par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch)

Crédit Agricole S.A a démantelé le 2 mars 2020 35% du mécanisme de garantie « Switch » mis en place entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A.

Le mécanisme de garantie « Switch » correspond à un transfert vers les Caisses régionales d'une partie des exigences prudentielles s'appliquant à Crédit Agricole S.A. au titre de ses activités d'assurances contre une rémunération fixe des Caisses régionales.

Pour la Caisse régionale Crédit Agricole de Lorraine, cette opération se traduira par une baisse des engagements donnés de 70 millions d'euros et une baisse du dépôt de garantie apporté à Crédit Agricole S.A de 24 millions d'euros.

#### 1.4. Evénements postérieurs à l'exercice 2020

Aucun événement postérieur à la clôture significatif et pouvant remettre en cause les comptes au 31 décembre 2020 de la Caisse Régionale de Lorraine n'est intervenu.

## 2. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers de Crédit Agricole de Lorraine sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses locales dans le périmètre de consolidation, Crédit Agricole de Lorraine publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers de Crédit Agricole de Lorraine est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements	Date de publication par l'Etat français	Date de 1ere application : exercices ouverts à compter du
Règlement n°2019-09 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif aux frais de formation		1er mai 2020

#### 2.1 Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du règlement ANC 2014-07 conduit l'entité à comptabiliser les créances présentant un risque de crédit conformément aux règles définies dans les paragraphes suivants.

L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes contribue à permettre d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

#### Créances saines

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées et elles demeurent dans leur poste d'origine.

### **Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés**

Crédit Agricole de Lorraine constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

#### **- La notion de perte de crédit attendue "ECL"**

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

#### **- Gouvernance et mesure des ECL**

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les *floors* qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("*Loss Given Default*" ou "LGD").

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- Au niveau du groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. Crédit Agricole de Lorraine applique des paramètres complémentaires pour le *Forward Looking* sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagement de financement sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

#### **- Dégradation significative du risque de crédit**

Crédit Agricole de Lorraine doit apprécier, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- Un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le *Forward Looking* pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (basculé de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes provisionnelles.

Pour mesurer la dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, il est nécessaire de récupérer la notation interne et la PD (probabilité de défaut) à l'origine.

L'origine s'entend comme la date de négociation, lorsque l'entité devient partie aux dispositions contractuelles du crédit. Pour les engagements de financement et de garantie, l'origine s'entend comme la date d'engagement irrévocable.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé.

Pour les encours évalués à partir d'un dispositif de notations internes (en particulier les expositions suivies en méthodes avancées), le groupe Crédit Agricole considère que l'ensemble des informations intégrées dans ce dispositif permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayé de plus de 30 jours.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la provision peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (reclassement en encours sains).

Lorsque certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne sont pas identifiables au niveau d'un encours pris isolément, une appréciation est faite de la dégradation significative pour des portefeuilles, des ensembles de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'encours.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'encours ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- Le type de garantie
- La date de comptabilisation initiale ;
- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- Le secteur d'activité ;
- L'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- Le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).



Le regroupement d'encours aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base collective peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

### **Créances douteuses**

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.
- Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :
  - Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
  - Un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
  - L'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
  - La probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
  - La disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
  - L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse (appréciation par la Direction des Risques).

Parmi les encours douteux, Crédit Agricole de Lorraine distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

### **Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux**

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par Crédit Agricole de Lorraine par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Les prêts et avances accordées par Crédit Agricole S.A. aux Caisses régionales ne présentent pas pour Crédit Agricole S.A. un risque direct sur les bénéficiaires des prêts à la clientèle distribués par les Caisses régionales, mais éventuellement un risque indirect sur la solidité financière de celles-ci. A ce titre, Crédit Agricole S.A. n'a pas constitué de dépréciation sur les prêts et avances aux Caisses régionales.

### **Traitement comptable des dépréciations**

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément à l'article 2231-3 du règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de la dépréciation du fait du passage du temps.

### **Passage en perte**

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, Crédit Agricole de Lorraine le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

### **Créances restructurées**

Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période d'observation à minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

## **2.2. Portefeuille Titres**

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

### **Titres de placement**

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

#### **Obligations et autres titres à revenu fixe**

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

#### **Actions et autres titres à revenu variable**

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des Organismes de placements collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêté) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 du règlement ANC 2014-07, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

- S'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si Crédit Agricole de Lorraine dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;
- S'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (cf. note 2.1 Créances et engagements par signature – Dépréciations au titre du risque de crédit avéré).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

### **Titres d'investissement**

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels Crédit Agricole de Lorraine dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est constituée conformément aux dispositions du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières, du règlement ANC 2014-07 ; elle est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément à l'article 2341-2 du règlement ANC 2014-07.

### **Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme**

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.

- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

**Prix de marché**

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- Les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,
- Si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, Crédit Agricole de Lorraine détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, Crédit Agricole de Lorraine utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

**Dates d'enregistrement**

Crédit Agricole de Lorraine enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

**Pensions livrées**

Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

**Reclassement de titres**

Conformément aux articles 2381-1 à 2381-5 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- Du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance,
- Du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

Crédit Agricole de Lorraine n'a pas opéré, en 2020, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07.

**2.3. Immobilisations**

Crédit Agricole de Lorraine applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Il applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le règlement de l'ANC n° 2015-06 modifie la comptabilisation au bilan du mali technique de fusion ainsi que son suivi dans les comptes sociaux. Le mali ne doit plus être comptabilisé globalement et systématiquement au poste « Fonds commercial » ; il doit être comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par Crédit Agricole de Lorraine, suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	25 ans
Second œuvre	25 ans
Installations techniques	10 ans
Agencements	8 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	3 à 10 ans (dégressif ou linéaire)

Enfin, les éléments dont dispose Crédit Agricole de Lorraine sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

**2.4. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle**

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
  - Comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
  - Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

**2.5. Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dettes, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

Crédit Agricole de Lorraine applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers versées aux Caisses régionales sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

## **2.6. Provisions**

Crédit Agricole de Lorraine applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques-pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

Crédit Agricole de Lorraine a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- Le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période.
- La courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Epargne réglementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07.

### **Provision pour risques sur GIE d'investissement**

Au 31 décembre 2020, Crédit Agricole de Lorraine n'est pas concerné par cette provision.

### **Provisions liées à des expositions en devises**

Crédit Agricole de Lorraine fait l'objet d'assignations en lien avec certains crédits libellés en devises (CHF) accordés à ses clients entre 2006 et 2010. Dans ce contexte, Crédit Agricole de Lorraine applique une méthodologie de provisionnement spécifique sur ce portefeuille pour couvrir les risques de crédit, de change et juridiques associés en lien avec les décisions juridiques rendues et les actions commerciales menées.

## **2.7. Fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.)**

Conformément aux dispositions prévues par la IV<sup>ème</sup> directive européenne et le règlement CRBF 90-02 du 23 février 1990 modifié relatifs aux fonds propres, les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par Crédit Agricole de Lorraine à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

Au 31 décembre 2020, Crédit Agricole de Lorraine a provisionné au titre du FRBG 127 millions d'euro au titre de la couverture de risques potentiels non avérés.

## **2.8. Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels**

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du Titre 5 Les instruments financiers à terme du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

### **Opérations de couverture**

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

### **Opérations de marché**

Les opérations de marché regroupent :

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07),
- La gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » de l'article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

### **Risque de contrepartie sur les dérivés**

Conformément à l'article 2525-3 du règlement ANC 2014-07, Crédit Agricole de Lorraine intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories a et d de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie sur les dérivés actifs. (CVA - *Credit Valuation Adjustment*).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de Crédit Agricole de Lorraine.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- Prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indiciels ;
- En l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

### **2.9. Opérations en devises**

A chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

Les actifs en devises détenus de façon durable, comprenant les dotations aux succursales, les immobilisations, les titres d'investissement, les titres de filiale et de participation en devises financés en euros restent convertis au cours du jour d'acquisition (historique). Une provision peut être constituée lorsque l'on constate une dépréciation durable du cours de change relative aux participations de Crédit Agricole de Lorraine à l'étranger.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation - Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du Titre 7 Comptabilisation des opérations en devises du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07, Crédit Agricole de Lorraine a mis en place une comptabilité multi-devises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

### **2.10. Engagements hors-bilan**

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour Crédit Agricole de Lorraine.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

Ces éléments sont toutefois détaillés dans l'annexe aux notes 28 et 29.

### **2.11. Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement**

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par un accord pour une durée déterminée de 3 exercices à compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2020.

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

### **2.12. Avantages au personnel postérieurs à l'emploi**

#### **Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies**

Crédit Agricole de Lorraine a appliqué, à compter du 1er janvier 2013, la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables du 07 novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014.

En application de ce règlement, Crédit Agricole de Lorraine provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projétés. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Crédit Agricole de Lorraine a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

Crédit Agricole de Lorraine a fait le choix de reconnaître les écarts actuariels à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime (méthode du corridor), par conséquent le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement,
- Majorée des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles) restant à étaler,
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Les engagements à la charge de la Caisse régionale de Lorraine, relevant de la catégorie des régimes à prestations définies, sont les suivants :

- Indemnités de retraite complémentaire dite « chapeau » pour les cadres de direction et pour les administrateurs ;
- Indemnités de fin de carrière pour l'ensemble du personnel ;
- Indemnités de fin de carrière pour les cadres de direction.

Ces engagements sont couverts par des polices d'assurance et par une provision comptable complémentaire.

#### **Plans de retraite – régimes à cotisations définies**

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, Crédit Agricole de Lorraine n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

#### 2.13. Stock-options et souscription d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise

##### Plans de stock-options

Les plans de stock-options accordés à certaines catégories de salariés sont enregistrés lors de la levée de l'option. Cette levée donne lieu soit à une émission d'actions, enregistrée conformément aux dispositions relatives aux augmentations de capital, soit à la mise à disposition d'actions propres aux salariés préalablement acquises à la levée par Crédit Agricole S.A. et comptabilisées conformément aux dispositions détaillées dans le paragraphe « rachat d'actions propres ».

##### Souscriptions d'actions dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise, avec une décote maximum de 30 %, ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevées d'une période d'incessibilité de 5 ans. Ces souscriptions d'actions sont comptabilisées conformément aux dispositions relatives aux augmentations de capital.

#### 2.14. Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de Crédit Agricole de Lorraine.

#### 2.15. Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts.

Crédit Agricole de Lorraine a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, Crédit Agricole de Lorraine constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de cette convention fiscale.

### 3. CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(En milliers d'euros)	31/12/2020							31/12/2019
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
<b>Établissements de crédit</b>								
Comptes et prêts :								
à vue								
à terme	6 000			53 034	59 034	68	59 102	41 625
Valeurs reçues en pension						48	48	
Titres reçus en pension livrée						5	765	765
Prêts subordonnés				760	760			
<b>Total</b>	<b>6 000</b>			<b>53 794</b>	<b>59 794</b>	<b>121</b>	<b>59 915</b>	<b>42 390</b>
<b>Dépréciations</b>								
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>							<b>59 915</b>	<b>42 390</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>								
Comptes ordinaires	459 616				459 616	10	459 626	75 541
Comptes et avances à terme	24 584	3 257	135 979	55 482	219 302	5 449	224 751	346 127
Titres reçus en pension livrée	9 715				9 715		9 715	19 298
Prêts subordonnés								
<b>Total</b>	<b>493 915</b>	<b>3 257</b>	<b>135 979</b>	<b>55 482</b>	<b>688 633</b>	<b>5 459</b>	<b>694 092</b>	<b>440 966</b>
<b>Dépréciations</b>								
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>							<b>694 092</b>	<b>440 966</b>
<b>TOTAL</b>							<b>754 007</b>	<b>483 356</b>

##### Commentaires :

Les prêts subordonnés et participatifs consentis aux établissements de crédit s'élèvent à 765 milliers d'euros.

Parmi les créances sur les établissements de crédit aucunes ne sont éligibles au refinancement de la banque centrale.

Opérations internes au Crédit Agricole : en matière de comptes et avances à terme, cette rubrique enregistre les placements monétaires réalisés par la Caisse régionale auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre des Relations Financières Internes.

### 4. OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Au 31 décembre 2020, dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19, le montant des encours de prêts garantis par l'Etat (PGE) accordés par Crédit Agricole de Lorraine s'élève à 227 675 milliers d'euros et celui des reports d'échéances d'encours de prêts à la clientèle à 296 102 milliers d'euros (dont 31 189 milliers d'euros d'échéances d'encours de prêts reportées).

#### 4.1 Opérations avec la clientèle - analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	31/12/2020							31/12/2019
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total

Créances commerciales	3 722	28			3 750		3 750	3 625
Autres concours à la	374 097	931 542	2 802 824	4 298 746	8 407 209	24 497	8 431 706	7 543 248
Valeurs reçues en pension								
Comptes ordinaires	34 438				34 438	123	34 561	43 049
<b>Dépréciations</b>							-99 918	-134 272
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>							<b>8 370 099</b>	<b>7 455 650</b>

**Commentaires :**

Parmi les créances sur la clientèle 3 487 204 milliers d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale au 31 décembre 2020 contre 1 125 941 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

Le montant des créances restructurées pour difficultés financières inscrites en encours douteux au moment de la restructuration s'élève à 27 004 milliers au 31 décembre 2020 d'euros contre 28 230 milliers d'euros au 31 décembre 2019. Elles conservent la qualification de « créances restructurées » jusqu'à la fin de leur vie.

**4.2 Opérations avec la clientèle - Analyse par zone géographique**

	31/12/2020	31/12/2019
<i>(En milliers d'euros)</i>		
France (y compris DOM-TOM)	8 304 383	7 454 808
Autres pays de l'U.E.	136 752	105 439
Autres pays d'Europe	1 997	1 446
Amérique du Nord	154	206
Amérique Centrale et du Sud		17
Afrique et Moyen-Orient	845	1 034
Asie et Océanie (hors Japon)	1 266	1 098
Japon		3
Non ventilés et organismes internationaux		
<b>Total en principal</b>	<b>8 445 397</b>	<b>7 564 051</b>
Créances rattachées	24 620	25 871
Dépréciations	-99 918	-134 272
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>8 370 099</b>	<b>7 455 650</b>

**4.3 Opérations avec la clientèle - Encours douteux et dépréciations par zone géographique**

	31/12/2020					31/12/2019				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
<i>(En milliers d'euros)</i>										
France (y compris DOM-TOM)	8 328 475	152 600	104 744	-95 307	-77 225	7 479 749	177 566	124 844		
Autres pays de l'U.E.	137 276	8 827	5 769	-4 611	-4 312	106 367	11 518	9 844		
Autres pays d'Europe	1 998					1 447	2	1		
Amérique du Nord	154					206				
Amérique Centrale et du Sud						17				
Afrique et Moyen-Orient	847	1	1			1 035	2	1		
Asie et Océanie (hors Japon)	1 267					1 099				
Japon						2				
Non ventilés et organismes internationaux										
<b>TOTAL</b>	<b>8 470 017</b>	<b>161 428</b>	<b>110 514</b>	<b>-99 918</b>	<b>-81 537</b>	<b>7 589 922</b>	<b>189 088</b>	<b>134 690</b>		

**4.4 Opérations avec la clientèle - Analyse par agents économiques**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
------------------------------	------------	------------

	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
Particuliers	4 942 322	65 554	45 985	-40 622	-32 641	4 476 964	74 542	52 975	-50 203	-38 783
Agriculteurs	873 286	12 623	7 097	-8 096	-6 251	881 787	23 660	7 999	-17 531	-6 619
Autres professionnels	525 683	26 243	18 077	-18 457	-15 332	443 676	22 291	17 494	-17 203	-14 510
Clientèle financière	189 187	8 584	5 567	-5 343	-5 054	126 604	6 342	1 342	-5 504	-917
Entreprises	1 281 376	48 411	33 781	-27 387	-22 252	1 040 982	62 232	54 862	-43 810	-39 407
Collectivités publiques	632 807					599 604				
Autres agents	25 356	13	7	-13	-7	20 305	21	18	-21	-18
<b>TOTAL</b>	<b>8 470 017</b>	<b>161 428</b>	<b>110 514</b>	<b>-99 918</b>	<b>-81 537</b>	<b>7 589 922</b>	<b>189 088</b>	<b>134 690</b>	<b>-134 272</b>	<b>-100 254</b>

## 5. TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE

	31/12/2020					31/12/2019
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Effets publics et valeurs assimilées :				63 845	63 845	65 114
dont surcote restant à amortir						
dont décote restant à amortir						
Créances rattachées				1 015	1 015	1 013
Dépréciations						
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>				<b>64 860</b>	<b>64 860</b>	<b>66 127</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe (1):						
Emis par organismes publics						4 038
Autres émetteurs		12 442		388 989	401 431	546 446
dont surcote restant à amortir						265
dont décote restant à amortir						-1 431
Créances rattachées		32		911	943	1 208
Dépréciations		-16			-16	-17
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>		<b>12 458</b>		<b>389 900</b>	<b>402 358</b>	<b>551 675</b>
Actions et autres titres à revenu variable		418 569			418 569	376 357
Créances rattachées						
Dépréciations		-105			-105	-52
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>		<b>418 464</b>			<b>418 464</b>	<b>376 305</b>
<b>TOTAL</b>		<b>430 922</b>		<b>454 760</b>	<b>885 682</b>	<b>994 107</b>
Valeurs estimatives		462 820		463 655	926 475	1 026 586

(1) Dont 47 842 milliers d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2020 et 64 542 milliers d'euros au 31 décembre 2019

## Valeurs estimatives :

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à 31 929 milliers d'euros au 31 décembre 2020, contre 23 509 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours de bourse.

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 10 822 milliers d'euros au 31 décembre 2020, contre 11 313 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

La valeur estimée des moins-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 0 milliers d'euros au 31 décembre 2020, contre -121 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

## 5.2. Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) : ventilation par grandes catégories de contrepartie

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Administration et banques centrales (y compris Etats)		4 038
Etablissements de crédit	79 045	86 901
Clientèle financière	676 194	772 682
Collectivités locales		
Entreprises, assurances et autres clientèles	64 761	63 220
Divers et non ventilés		
<b>Total en principal</b>	<b>820 000</b>	<b>926 841</b>
Créances rattachées	943	1 208



Dépréciations	-121	-69
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>820 822</b>	<b>927 980</b>

## 5.3 Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable

	31/12/2020				31/12/2019			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
<i>(En milliers d'euros)</i>								
Titres à revenu fixe ou variable	401 431	63 845	418 569	883 845	550 484	65 114	376 357	991 955
dont titres cotés	131 377	63 845		195 222	152 442	65 114		217 556
dont titres non cotés (1)	270 054		418 569	688 623	398 042		376 357	774 399
Créances rattachées	943	1 015		1 958	1 208	1 013		2 221
Dépréciations	-16		-105	-121	-17		-52	-69
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>402 358</b>	<b>64 860</b>	<b>418 464</b>	<b>885 682</b>	<b>551 675</b>	<b>66 127</b>	<b>376 305</b>	<b>994 107</b>

(1) La répartition des parts d'OPCVM est la suivante :

- OPCVM français 395 868 milliers d'euros
- Dont OPCVM français de capitalisation 389 440 milliers d'euros
- OPCVM étrangers 22 596 milliers d'euros
- Dont OPCVM étrangers de capitalisation 22 596 milliers d'euros
- Les OPCVM sous contrôle exclusif figurent à l'actif du bilan pour 358 115 milliers d'euros. Leur valeur estimative au 31 décembre 2020 s'élève à 381 200 milliers d'euros.

La répartition de l'ensemble des OPCVM par nature est la suivante au 31 décembre 2020 :

	Valeur d'inventaire	Valeur liquidative
<i>(En milliers d'euros)</i>		
OPCVM monétaires		
OPCVM obligataires	379 095	402 725
OPCVM actions		
OPCVM autres	39 369	47 665
<b>TOTAL</b>	<b>418 464</b>	<b>450 390</b>

## 5.4. Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle

	31/12/2020							31/12/2019
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
<i>(En milliers d'euros)</i>								
Obligations et autres titres à revenu fixe								
Valeur Brute		37 359	84 042	280 030	401 431	943	402 374	551 692
Dépréciations							-16	-17
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>		<b>37 359</b>	<b>84 042</b>	<b>280 030</b>	<b>401 431</b>	<b>943</b>	<b>402 358</b>	<b>551 675</b>
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeur Brute			63 845		63 845	1 015	64 860	66 127
Dépréciations								
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>			<b>63 845</b>		<b>63 845</b>	<b>1 015</b>	<b>64 860</b>	<b>66 127</b>

## 5.5. Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par zone géographique

	31/12/2020		31/12/2019	
	Encours bruts	Dont Encours douteux	Encours bruts	Dont Encours douteux
<i>(En milliers d'euros)</i>				
France (y compris DOM-TOM)	359 904		501 010	
Autres pays de l'U.E.	80 523		89 485	
Autres pays d'Europe				

Amérique du Nord	24 849		25 103	
Amérique Centrale et du Sud				
Afrique et Moyen-Orient				
Asie et Océanie (hors Japon)				
Japon				
<b>Total en principal</b>	<b>465 276</b>		<b>615 598</b>	
Créances rattachées	1 958		2 221	
Dépréciations	-16		-17	
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>467 218</b>		<b>617 802</b>	

## 6. TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES

Sauf mention spécifique, les données présentées sont des informations au 31 décembre 2020.

INFORMATIONS FINANCIERES		Devise	Date dernier exercice clos	Capital  (En milliers d'euros)	Capitaux propres autres que le capital  (En milliers d'euros)	Quote- part de capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus - Brutes  (En milliers d'euros)
PARTICIPATION DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE EXCEDE 1% DU CAPITAL DE LA CAISSE REGIONALE							
. <u>Autres parts dans les entreprises liées</u>							
- CALINVEST	SAS	EUR	31/12/2019	5 000	-25	100,00	5 000
- CALIMMO	SAS	EUR	31/12/2019	5 000	-5	100,00	5 000
. <u>Autres titres de participation</u>							
- RUE LA BOETIE	SAS	EUR	31/12/2019	2 744 903	16 536 119	2,33	445 984
- CRITEL	SA	EUR	31/12/2019	872	15 661	16,46	91
- CA TITRES	SNC	EUR	31/12/2019	15 245	43 473	0,92	84
- ILP	SA	EUR	31/12/2019	31 182	3 536	1,21	400
- SACAM DEVELOPPEMENT	SAS	EUR	31/12/2019	725 471	17 471	1,58	11 546
- SACAM FIRECA	SAS	EUR	31/12/2019	55 594	-2 848	1,55	1 455
- CAPS (ex CT CAM)	SAS	EUR	31/12/2019	511	39 777	1,75	1 083
- DELTA	SAS	EUR	31/12/2019	79 550	-1 703	1,86	1 478
- SAFER GRAND EST	SA	EUR	31/12/2019	2 741	10 136	13,46	369
- QUADRAL	SAS	EUR	31/12/2019	9 137	19 829	6,42	2 683
- SACAM ASSURANCE CAUTION	SAS	EUR	31/12/2019	13 713	22 668	1,34	824
- SACAM MUTUALISATION	SAS	EUR	31/12/2019	15 886 677	2 678 147	1,89	351 531
- C2MS	SAS	EUR	31/12/2019	53 053	11 957	1,05	948
- SACAM IMMOBILIER	SAS	EUR	31/12/2019	139 588	5 120	1,84	3 329
- SACAM INTERNATIONAL	SAS	EUR	31/12/2019	522 023	76 003	2,33	20 965
- SACAM PARTICIPATION	SAS	EUR	31/12/2019	62 558	23 542	2,12	1 536
- SACAM AVENIR	SAS	EUR	31/12/2019	217 698	-232	3,09	6 728
- SCI CAM	SCI	EUR	31/12/2019	14 563	27 998	1,93	280
- CARD	SAS	EUR	31/12/2019	117 930	30 997	0,38	599
- CA PAYMENTS SERVICES	SAS	EUR	31/12/2019	49 027	21 641	1,20	589
- CAC PME	SAS	EUR	31/12/2019	44 089	30 319	0,61	500
. <u>Autres immobilisations financières</u>							
- Certificats d'association de fonds de garantie							2 619
PARTICIPATION DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE EST INFERIEURE A 1% DU CAPITAL DE LA CAISSE REGIONALE							

. Participations dans les établissements de crédit						0
. Autres parts dans les entreprises liées						50
. Autres titres de participation						1 466
<b>TOTAL PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES ET PARTICIPATIONS</b>						<b>867 137</b>

INFORMATIONS FINANCIERES		Devise	Date dernier exercice clos	Valeurs comptables des titres détenus - Nettes  (En milliers d'euros)	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés  (En milliers d'euros)	PNB ou Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé  (En milliers d'euros)	Résultats du dernier exercice clos  (En milliers d'euros)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice  (En milliers d'euros)
PARTICIPATION DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE EXCEDE 1% DU CAPITAL DE LA CAISSE REGIONALE								
. <u>Autres parts dans les entreprises liées</u>								
- CALINVEST	SAS	EUR	31/12/2019	5 000	0	0	-64	
- CALIMMO	SAS	EUR	31/12/2019	5 000	0	0	-37	
. <u>Autres titres de participation</u>								
- RUE LA BOETIE	SAS	EUR	31/12/2019	445 984	26 224	1 112 639	1 107 163	26 224
- CRITEL	SA	EUR	31/12/2019	91	0	17 387	564	
- CA TITRES	SNC	EUR	31/12/2019	84	0	134 100	250	0
- ILP	SA	EUR	31/12/2019	400	0	1 514	340	0
- SACAM DEVELOPPEMENT	SAS	EUR	31/12/2019	11 546	5 400	57 201	9 696	148
- SACAM FIRECA	SAS	EUR	31/12/2019	820	0	0	-2 885	
- CAPS (ex CT CAM)	SAS	EUR	31/12/2019	1083	0	8 298	118	
- DELTA	SAS	EUR	31/12/2019	1478	0	0	-31	
- SAFER GRAND EST	SA	EUR	31/12/2019	369	0	40 115	4	
- QUADRAL	SAS	EUR	31/12/2019	2 683	0	1 270	853	
- SACAM ASSURANCE CAUTION	SAS	EUR	31/12/2019	824	0	1 549		19
- SACAM MUTUALISATION	SAS	EUR	31/12/2019	351 531	0	279 098	276 581	5 146
- C2MS	SAS	EUR	31/12/2019	948	0	0	4 024	
- SACAM IMMOBILIER	SAS	EUR	31/12/2019	3 329	0	0	4 071	79
- SACAM INTERNATIONAL	SAS	EUR	31/12/2019	11 000	0	36 210	35 880	294
- SACAM PARTICIPATION	SAS	EUR	31/12/2019	1 536	0	7 003	6 794	137
- SACAM AVENIR	SAS	EUR	31/12/2019	3 288	298	0	-28	
- SCI CAM	SCI	EUR	31/12/2019	280	0	3 360	575	
- CARD	SAS	EUR	31/12/2019	533	0	101	-5 371	
- CA PAYMENTS SERVICES	SAS	EUR	31/12/2019	589	0	336	13 422	
- CAC PME	SAS	EUR	31/12/2019	464	13	0	2 412	13
. <u>Autres immobilisations financières</u>								
- Certificats d'association de fonds de garantie				2 620				
PARTICIPATION DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE EST INFERIEURE A 1% DU CAPITAL DE LA CAISSE REGIONALE								
. Participations dans les établissements de crédit				0				
. Autres parts dans les entreprises liées				50	300			
. Autres titres de participation				1 351	316			62
TOTAL PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES ET PARTICIPATIONS				852 881	32 551			32 121

6.1. Valeur estimative des titres de participation

(En milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
-----------------------	------------	------------

	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
<b>Parts dans les entreprises liées</b>				
Titres non cotés	10 050	10 050	10 050	10 050
Titres cotés				
Avances consolidables	300	300	300	300
Créances rattachées	1	1		
Dépréciations				
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>10 351</b>	<b>10 351</b>	<b>10 350</b>	<b>10 350</b>
<b>Titres de participation et autres titres détenus à long terme</b>				
<b>Titres de participation</b>				
Titres non cotés	853 347	1 221 692	853 308	1 181 663
Titres cotés				
Avances consolidables	32 251	32 251	5 630	5 630
Créances rattachées	77	77	76	76
Dépréciations	-14 190		-8 393	
<b>Sous-total titres de participation</b>	<b>871 485</b>	<b>1 254 020</b>	<b>850 621</b>	<b>1 187 369</b>
<b>Autres titres détenus à long terme</b>				
Titres non cotés	3 741	3 693	2 642	2 598
Titres cotés				
Avances consolidables				
Créances rattachées				
Dépréciations	-68		-48	
<b>Sous-total autres titres détenus à long terme</b>	<b>3 673</b>	<b>3 693</b>	<b>2 594</b>	<b>2 598</b>
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>875 158</b>	<b>1 257 713</b>	<b>853 215</b>	<b>1 189 967</b>
<b>TOTAL DES TITRES DE PARTICIPATION</b>	<b>885 509</b>	<b>1 268 064</b>	<b>863 565</b>	<b>1 200 317</b>

	31/12/2020		31/12/2019	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
<i>(En milliers d'euros)</i>				
<b>Total valeurs brutes</b>				
Titres non cotés	867 138		866 000	
Titres cotés				
<b>TOTAL</b>	<b>867 138</b>		<b>866 000</b>	

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

## 7. VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE

### Immobilisations financières

	01/01/2020	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements (1)	31/12/2020
<i>(En milliers d'euros)</i>					
<b>Parts dans les entreprises liées</b>					
Valeurs brutes	10 050				10 050
Avances consolidables	300				300
Créances rattachées		1			1
Dépréciations					
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>10 350</b>	<b>1</b>			<b>10 351</b>
<b>Titres de participation et autres titres détenus à long terme</b>					
<b>Titres de participation</b>					
Valeurs brutes	853 308	500	-461		853 347
Avances consolidables	5 630	26 621			32 251
Créances rattachées	76	1			77

Dépréciations	-8 393	-6 185	388	-14 190
<b>Sous-total titres de participation</b>	<b>850 621</b>	<b>20 937</b>	<b>-73</b>	<b>871 485</b>
<b>Autres titres détenus à long terme</b>				
Valeurs brutes	2 642	1 099		3 741
Avances consolidables				
Créances rattachées				
Dépréciations	-48	-64	44	-68
<b>Sous-total autres titres détenus à long terme</b>	<b>2 594</b>	<b>1 035</b>	<b>44</b>	<b>3 673</b>
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>853 215</b>	<b>21 972</b>	<b>-29</b>	<b>875 158</b>
<b>TOTAL</b>	<b>863 565</b>	<b>21 973</b>	<b>-29</b>	<b>885 509</b>

(1) La rubrique "autres mouvements" présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.

#### **Immobilisations corporelles et incorporelles**

	01/01/2020	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements (1)	31/12/2020
<i>(En milliers d'euros)</i>					
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Valeurs brutes	202 050	5 327	-1 212		206 165
Amortissements et dépréciations	-157 937	-7 067	1 018		-163 986
<b>Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles</b>					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>44 113</b>	<b>-1 740</b>	<b>-194</b>		<b>42 179</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Valeurs brutes	12 380				12 380
Amortissements et dépréciations	-7 421	-10			-7 431
<b>Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles</b>					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>4 959</b>	<b>-10</b>			<b>4 949</b>
<b>TOTAL</b>	<b>49 072</b>	<b>-1 750</b>	<b>-194</b>		<b>47 128</b>

#### **8. COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS**

	31/12/2020	31/12/2019
<i>(En milliers d'euros)</i>		
<b>Autres actifs (1)</b>		
Instruments conditionnels achetés	42	77
Comptes de stock et emplois divers	1 178	1 766
Débiteurs divers (2)	184 181	182 188
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement	191	524
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>185 592</b>	<b>184 555</b>
<b>Comptes de régularisation</b>		
Comptes d'encaissement et de transfert	25 711	77 133
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	1	
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers	227	275
Charges constatées d'avance	716	642
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme	213	375
Autres produits à recevoir	37 095	35 491

Charges à répartir		
Autres comptes de régularisation	203	408
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>64 166</b>	<b>114 324</b>
<b>TOTAL</b>	<b>249 758</b>	<b>298 879</b>

(1) Les montants incluent les créances rattachées.

(2) Dont 1 306 milliers d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique versée sous forme d'un dépôt de garantie.  
Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

#### 9. DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF

(En milliers d'euros)	Solde au 01/01/2020	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 31/12/2020
Sur opérations interbancaires et assimilées						
Sur créances clientèle	134 272	21 466	-54 995	-825		99 918
Sur opérations sur titres	69	56	-4			121
Sur valeurs immobilisées	9 812	6 247	-432			15 627
Sur autres actifs	1 044	731	-861			914
<b>TOTAL</b>	<b>145 197</b>	<b>28 500</b>	<b>-56 292</b>	<b>-825</b>		<b>116 580</b>

#### 10. DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(En milliers d'euros)	31/12/2020							31/12/2019
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
<b>Établissements de crédit</b>								
Comptes et emprunts :								
à vue	6 020				6 020		6 020	9 415
à terme				54 398	54 398	9	54 407	36 087
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée	19 207				19 207		19 207	
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>25 227</b>			<b>54 398</b>	<b>79 625</b>	<b>9</b>	<b>79 634</b>	<b>45 502</b>
<b>Opérations internes au Crédit</b>								
Comptes ordinaires	146 537				146 537	34	146 571	96 347
Comptes et avances à terme	832 867	1 545 530	2 766 106	830 913	5 975 416	1 663	5 977 079	5 509 885
Titres donnés en pension livrée	9 715				9 715		9 715	19 347
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>989 119</b>	<b>1 545 530</b>	<b>2 766 106</b>	<b>830 913</b>	<b>6 131 668</b>	<b>1 697</b>	<b>6 133 365</b>	<b>5 625 579</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 014 346</b>	<b>1 545 530</b>	<b>2 766 106</b>	<b>885 311</b>	<b>6 211 293</b>	<b>1 706</b>	<b>6 212 999</b>	<b>5 671 081</b>

Opérations internes au Crédit Agricole : Ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole S.A. et nécessaires au financement de l'encours des prêts sur avances octroyés par la Caisse régionale [Cf. Cadre Juridique et Financier].

#### 11. COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE

##### 11.1. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	31/12/2020							31/12/2019
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	2 769 392				2 769 392	6	2 769 398	2 167 966
Comptes d'épargne à régime spécial :	37 371				37 371		37 371	39 318
à vue	37 371				37 371		37 371	39 318
à terme								
Autres dettes envers la clientèle :	113 232	28 082	247 335	23 570	412 219	1 607	413 826	612 774
à vue	10 358				10 358		10 358	21 035
à terme	102 874	28 082	247 335	23 570	401 861	1 607	403 468	591 739
Valeurs données en pension livrée								
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>2 919 995</b>	<b>28 082</b>	<b>247 335</b>	<b>23 570</b>	<b>3 218 982</b>	<b>1 613</b>	<b>3 220 595</b>	<b>2 820 058</b>

##### 11.2. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par agents économiques

(En milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
Particuliers	1 444 143	1 233 889
Agriculteurs	259 321	206 953

Autres professionnels	133 653	109 506
Clientèle financière	50 270	35 653
Entreprises	1 249 366	1 147 473
Collectivités publiques	8 616	19 282
Autres agents économiques	73 613	65 470
<b>Total en principal</b>	<b>3 218 982</b>	<b>2 818 226</b>
Dettes rattachées	1 613	1 832
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>3 220 595</b>	<b>2 820 058</b>

12. DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE12.1. Dettes représentées par un titre - analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	31/12/2020							31/12/2019
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Bons de caisse								
Titres du marché interbancaire								
Titres de créances négociables (1)								
Emprunts obligataires								
Autres dettes représentées par un titre								
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>								

12.2. Emprunts obligataires (par monnaie d'émission)

(En milliers d'euros)	31/12/2020				31/12/2019
	Durées résiduelles			Encours	Encours
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans		
<b>Euro</b>					
Taux fixe					
Taux variable					
<b>Autres devises de l'Union Européenne</b>					
Taux fixe					
Taux variable					
<b>Dollar</b>					
Taux fixe					
Taux variable					
<b>Yen</b>					
Taux fixe					
Taux variable					
<b>Autres devises</b>					
Taux fixe					
Taux variable					
<b>Total principal</b>					
Taux fixe					
Taux variable					
Dettes rattachées					
<b>VALEUR AU BILAN</b>					

13. COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

(En milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
<b>Autres passifs (1)</b>		
Opérations de contrepartie (titres de transaction)		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Instruments conditionnels vendus	43	82
Comptes de règlement et de négociation		
Créditeurs divers	66 263	60 184
Versements restant à effectuer sur titres	8 183	9 446
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>74 489</b>	<b>69 712</b>
<b>Comptes de régularisation</b>		
Comptes d'encaissement et de transfert	2 999	3 609
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	5	3
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers	304	347
Produits constatés d'avance	38 640	43 018



Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	2 743	2 902
Autres charges à payer	35 997	36 729
Autres comptes de régularisation	3 083	3 186
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>83 771</b>	<b>89 794</b>
<b>TOTAL</b>	<b>158 260</b>	<b>159 506</b>

(1) Les montants incluent les dettes rattachées

#### 14. PROVISIONS

(En milliers d'euros)	Solde au 01/01/2020	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouve- ments	Solde au 31/12/2020
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	17	35		-18		34
Provisions pour autres engagements sociaux	724	22				746
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	8 178	31 479	-71	-27 699		11 887
Provisions pour litiges fiscaux (1)		66			-66	
Provisions pour autres litiges	6 846	1 996	-752	-3 320		4 770
Provisions pour risques pays						
Provisions pour risques de crédit (2)	38 156	141 023		-128 740		50 439
Provisions pour restructurations						
Provisions pour impôts						
Provisions sur participations						
Provisions pour risques opérationnels (3)	26 790	132		-6 727		20 195
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement (4)	18 504	1 749				20 253
Autres provisions	3 954	2 267	-1 441	-1 361	66	3 485
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>103 169</b>	<b>178 769</b>	<b>-2 264</b>	<b>-167 865</b>		<b>111 809</b>

(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.

(2) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles CRR/CRD4.

(3) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.

(4) Cf. note 15 ci-après

#### 15. EPARGNE LOGEMENT

##### Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

(En milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	109 251	86 938
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 009 970	956 195
Ancienneté de plus de 10 ans	914 732	931 287
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>2 033 952</b>	<b>1 974 420</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>227 479</b>	<b>204 768</b>
<b>TOTAL ENCOURS COLLECTES AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>2 261 432</b>	<b>2 179 188</b>

L'ancienneté est déterminée conformément au Titre 6 Epargne règlementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07. Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

##### Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
Plans d'épargne-logement	821	1 105
Comptes épargne-logement	3 635	5 238
<b>TOTAL ENCOURS DE CREDIT EN VIE OCTROYES AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>4 456</b>	<b>6 343</b>

##### Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	156	47
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	10 636	11 130
Ancienneté de plus de 10 ans	9 460	7 327
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>20 252</b>	<b>18 504</b>

<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>20 252</b>	<b>18 504</b>

(En milliers d'euros)	01/01/2020	Dotations	Reprises	31/12/2020
Plans d'épargne-logement	18 504	1 748		20 252
Comptes épargne-logement	0			0
<b>TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>18 504</b>	<b>1 748</b>	<b>0</b>	<b>20 252</b>

La dotation de la provision épargne logement au 31 décembre 2020 est liée à l'actualisation des paramètres de calcul et notamment à la baisse de la marge collective.

#### 16. ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI, REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES

##### Variations de la dette actuarielle

(En milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
<b>Dette actuarielle au 31/12/N-1</b>	<b>26 269</b>	<b>26 643</b>
Coût des services rendus sur l'exercice	1 383	1 615
Coût financier	251	371
Cotisations employés	0	0
Modifications, réductions et liquidations de régime	-1 889	-2 146
Variation de périmètre	-158	-102
Indemnités de cessation d'activité	0	0
Prestations versées (obligatoire)	-1 109	-1 1071
(Gains) / pertes actuariels	14	958
<b>DETTE ACTUARIELLE AU 31/12/N</b>	<b>24 761</b>	<b>26 269</b>

##### Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat

(En milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
Coût des services rendus	1 383	1 615
Coût financier	251	371
Rendement attendu des actifs	-120	24
Coût des services passés	-1 889	-2 146
Amortissement des (Gains) / pertes actuariels net	338	274
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes	0	0
(Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif	1 484	385
<b>CHARGE NETTE COMPTABILISEE AU COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>1 448</b>	<b>523</b>

##### Variations de juste valeur des actifs des régimes

(En milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
<b>Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/N-1</b>	<b>23 205</b>	<b>23 834</b>
Rendement attendu des actifs	120	-24
Gains / (pertes) actuariels	77	22
Cotisations payées par l'employeur	1 430	545
Cotisations payées par les employés	0	0
Modifications, réductions et liquidations de régime	0	0
Variation de périmètre	-158	-102
Indemnités de cessation d'activité	0	0
Prestations payées par le fonds	-1 109	-1 071
<b>JUSTE VALEUR DES ACTIFS / DROITS A REMBOURSEMENT AU 31/12/N</b>	<b>23 565</b>	<b>23 205</b>

##### Composition des actifs des régimes

Les actifs des régimes sont constitués de polices d'assurance éligibles Prédica.

##### Variations de la provision

(En milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
<b>Dette actuarielle au 31/12/N</b>	<b>-24 761</b>	<b>-26 269</b>
Impact de la limitation d'actifs	-1 869	-385
Gains et (pertes) actuariels restant à étaler	3 030	3 431
Juste valeur des actifs fin de période	23 565	23 205

<b>POSITION NETTE (PASSIF) / ACTIFS AU 31/12/N</b>	<b>-35</b>	<b>-17</b>
--	------------	------------

**Rendement des actifs des régimes**

Le taux de rendement effectif des actifs des régimes est de 1.15 % au 31 décembre 2020, il était de 1.18 % au 31 décembre 2019.

**Hypothèses actuarielles utilisées**

Au 31 décembre 2020, les taux de sensibilité démontrent que :

- Une variation de plus 50bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 2.77 % ;
- Une variation de moins 50bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 2.98 %.

**17. FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Fonds pour risques bancaires généraux	127 027	109 427
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>127 027</b>	<b>109 427</b>

**18. DETTES SUBORDONNEES : ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2020</b>							<b>31/12/2019</b>
	<b>≤ 3 mois</b>	<b>&gt; 3 mois ≤ 1 an</b>	<b>&gt; 1 an ≤ 5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>	<b>Total en principal</b>	<b>Dettes rattachées</b>	<b>Total</b>	<b>Total</b>
<b>Dettes subordonnées à terme</b>								
Euro								
Autres devises de l'Union Européenne								
Franc Suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
<b>Titres et emprunts participatifs</b>								
<b>Autres emprunts subordonnés à terme</b>								
<b>Dettes subordonnées à durée indéterminée (1)</b>								
Euro								
Autres devises de l'Union Europ.								
Franc Suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
<b>Placement des fonds propres des Caisses Locales</b>				34 070	34 070	394	34 464	33 438
<b>Dépôts de garantie à caractère mutuel</b>								
<b>VALEUR AU BILAN</b>				<b>34 070</b>	<b>34 070</b>	<b>394</b>	<b>34 464</b>	<b>33 438</b>

(1) durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée positionnées par défaut en > 5 ans.

**Commentaires :**

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 394 milliers d'euros au 31 décembre 2020 contre 428 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

19. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (avant répartition)Variation des capitaux propres

	Capitaux propres							
	Capital	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau	Ecarts conversion / réévaluation	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
<i>(En milliers d'euros)</i>								
<b>Solde au 31/12/2018</b>	<b>31 821</b>	<b>735 228</b>	<b>288 988</b>	<b>159 425</b>			<b>60 376</b>	<b>1 275 838</b>
Dividendes versés au titre de N-2							-4 965	-4 965
Variation de capital (5)								
Variation des primes et réserves (5)								
Affectation du résultat social N-2		41 750	13 917				-55 667	
Report à nouveau				-256			256	
Résultat de l'exercice N-1							60 049	60 049
Autres variations								
<b>Solde au 31/12/2019</b>	<b>31 821</b>	<b>776 978</b>	<b>302 905</b>	<b>159 169</b>			<b>60 049</b>	<b>1 330 922</b>
Dividendes versés au titre de N-1							-4 944	-4 944
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-1		41 328	13 776				-55 105	-1
Report à nouveau (6)								
Résultat de l'exercice N							50 093	50 093
Autres variations								
<b>Solde au 31/12/2020</b>	<b>31 821</b>	<b>818 306</b>	<b>316 681</b>	<b>159 169</b>			<b>50 093</b>	<b>1 376 070</b>

(3) Dont 107 444 milliers d'euros de primes d'émission, dont 51 712 milliers d'euros de primes de fusion

(4) Dont 12 milliers d'euros d'affectation des écarts d'évaluation.

20. COMPOSITION DES FONDS PROPRES

	31/12/2020	31/12/2019
<i>(En milliers d'euros)</i>		
Capitaux propres	1 376 070	1 330 921
Fonds pour risques bancaires généraux	127 027	109 427
Dettes subordonnées et titres participatifs	34 464	33 438
Dépôts de garantie à caractère mutuel		
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES</b>	<b>1 537 561</b>	<b>1 473 786</b>

21. OPERATIONS EFFECTUEES AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS

Les principales opérations réalisées avec les entreprises liées et les participations concernent :

- Le capital détenu dans lesdites participations (cf. note 6) ;
- Et les avances en compte courant d'associés (cf. note 6).

22. TRANSACTIONS EFFECTUEES AVEC LES PARTIES LIEES

Les transactions effectuées par la Caisse régionale de Lorraine avec les parties liées ont été conclues aux conditions normales du marché.

23. OPERATIONS EFFECTUEES EN DEVISESContributions par devise au bilan

	31/12/2020		31/12/2019	
	Actif	Passif	Actif	Passif
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Euro	11 246 550	11 138 885	10 207 454	10 112 474
Autres devises de l'Union Europ.	350	350	286	286
Franco Suisse	11 726	11 726	18 113	18 113
Dollar	2 117	2 117	1 730	1 730
Yen	496	496	515	515
Autres devises	164	164	119	119

<b>Valeur brute</b>	<b>11 261 403</b>	<b>11 153 738</b>	<b>10 228 217</b>	<b>10 133 237</b>
Créances, dettes rattachées et comptes de régularisation	96 400	87 486	144 578	94 363
Dépréciations	-116 579		-145 195	
<b>TOTAL</b>	<b>11 241 224</b>	<b>11 241 224</b>	<b>10 227 600</b>	<b>10 227 600</b>

24. OPERATIONS DE CHANGE, PRETS ET EMPRUNTS EN DEVISES

	31/12/2020		31/12/2019	
	A recevoir	A livrer	A recevoir	A livrer
<i>(En milliers d'euros)</i>				
<b>Opérations de change au comptant</b>				
- Devises				
- Euros				
<b>Opérations de change à terme</b>	<b>41 200</b>	<b>41 185</b>	<b>2 026</b>	<b>2 024</b>
- Devises	20 051	20 051	1 016	1 016
- Euros	21 149	21 134	1 010	1 008
<b>Prêts et emprunts en devises</b>				
<b>TOTAL</b>	<b>41 200</b>	<b>41 185</b>	<b>2 026</b>	<b>2 024</b>

25. OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

	31/12/2020			31/12/2019
	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
<i>(En milliers d'euros)</i>				
<b>Opérations fermes</b>	<b>668 191</b>	<b>238 559</b>	<b>906 750</b>	<b>810 352</b>
<b>Opérations sur marchés organisés (1)</b>				
Contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
<b>Opérations de gré à gré (1)</b>	<b>668 191</b>	<b>238 559</b>	<b>906 750</b>	<b>810 352</b>
Swaps de taux d'intérêt	668 191	238 559	906 750	810 352
Autres contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
FRA				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
<b>Opérations conditionnelles</b>		<b>66 398</b>	<b>66 398</b>	<b>88 652</b>
<b>Opérations sur marchés organisés</b>				
Instruments de taux d'intérêt à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments sur action et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
<b>Opérations de gré à gré</b>		<b>66 398</b>	<b>66 398</b>	<b>88 652</b>
Options de swaps de taux				
Achetées				
Vendues				
Instruments de taux d'intérêts à terme				
Achetés		32 228	32 228	39 314
Vendus		32 228	32 228	39 314
Instruments de taux de change à terme				
Achetés		971	971	5 012
Vendus		971	971	5 012
Instruments sur actions et indices boursiers à terme				

Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
<b>Dérivés de crédit</b>				
Contrats de dérivés de crédit				
Achetés				
Vendus				
<b>TOTAL</b>	<b>668 191</b>	<b>304 957</b>	<b>973 148</b>	<b>899 004</b>

(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).

#### 25.1. Opérations sur instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	Total 31/12/2020			Dont opérations effectuées de gré à gré			Dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5	> 5 ans
Futures									
Options de change	1 942			1 942					
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	53 087	301 161	552 502	53 087	301 161	552 502			
Caps, Floors, Collars	23 320	11 403	29 733	23 320	11 403	29 733			
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices									
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
<b>Sous total</b>	<b>78 349</b>	<b>312 564</b>	<b>582 235</b>	<b>78 349</b>	<b>312 564</b>	<b>582 235</b>			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	2 611	79 773		2 611	79 773				
<b>Sous total</b>	<b>2 611</b>	<b>79 773</b>		<b>2 611</b>	<b>79 773</b>				
<b>TOTAL</b>	<b>80 960</b>	<b>392 337</b>	<b>582 235</b>	<b>80 960</b>	<b>392 337</b>	<b>582 235</b>			

(En milliers d'euros)	Total 31/12/2019			Dont opérations effectuées de gré à gré			Dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5	> 5 ans
Futures									
Options de change	10 024			10 024					
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	54 434	269 880	486 038	54 434	269 880	486 038			
Caps, Floors, Collars	28 000	36 609	14 019	28 000	36 609	14 019			
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices									
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
<b>Sous total</b>	<b>92 458</b>	<b>306 489</b>	<b>500 057</b>	<b>92 458</b>	<b>306 489</b>	<b>500 057</b>			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	4 050			4 050					
<b>Sous total</b>	<b>4 050</b>			<b>4 050</b>					
<b>TOTAL</b>	<b>96 508</b>	<b>306 489</b>	<b>500 057</b>	<b>96 508</b>	<b>306 489</b>	<b>500 057</b>			

#### 25.2. Instruments financiers à terme : juste valeur

(En milliers d'euros)	Juste Valeur Positive au 31/12/2020	Juste Valeur Négative au 31/12/2020	Encours Notionnel au 31/12/2020	Juste Valeur Positive au 31/12/2019	Juste Valeur Négative au 31/12/2019	Encours Notionnel au 31/12/2019
Futures						
Options de change	10	1	1 942	5	15	10 024
Options de taux						
Opérations fermes en devise sur marchés organisés						

F.R.A.						
Swaps de taux d'intérêt	4 440	111 058	906 750	3 387	105 381	810 351
Caps, Floors, Collars	136	136	64 456	20	20	78 628
Forward taux						
Opérations fermes sur actions et indices						
Opérations conditionnelles sur actions et indices						
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux						
Dérivés de crédit						
<b>Sous total</b>	<b>4 586</b>	<b>111 195</b>	<b>973 148</b>	<b>3 412</b>	<b>105 416</b>	<b>899 003</b>
Swaps de devises						
Opérations de change à terme	1 417	1 417	82 384	11	11	4 050
<b>Sous total</b>	<b>1 417</b>	<b>1 417</b>	<b>82 384</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>4 050</b>
<b>TOTAL</b>	<b>6 003</b>	<b>112 612</b>	<b>1 055 532</b>	<b>3 423</b>	<b>105 427</b>	<b>903 053</b>

## 25.3 Information sur les Swaps

**Ventilation des contrats d'échange de taux d'intérêt**

(En milliers d'euros)	Position isolée	ouverte	Micro-couverture	Macro-couverture	Swaps de transaction
Contrats d'échange de taux			268 191	400 000	238 559
Contrats assimilés (1)					64 456

(1) Il s'agit des contrats assimilés au sens de l'article 2521-1 du règlement ANC 2014-07.

Crédit Agricole de Lorraine n'est pas concerné par des opérations de transfert de contrats d'échange.

26. INFORMATIONS RELATIVES AU RISQUE DE CONTREPARTIE SUR PRODUITS DERIVES

La gestion du risque de contrepartie (entreprises, banques, institutionnels) s'appuie sur :

- Une organisation par unité spécialisée et par métier rapportant à la Direction Générale.
- Les procédures internes qui fixent les règles de prise et de suivi du risque s'appliquant aux divers opérateurs de l'établissement. Ce principe de fixation d'une limite d'engagement est appliqué à tout type de contrepartie : entreprise, banque, institution financière, entités étatiques ou parapubliques. De même, les interventions en risque sur des contreparties contrôlées ou résidant dans un pays n'appartenant pas à l'OCDE sont plafonnées pays par pays, tous types d'opérations et d'interventions confondus. Ces « limites-pays » sont révisables périodiquement.
- Des méthodologies de mesure des risques. Ainsi, chaque contrepartie dispose d'une limite maximale d'engagement incluant l'ensemble des opérations.

L'exposition de l'établissement aux risques de contrepartie sur les instruments à terme et optionnels sur taux d'intérêt, change, matières premières et métaux précieux peut être mesurée par la valeur de marché de ces instruments et par le risque de crédit potentiel résultant de l'application de facteurs de majoration (*add-on*) réglementaires, fonction de la durée résiduelle et de la nature des contrats.

Au 31 décembre 2020, la valeur de marché de ces instruments, après prise en compte (ou non prise en compte) des effets de la compensation et de la collatéralisation, s'élève à 116 497 milliers d'euros. Elle se décompose de la façon suivante par types de contreparties :

- Gouvernements et banques centrales de l'OCDE : 0 milliers d'euros.
- Etablissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés : 111 935 milliers d'euros
- Autres contreparties : 4 562 milliers d'euros.

Le risque de crédit potentiel estimé sur la base des facteurs de majoration réglementaires s'élève à 6 083 milliers d'euros, réparti de la façon suivante sur les différents types de contreparties :

- Gouvernements et banques centrales de l'OCDE : 0 milliers d'euros
- Etablissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés : 4 366 milliers d'euros
- Autres contreparties : 1 717 milliers d'euros

27. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES

	31/12/2020	31/12/2019
(En milliers d'euros)		
<b>Engagements donnés</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>834 186</b>	<b>777 743</b>
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	834 186	777 743
Ouverture de crédits confirmés	377 619	342 177
Ouverture de crédits documentaires	2 659	1 174
Autres ouvertures de crédits confirmés	374 960	341 003
Autres engagements en faveur de la clientèle	456 567	435 566
<b>Engagements de garantie</b>	<b>359 783</b>	<b>413 306</b>

Engagements d'ordre d'établissement de crédit	142 127	204 925
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	112	
Autres garanties	142 015	204 925
Engagements d'ordre de la clientèle	217 656	208 381
Cautions immobilières		43
Autres garanties d'ordre de la clientèle	217 656	208 338
<b>Engagements sur titres</b>	<b>1 122</b>	<b>2 090</b>
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements à donner	1 122	2 090

<b>Engagements reçus</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>16 281</b>	<b>19 569</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	16 281	19 569
Engagements reçus de la clientèle		
<b>Engagements de garantie</b>	<b>6 602 073</b>	<b>5 747 867</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	409 477	391 570
Engagements reçus de la clientèle	6 192 596	5 356 297
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	272 286	76 932
Autres garanties reçues	5 920 310	5 279 365
<b>Engagements sur titres</b>	<b>7 122</b>	<b>2 090</b>
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus	7 122	2 090

(1) Dont 129 005 milliers d'euros relatifs à la garantie (Switch Assurance) suite à la résiliation anticipée partielle du 2 mars 2020.

(2) Dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19, Crédit Agricole de Lorraine a accordé des prêts pour lesquels elle a reçu des engagements de garantie de l'Etat français (PGE). Au 31 décembre 2020, le montant de ces engagements de garantie reçus s'élève à 205 431 milliers d'euros.

## 28. ACTIFS DONNES ET REÇUS EN GARANTIE

### Créances apportées en garantie :

Au cours de l'année 2020, Crédit Agricole de Lorraine a apporté 4 306 731 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 2 103 501 milliers d'euros en 2019. Crédit Agricole de Lorraine conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, Crédit Agricole de Lorraine a apporté :

- 3 345 333 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 1 126 791 milliers d'euros en 2019 ;
- 142 804 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 147 994 milliers d'euros en 2019 ;
- 818 594 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 828 716 milliers d'euros en 2019.

## 29. ENGAGEMENTS DONNES AUX ENTREPRISES LIÉES

Au terme de conventions de garantie signées en 1988 entre les Caisses Régionales actionnaires de Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole S.A., et au profit de ce dernier pour lui permettre d'obtenir les meilleures conditions de placement sur le marché, le Crédit Agricole de Lorraine est engagé dans la limite de ses fonds propres, à couvrir une éventuelle insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. au bénéfice des tiers, créanciers de celui-ci. Au 31 décembre 2020, le montant de cet engagement s'élève à 839 millions d'euros.

## 30. ENGAGEMENTS DE CREDIT BAIL

La Caisse régionale de Lorraine n'a pas d'engagement de crédit-bail.

## 31. OPERATIONS DE DESENETTEMENT DE FAIT ET DE TITRISATION

### 31.1 Titrisation

En 2020, Crédit Agricole de Lorraine a participé à la titrisation du FCT Crédit Agricole Habitat 2020, titrisation décrite au niveau de la note 1.3 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période.



32. PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES

	31/12/2020	31/12/2019
<i>(En milliers d'euros)</i>		
Sur opérations avec les établissements de crédit	2 532	2 033
Sur opérations internes au Crédit Agricole	15 822	14 168
Sur opérations avec la clientèle	148 120	155 073
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	3 680	3 926
Produit net sur opérations de macro-couverture		
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et produits assimilés		
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>170 154</b>	<b>175 200</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	-2 203	-2 237
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-49 736	-53 661
Sur opérations avec la clientèle	-17 148	-25 410
Charge nette sur opérations de macro-couverture	-3 621	-2 941
Sur obligations et autres titres à revenu fixe		
Sur dettes représentées par un titre		-28
Autres intérêts et charges assimilées		-21
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>-72 708</b>	<b>-84 298</b>
<b>TOTAL PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES (1)</b>	<b>97 446</b>	<b>90 902</b>

(1) Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2020 est de 394 milliers d'euros, il était de 428 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

Les opérations de macro-couverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

33. REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES

	31/12/2020	31/12/2019
<i>(En milliers d'euros)</i>		
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	32 369	32 322
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille		
Opérations diverses sur titres		
<b>TOTAL DES REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES</b>	<b>32 369</b>	<b>32 322</b>

34. PRODUIT NET DES COMMISSIONS

	31/12/2020			31/12/2019		
<i>(En milliers d'euros)</i>	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 198	-10	1 188	602	-2	600
Sur opérations internes au crédit agricole	12 793	-14 600	-1 807	14 516	-12 334	2 182
Sur opérations avec la clientèle	28 874	-1 006	27 868	31 075	-1 018	30 057
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change	29		29	38		38
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan						
Sur prestations de services financiers (1)	86 281	-6 747	79 534	78 288	-6 516	71 772
Provision pour risques sur commissions	233	-214	19	190	-229	-39
<b>TOTAL PRODUIT NET DES COMMISSIONS</b>	<b>129 408</b>	<b>-22 577</b>	<b>106 831</b>	<b>124 709</b>	<b>-20 099</b>	<b>104 610</b>

(1) Dont prestations assurance-vie : 17 306 milliers d'euros.

35. GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION

	31/12/2020	31/12/2019
<i>(En milliers d'euros)</i>		
Solde des opérations sur titres de transaction		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	127	142
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	-677	-261
<b>GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION</b>	<b>-550</b>	<b>-119</b>

36. GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES

	31/12/2020	31/12/2019
<i>(En milliers d'euros)</i>		
<b>Titres de placement</b>		
Dotations aux dépréciations	-56	-27
Reprises de dépréciations	4	569
<b>Dotations ou reprises nettes aux dépréciations</b>	<b>-52</b>	<b>542</b>
Plus-values de cession réalisées	581	114
Moins-values de cession réalisées	-210	-510
<b>Solde des plus et moins-values de cession réalisées</b>	<b>371</b>	<b>-396</b>
<b>Solde des opérations sur titres de placement</b>	<b>319</b>	<b>146</b>
<b>Titres de l'activité de portefeuille</b>		
Dotations aux dépréciations		
Reprises de dépréciations		
<b>Dotations ou reprises nettes aux dépréciations</b>		
Plus-values de cession réalisées		
Moins-values de cession réalisées		
<b>Solde des plus et moins-values de cession réalisées</b>		
<b>Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille</b>		
<b>GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES</b>	<b>319</b>	<b>146</b>

37. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

	31/12/2020	31/12/2019
<i>(En milliers d'euros)</i>		
Produits divers	6 418	6 055
Quote-part des opérations faites en commun		
Refacturation et transfert de charges	18	76
Reprises provisions	1 237	555
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>7 673</b>	<b>6 686</b>
Charges diverses	-326	-692
Quote-part des opérations faites en commun	-598	-576
Refacturation et transfert de charges		
Dotations provisions	-1 025	
<b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>	<b>-1 949</b>	<b>-1 268</b>
<b>TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>5 724</b>	<b>5 418</b>

38. CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

	31/12/2020	31/12/2019
<i>(En milliers d'euros)</i>		
<b>Frais de personnel</b>		
Salaires et traitements	-49 653	-51 099
Charges sociales	-24 844	-24 501
- dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies	-5 589	-5 495
Intéressement et participation	-6 010	-7 206
Impôts et taxes sur rémunérations	-7 486	-7 208
<b>Total des charges de personnel</b>	<b>-87 993</b>	<b>-90 014</b>
Refacturation et transferts de charges de personnel	2 338	2 646
<b>Frais de personnel nets</b>	<b>-85 655</b>	<b>-87 368</b>
<b>Frais administratifs</b>		
Impôts et taxes	-3 786	-3 664
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires (1) (2)	-53 265	-52 316
<b>Total des charges administratives</b>	<b>-57 051</b>	<b>-55 980</b>
Refacturation et transferts de charges administratives	187	302
<b>Frais administratifs nets</b>	<b>-56 864</b>	<b>-55 678</b>
<b>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	<b>-142 519</b>	<b>-143 046</b>

(2) Dont 1 688 milliers d'euros au titre du fonds de résolution unique

### Effectif moyen

#### Effectif par catégorie

(Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité)

Catégories de personnel	31/12/2020	31/12/2019
Cadres	335	327
Non cadres	824	852
<b>Total de l'effectif moyen</b>	<b>1 159</b>	<b>1 179</b>
Dont : - France	1 159	1 179
- Etranger		
Dont : personnel mis à disposition		

Le montant global des rémunérations allouées pendant l'exercice, à l'ensemble des membres du Conseil d'Administration et du Comité de Direction s'élève à 2 147 421 €.

La Caisse Régionale de Lorraine n'a pas accordé de crédits sur l'exercice aux membres du Comité de Direction à des conditions différentes des conditions habituelles généralement consenties au personnel.

### 39. COUT DU RISQUE

	31/12/2020	31/12/2019
<i>(En milliers d'euros)</i>		
<b>Dotations aux provisions et dépréciations</b>	<b>-196 321</b>	<b>-163 723</b>
Dépréciations de créances douteuses	-20 915	-32 192
Autres provisions et dépréciations	-175 406	-131 531
<b>Reprises de provisions et dépréciations</b>	<b>221 931</b>	<b>172 269</b>
Reprises de dépréciations de créances douteuses (1)	53 451	44 477
Autres reprises de provisions et dépréciations (2)	168 480	127 792
<b>Variation des provisions et dépréciations</b>	<b>25 610</b>	<b>8 546</b>
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées (3)	-2 781	-1 310
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées (4)	-17 870	-11 713
Décote sur prêts restructurés	-257	-263

Récupérations sur créances amorties	633	1 036
Autres pertes	-842	-25
Autres produits	819	
<b>COUT DU RISQUE</b>	<b>5 312</b>	<b>-3 729</b>

(1) dont 1 327 milliers d'euros utilisées en couverture de pertes sur créances douteuses non compromises et 825 milliers d'euros liés à l'effet de désactualisation des dépréciations sur créances douteuses.

(2) dont 788 milliers d'euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif

(3) dont 312 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises

(4) dont 16 543 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises

La crise sanitaire n'a pas encore eu d'impacts significatifs sur le coût du risque de la Caisse Régionale de Lorraine en 2020.

La nouvelle définition du défaut n'a pas eu à ce stade d'impacts significatifs sur le coût du risque de la Caisse Régionale de Lorraine en 2020.

Autres pertes : dont 819 milliers d'euros relatifs à l'appel de la garantie (Switch Assurance), versés (ou à payer) à Crédit Agricole S.A. pour combler la baisse de la valeur de mise en équivalence des participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA), ce dernier étant mis en équivalence pour les besoins prudentiels.

Autres produits : dont 819 milliers d'euros relatifs au retour à meilleure fortune de la garantie (Switch Assurance), reçus (ou à recevoir) de Crédit Agricole S.A. suite à la hausse de la valeur de mise en équivalence des participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA), ce dernier étant mis en équivalence pour les besoins prudentiels.

#### 40. RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES

	31/12/2020	31/12/2019
<i>(En milliers d'euros)</i>		
<b>Immobilisations financières</b>		
<b>Dotations aux dépréciations</b>	<b>-6 247</b>	<b>-1 356</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-6 247	-1 356
<b>Reprises de dépréciations</b>	<b>432</b>	<b>1</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	432	1
<b>Dotation ou reprise nette aux dépréciations</b>	<b>-5 815</b>	<b>-1 355</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-5 815	-1 355
<b>Plus-values de cessions réalisées</b>		
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		
<b>Moins-values de cessions réalisées</b>	<b>-391</b>	
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-391	
Pertes sur créances liées à des titres de participation		
<b>Solde des plus et moins-values de cessions</b>	<b>-391</b>	
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-391	
<b>Solde en perte ou en bénéfice</b>	<b>-6 206</b>	<b>-1 355</b>
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles</b>		
Plus-values de cessions	23	189
Moins-values de cessions	-10	-286
<b>Solde en perte ou en bénéfice</b>	<b>13</b>	<b>-97</b>
<b>RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES</b>	<b>-6 193</b>	<b>-1 452</b>

#### 41. CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Sur l'exercice 2020, la Caisse régionale de Lorraine n'a comptabilisé aucune charge ou produit exceptionnel.

#### 42. IMPOT SUR LES BENEFICES

Suite à la signature d'une convention avec Crédit Agricole S.A., la Caisse régionale de Lorraine, comme les autres Caisses régionales, fait partie depuis l'exercice 2010, du groupe fiscal constitué par Crédit Agricole S.A.

Aux termes des accords conclus, la Caisse régionale de Lorraine constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle serait redevable en l'absence

d'intégration fiscale déduction faite des éventuelles économies d'impôt qui seront rétrocédées par Crédit Agricole S.A. selon les modalités prévues dans la convention.

La Caisse régionale de Lorraine n'a pas fait l'objet de redressements fiscaux sur l'exercice 2020.

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2020</b>
<b>Impôt sur les sociétés sur le résultat courant (y compris contribution sociale de 3,3 %)</b>	<b>26 549</b>
Régularisation IS n-1	<b>64</b>
Crédits d'impôts (dont impact PTZ)	<b>584</b>
Provision pour charge d'impôt	<b>82</b>
Effet de l'intégration fiscale	<b>-2 141</b>
<b>Total impôt sur les bénéfices</b>	<b>23 970</b>

#### 43. INFORMATIONS RELATIVES AUX RESULTATS DES ACTIVITES BANCAIRES

La Caisse régionale de Lorraine exerce principalement son activité dans le secteur « Banque de proximité » et en France. Par conséquent, la ventilation des agrégats du compte de résultat par secteur d'activité ou métier identifié au sein du groupe Crédit Agricole et par répartition géographique, n'est pas pertinente.

#### 44. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE SUSCEPTIBLES DE REMETTRE EN CAUSE LA CONTINUITE DE L'EXPLOITATION

Aucun évènement significatif susceptible de remettre en cause la continuité d'exploitation, n'est intervenu postérieurement à la clôture de l'exercice.

#### 45. AFFECTATION DES RESULTATS

Le bénéfice distribuable se décompose comme suit :

- Résultat 2020 : 50 093 461,43 € ;
- Total distribuable : 50 093 461,43 €.

L'Assemblée Générale décide d'affecter ce bénéfice distribuable comme suit :

- 393 596,78 € à l'intérêt aux parts sociales au taux de 1,65% ;
- 3 765 591,17 € à l'intérêt aux certificats coopératifs d'associés, soit 7,09 € par CCA ;
- 34 450 705,11 € à la réserve légale représentant les 3/4 de l'excédent ;
- 11 483 568,37 € à la réserve facultative représentant le solde.

#### 46. IMPLANTATION DANS DES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIFS

Crédit Agricole de Lorraine ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

#### 47. PUBLICITE DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

Collège des Commissaires aux Comptes de Crédit Agricole de Lorraine

	<b>PWC</b>	<b>%</b>	<b>KPMG</b>	<b>%</b>
<i>(En milliers d'euros hors taxes)</i>				
<b>Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels (*)</b>	70	100 %	67	77 %
<b>Services autres que la certification des comptes</b>			10	13 %
<b>TOTAL</b>	<b>70</b>		<b>77</b>	

(\*) Y compris les prestations d'experts indépendants ou du réseau à la demande des commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes.

### IV. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'attention de l'Assemblée générale  
Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine  
56-58, avenue André Malraux  
57000 Metz

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice. L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

#### **Fondement de l'opinion Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et, notamment, nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

#### **Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **Dépréciations des crédits sur base individuelle Risque identifié**

Du fait de son activité, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine (« la Caisse Régionale ») est exposée à un risque significatif de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.

Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels (note 2.1), les créances présentant un risque de crédit avéré donnent lieu à la comptabilisation d'une dépréciation correspondant à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la direction de la Caisse Régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.

Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture comme un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 4.4 de l'annexe aux comptes annuels qui s'élève à 99,9 M€.

#### **Notre réponse face au risque identifié**

Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction dans le contexte de crise de la Covid-19 pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.

Nous avons en particulier :

- mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de la Caisse Régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;
- testé l'efficacité des contrôles clés mis en œuvre par la Caisse Régionale relatifs à ces procédures ;
- analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit en prenant en compte, le cas échéant, l'impact de la crise sanitaire sur ces flux ou les garanties spécifiques liées aux plans de soutien à l'économie ;
- mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux par marché et par strate d'encours.

#### **Provisions sur encours sains et dégradés Risque identifié**

Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels (note 2.1), la Caisse Régionale constate au titre des expositions de crédits au passif de son bilan des provisions pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) et/ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées). Ces provisions reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risque de crédit, en tenant compte de données macro-économiques prospectives (Forward Looking) appréciées au niveau du Groupe Crédit Agricole et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédit de la Caisse Régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux. Le cumul de ces provisions sur les prêts et créances représente 50,4 M€ au 31 décembre 2020 comme détaillé dans la note 14 de l'annexe aux comptes annuels.

Nous avons considéré qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de :

- l'importance des zones de jugement, en particulier dans le contexte de crise sanitaire en vigueur sur l'exercice et au 31 décembre 2020, entrant dans la détermination des modèles, des risques liés à la qualité des données qui les alimentent et des risques liés à leur insertion opérationnelle ;
- l'importance de ces provisions dans le bilan de la Caisse Régionale et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédit à la consommation), dont par exemple des informations prospectives (Forward Looking central et local).

**Notre réponse face au risque exprimé**

Nos travaux ont consisté à :

- prendre connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de dépréciations. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :
- les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles,
- la qualité des données utilisées pour calibrer les paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut « Loss Given Default » ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte de la crise sanitaire de la Covid-19 et les mesures de soutien à l'économie,
- la gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris la revue des scénarios et paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante et les modalités de back-testing central,
- la réalisation de tests ciblés sur les fonctions calculatoires de l'outil utilisé pour déterminer les corrections de valeur ;
- tester par sondages la qualité des données des expositions entrant dans le modèle de provisionnement sur la base d'un échantillon de dossiers ;
- contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et provisions dans l'outil de provisionnement ;
- apprécier les hypothèses et la documentation fournie par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte de la crise sanitaire pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking ;
- analyser l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2020 ;
- examiner les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes annuels.

**Provisions liées à des expositions en devises****Risque identifié**

La Caisse Régionale fait l'objet d'assignations en lien avec certains crédits libellés en devises accordés avant 2010. Dans ce contexte, des décisions de justice défavorables à la Caisse Régionale avaient été rendues notamment au cours de l'exercice 2018. Le bien-fondé de ces décisions est contesté par la Caisse Régionale auprès des autorités compétentes dans le cadre de la poursuite des procédures juridiques.

Comme indiqué dans la note 2.6 « Provisions liées à des expositions en devises » de l'annexe aux comptes annuels, l'estimation des provisions en date d'arrêt des comptes résulte de la meilleure appréciation des risques de la direction, compte tenu des éléments en sa possession.

La décision de comptabiliser ou non une provision, ainsi que son estimation, nécessite par nature l'utilisation de jugement en raison de la difficulté à estimer le dénouement des litiges en cours.

Nous avons considéré que l'évaluation des provisions liées à des expositions en devises constitue un point clé de l'audit des comptes annuels compte tenu de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la Direction.

**Notre réponse face au risque identifié**

Nous avons pris connaissance du processus d'évaluation des provisions liées à des expositions en devises, notamment en procédant à des échanges avec la direction générale, la direction des risques et le service juridique de la Caisse Régionale.

Nos travaux ont notamment consisté à :

- prendre connaissance des analyses et conclusions des conseils juridiques de la Caisse Régionale ;
- tester par sondage la qualité des données des expositions entrant dans le modèle de provisionnement sur la base d'un échantillon de dossiers ;
- vérifier les calculs effectués par la Caisse Régionale ;
- apprécier le caractère raisonnable des hypothèses retenues par la Direction pour la détermination des provisions à partir des informations disponibles.

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires****Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine par vos assemblées générales du 28 mars 2011 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 15 mai 1993 pour le cabinet KPMG Audit FS I.

Au 31 décembre 2020, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 10ème année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG Audit FS I dans la 28ème année.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels****Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

**Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 10 mars 2021**

**Les commissaires aux comptes**

**PricewaterhouseCoopers Audit Emmanuel Benoist**

**KPMG AUDIT FS I Christophe Coquelin**

**B. Comptes consolidés au 31 décembre 2020**

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers.

**I. CADRE GENERAL****Présentation juridique de l'entité**

Crédit Agricole de Lorraine – 56-58 avenue André Malraux – 57000 METZ  
SIREN 775 616 162 - RCS METZ – CODE NAF 6419Z (Autres intermédiations monétaires)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole de Lorraine est une société coopérative à capital variable régie par le LIVRE V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Sont rattachées à la Caisse Régionale de Lorraine, 39 Caisses Locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse Régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'Entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses Locales et ceux des filiales consolidables.

De par la loi bancaire, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Lorraine est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire.

**Un Groupe bancaire d'essence mutualiste**

L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités.

Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par 10,9 millions de sociétaires qui élisent



quelques 29 271 administrateurs. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice. La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

## **Relations internes au Crédit Agricole**

### Mécanismes financiers internes

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

#### **- Comptes ordinaires des Caisses régionales**

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole S.A., qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créditeur, est présenté au bilan en "Opérations internes au Crédit Agricole - Comptes ordinaires" et intégré sur la ligne "Prêts et créances sur les établissements de crédit" ou "Dettes envers les établissements de crédit".

#### **- Comptes d'épargne à régime spécial**

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en "Dettes envers la clientèle".

#### **- Comptes et avances à terme**

Les ressources d'épargne (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les "avances" (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

Quatre principales réformes financières internes ont été successivement mises en œuvre. Elles ont permis de restituer aux Caisses régionales, sous forme d'avances, dites "avances miroirs" (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15 %, 25 %, puis 33 % et, depuis le 31 décembre 2001, 50 % des ressources d'épargne qu'elles ont collectées et dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

#### **- Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales**

Les ressources d'origine "monétaire" des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés en comptes ordinaires ou en comptes à terme dans les rubriques "Opérations internes au Crédit Agricole".

#### **- Opérations en devises**

Crédit Agricole S.A., intermédiaire des Caisses régionales auprès de la Banque de France, centralise leurs opérations de change.

#### **- Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.**

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en "Dettes représentées par un titre" ou "Dettes subordonnées".

#### **- Mécanisme TLTRO III**

Une troisième série d'opérations de refinancement de long terme a été décidée en mars 2019 par la BCE dont les modalités ont été revues en septembre 2019 puis en mars et avril 2020 en lien avec la situation COVID-19.

Le mécanisme de TLTRO III vise à proposer un refinancement de long terme avec une bonification en cas d'atteinte d'un taux de croissance cible des crédits octroyés aux entreprises et aux ménages, appliquée sur la maturité de 3 ans de l'opération TLTRO à laquelle s'ajoute une sur-bonification rémunérant une incitation supplémentaire et temporaire sur la période d'une année de juin 2020 à juin 2021.

Tant que le niveau des encours donnant droit à ces bonifications permet de considérer comme d'ores et déjà acquis les bonifications accordées par la BCE au titre du soutien à l'économie aussi bien tant sur la première année que sur les années suivantes, les intérêts courus calculés avec un taux d'intérêt négatif tiennent compte de cette bonification.

L'ensemble des bonifications fait l'objet d'un étalement sur la durée attendue du refinancement à compter de la date de tirage du TLTRO III. Les encours donnant droit à la bonification ont d'ores et déjà cru plus que le niveau requis pour bénéficier des niveaux de bonifications prévues. La sur-bonification au titre de la première année fait l'objet d'un étalement linéaire sur un an à compter de juin 2020.

Pour la nouvelle bonification annoncée par la BCE suite à la réunion du 10 décembre 2020 qui porte sur la période de juin 2021 à juin 2022, ces principes resteront appliqués tant qu'il existe une assurance raisonnable que le niveau des encours éligibles permettra de remplir les conditions nécessaires à l'obtention de ces bonifications lors de leur exigibilité vis-à-vis de la BCE.

Crédit Agricole S.A. a souscrit à ces emprunts TLTRO III auprès de la BCE. Compte tenu des mécanismes de refinancement interne, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine se refinance auprès de Crédit Agricole S.A. et bénéficie ainsi de ces bonifications.

### Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 2017/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« extended SPE ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existant au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.1 du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette, c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

#### Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch)

Le dispositif des garanties Switch, mis en place le 23 décembre 2011 complété par un premier avenant signé le 19 décembre 2013 et amendé par deux avenants en 2016 respectivement signés le 17 février (avenant n°2) et le 21 juillet (avenant n°3), s'inscrit dans le cadre des relations financières entre Crédit Agricole S.A., en qualité d'organe central, et le réseau mutualiste des Caisses régionales de Crédit Agricole. Les derniers amendements de ces garanties ont pris effet rétroactivement le 1<sup>er</sup> juillet 2016, en remplacement des précédentes, avec pour échéance le 1<sup>er</sup> mars 2027 sous réserve de résiliation anticipée totale ou partielle ou de prorogation selon les dispositions prévues au contrat. Une première résiliation partielle correspondant à 35 % du dispositif des garanties Switch a eu lieu le 2 mars 2020.

A travers ce dispositif, et dans la limite du plafond contractuel, les Caisses régionales s'engagent à supporter, pour le compte de Crédit Agricole S.A., les exigences prudentielles liées à la mise en équivalence de certaines participations détenues par Crédit Agricole S.A., et à en subir les risques économiques associés sous forme d'indemnisation le cas échéant.

Les garanties en vigueur permettent un transfert des exigences prudentielles s'appliquant aux participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA), celles-ci étant mises en équivalence pour les besoins prudentiels : on parle des garanties Switch Assurance. Elles font l'objet d'une rémunération fixe qui couvre le risque actualisé et le coût d'immobilisation des fonds propres par les Caisses régionales.

La bonne fin du dispositif est sécurisée par des dépôts de garantie versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. Ces dépôts de garantie sont calibrés pour matérialiser l'économie de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A., et sont rémunérés à taux fixe aux conditions de la liquidité long terme.

Ainsi les garanties Switch Assurance protègent Crédit Agricole S.A. en cas de baisse de la valeur de mise en équivalence des participations susvisées moyennant le versement par les Caisses régionales d'une indemnisation compensatrice prélevée sur le dépôt de garantie. Symétriquement, en cas de hausse ultérieure de la valeur de mise en équivalence, Crédit Agricole S.A., de par l'application d'une clause de retour à meilleure fortune, pourrait restituer les indemnisations préalablement perçues.

#### Sur le plan prudentiel :

- Crédit Agricole S.A. réduit ses exigences de fonds propres à proportion du montant de la garantie accordée par les Caisses régionales ;
- Les Caisses régionales constatent symétriquement des exigences de fonds propres égales à celles économisées par Crédit Agricole S.A.

Ce dispositif, qui est neutre au niveau du groupe Crédit Agricole, permet de rééquilibrer l'allocation en fonds propres entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales.

#### Sur le plan comptable :

Les garanties s'analysent en substance comme des contrats d'assurance du fait de l'existence d'un risque d'assurance au sens de la norme IFRS 4.

La norme IFRS 4 permet à l'émetteur d'un contrat d'assurance, de recourir aux principes comptables déjà appliqués pour des garanties données similaires, sous réserve d'effectuer un test de suffisance du passif selon les modalités visées par le paragraphe 14(b) de la norme.

Par conséquent, le traitement comptable des garanties est assimilable à celui d'une garantie donnée à première demande et leur rémunération est enregistrée de manière étalée dans la marge d'intérêt en Produit net bancaire. Dans le cas où il existerait des perspectives de perte nette à l'échéance après prise en compte d'hypothèses raisonnables de retour à meilleure fortune, une provision serait à doter, en Coût du risque, conformément aux exigences du test de suffisance du passif. En cas d'appel des garanties, ou le cas échéant lors d'un retour à meilleure fortune ultérieur, la charge d'indemnisation ou le produit de remboursement seraient respectivement reconnus en Coût du risque.

Il convient de noter que l'activation des garanties Switch Assurance est semestrielle et s'apprécie sur la base des variations semestrielles de la Valeur de Mise en Equivalence des participations détenues dans Crédit Agricole Assurances. Lors des arrêts trimestriels, les Caisses régionales sont tenues d'estimer s'il existe un risque d'indemnisation et de le provisionner le cas échéant ; en cas de retour probable à meilleure fortune, aucun produit ne peut être comptabilisé, celui-ci n'étant pas certain. Lors des arrêts semestriels et si les conditions sont vérifiées, les Caisses régionales comptabilisent les effets de l'activation des garanties sous forme d'appel ou de retour à meilleure fortune.

#### Informations relatives aux parties liées

Les parties liées du groupe Crédit Agricole Lorraine sont les sociétés consolidées par intégration globale, les filiales non consolidées de la Caisse régionale de Crédit Agricole Lorraine, ainsi que ses principaux dirigeants.

La liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2020 est présentée en note 12.2 « Périmètre de consolidation au 31 décembre 2020 ». Les transactions réalisées et les encours existants en fin de période entre les sociétés du groupe Crédit Agricole Lorraine consolidées par intégration globale sont totalement éliminés en consolidation.

La liste des filiales non consolidées au 31 décembre 2020 est présentée en note 13 « Participations et entités structurées non consolidées ». Les transactions réalisées et les encours existants en fin de période avec ces filiales sont non significatifs pour le groupe Crédit Agricole Lorraine. Les avantages au personnel et autres rémunérations concernant les principaux dirigeants sont présentées en cumul dans le paragraphe 7.7.

## II. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

### COMPTE DE RESULTAT

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2020	31/12/2019
Intérêts et produits assimilés	4.1	181 265	189 045

Intérêts et charges assimilées	4.1	-77 636	-96 734
Commissions (produits)	4.2	129 004	124 397
Commissions (charges)	4.2	-22 623	-20 130
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	6 052	1 144
<i>Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction</i>		-670	-223
<i>Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat</i>		6 722	1 367
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	12 611	43 594
<i>Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</i>		6 713	11 517
<i>Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)</i>		5 898	32 077
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	4.5	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.6	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.6	-	-
Produits des autres activités	4.7	2 377	1 705
Charges des autres activités	4.7	-2 037	-1 368
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>229 013</b>	<b>241 653</b>
Charges générales d'exploitation	4.8	-140 063	-142 605
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.9	-8 449	-7 676
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>80 501</b>	<b>91 372</b>
Coût du risque	4.10	4 250	-5 082
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>84 751</b>	<b>86 290</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.11	15	-59
Variations de valeur des écarts d'acquisition	6.16	-	-
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>		<b>84 766</b>	<b>86 231</b>
Impôts sur les bénéfices	4.12	-25 105	-18 513
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	6.12	-	-
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>59 661</b>	<b>67 718</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	6.20	-	-
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>		<b>59 661</b>	<b>67 718</b>

**RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES**

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2020	31/12/2019
<b>Résultat net</b>		<b>59 661</b>	<b>67 718</b>
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	4.13	62	-935
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre (1)	4.13	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	4.13	-56 431	54 080
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>4.13</b>	<b>-56 369</b>	<b>53 145</b>
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>4.13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>4.13</b>	<b>2 359</b>	<b>-1 585</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>4.13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées</b>	<b>4.13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>4.13</b>	<b>-54 010</b>	<b>51 560</b>
Gains et pertes sur écarts de conversion	4.13	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	4.13	-4 189	-11 951
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	4.13	-	70
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>4.13</b>	<b>-4 189</b>	<b>-11 881</b>
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>4.13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>4.13</b>	<b>1 082</b>	<b>3 065</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>4.13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées</b>	<b>4.13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<b>4.13</b>	<b>-3 107</b>	<b>-8 816</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>4.13</b>	<b>-57 117</b>	<b>42 744</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>		<b>2 544</b>	<b>110 462</b>
Dont part du Groupe		2 544	110 462
Dont participations ne donnant pas le contrôle		-	-
(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	<b>4.13</b>	388	-

**BILAN ACTIF**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Caisse, banques centrales	6.1	49 041	82 971
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1-6.2-6.6-6.7	81 081	28 807
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		6 889	3 190
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>		74 192	25 617
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4-6.3	28	383
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.1-6.4-6.6-6.7	1 390 672	1 462 716
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>		381 341	371 668
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>		1 009 331	1 091 048
Actifs financiers au coût amorti	3.1-3.3-6.5-6.6-6.7	9 651 522	8 609 659
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>		714 073	458 448
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>		8 739 635	7 931 570
<i>Titres de dettes</i>		197 814	219 641
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		21 951	20 594
Actifs d'impôts courants et différés	6.10	35 044	34 241
Comptes de régularisation et actifs divers	6.11	244 366	296 245
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	6.12	-	-
Participation aux bénéfices différée	6.17	-	-

Participation dans les entreprises mises en équivalence	6.13	-	-
Immeubles de placement	6.14	680	664
Immobilisations corporelles	6.15	46 521	46 271
Immobilisations incorporelles	6.15	1	10
Ecart d'acquisition	6.16	-	-
<b>Total de l'Actif</b>		<b>11 520 907</b>	<b>10 582 561</b>

**BILAN PASSIF**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Banques centrales	6.1	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	7 993	3 492
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		7 993	3 492
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>		-	-
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4-6.3	117 281	119 502
Passifs financiers au coût amorti		9 433 245	8 488 778
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	3.3-6.8	6 156 052	5 630 885
<i>Dettes envers la clientèle</i>	3.1-3.3-6.8	3 220 914	2 820 077
<i>Dettes représentées par un titre</i>	3.3-6.8	56 279	37 816
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		327	2 233
Passifs d'impôts courants et différés	6.10	4 520	3
Comptes de régularisation et passifs divers	6.11	150 373	153 007
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	6.12	-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance		-	-
Provisions	6.17	61 290	67 569
Dettes subordonnées	3.3-6.18	-	-
<b>Total dettes</b>		<b>9 775 029</b>	<b>8 834 584</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>1 745 878</b>	<b>1 747 977</b>
Capitaux propres part du Groupe		<b>1 745 860</b>	<b>1 747 959</b>
Capital et réserves liées		211 834	210 889
Réserves consolidées		1 327 777	1 265 648
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		146 588	203 705
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées		-	-
Résultat de l'exercice		59 661	67 718
Participations ne donnant pas le contrôle		<b>18</b>	<b>18</b>
<b>Total du passif</b>		<b>11 520 907</b>	<b>10 582 561</b>

	Part du Groupe								
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital (1)	Elimination des titres auto détenus	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	
<i>(En milliers d'euros)</i>									
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2019 Publié</b>	50 855	1 429 946	-	-	1 480 801	-1 728	162 688	160 960	-

Impacts nouvelles normes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2019</b>	<b>50 855</b>	<b>1 429 946</b>	-	-	<b>1 480 801</b>	<b>-1 728</b>	<b>162 688</b>	<b>160 960</b>	-	<b>1 641 761</b>
Augmentation de capital	878	-	-	-	878	-	-	-	-	878
Variation des titres auto détenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés en 2019	-	-5 128	-	-	-5 128	-	-	-	-	-5 128
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mouvements liés aux paiements en actions	-	10	-	-	10	-	-	-	-	10
<b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>	<b>878</b>	<b>-5 118</b>	-	-	<b>-4 240</b>	-	-	-	-	<b>-4 240</b>
<b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	-	-	-	-	-	-8 816	51 560	42 744	-	42 744
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat 2019	-	-	-	-	-	-	-	-	67 718	67 718
Autres variations	-	-24	-	-	-24	-	-	-	-	-24
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2019</b>	<b>51 733</b>	<b>1 424 804</b>	-	-	<b>1 476 537</b>	<b>-10 544</b>	<b>214 248</b>	<b>203 704</b>	<b>67 718</b>	<b>1 747 959</b>
Affectation du résultat 2019	-	67 718	-	-	67 718	-	-	-	-67 718	-
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2020</b>	<b>51 733</b>	<b>1 492 522</b>	-	-	<b>1 544 255</b>	<b>-10 544</b>	<b>214 248</b>	<b>203 704</b>	-	<b>1 747 959</b>
Impacts nouvelles normes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2020 retraité</b>	<b>51 733</b>	<b>1 492 522</b>	-	-	<b>1 544 255</b>	<b>-10 544</b>	<b>214 248</b>	<b>203 704</b>	-	<b>1 747 959</b>
Augmentation de capital	945	-	-	-	945	-	-	-	-	945
Variation des titres auto détenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés en 2020	-	-5 123	-	-	-5 123	-	-	-	-	-5 123
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mouvements liés aux paiements en actions	-	324	-	-	324	-	-	-	-	324
<b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>	<b>945</b>	<b>-4 799</b>	-	-	<b>-3 854</b>	-	-	-	-	<b>-3 854</b>
<b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	-	-391	-	-	-391	-3 107	-54 010	-57 117	-	-57 508
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	-376	-	-	-376	-	376	376	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Résultat 2020	-	-	-	-	-	-	-	-	59 661	59 661
Autres variations (2)	-	-398	-	-	-398	-	-	-	-	-398
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2020</b>	<b>52 678</b>	<b>1 486 934</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 539 612</b>	<b>-13 651</b>	<b>160 238</b>	<b>146 587</b>	<b>59 661</b>	<b>1 745 860</b>

	Participations ne donnant pas le contrôle					
		Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				
	Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres	Capitaux propres consolidés
(En milliers d'euros)						
Capitaux propres au 1er janvier 2019 Publié	18	-	-	-	18	1 641 779
Impacts nouvelles normes	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2019	18	-	-	-	18	1 641 779
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	878
Variation des titres auto détenus	-	-	-	-	-	-
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés en 2019	-	-	-	-	-	-5 128
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-
Mouvements liés aux paiements en actions	-	-	-	-	-	10
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-	-	-	-	-	-4 240
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	42 744
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-
Résultat 2019	-	-	-	-	-	67 718
Autres variations	-	-	-	-	-	-24
Capitaux propres au 31 décembre 2019	18	-	-	-	18	1 747 977
Affectation du résultat 2019	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2020	18	-	-	-	18	1 747 977
Impacts nouvelles normes	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2020 retraité	18	-	-	-	18	1 747 977
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	945
Variation des titres auto détenus	-	-	-	-	-	-
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés en 2020	-	-	-	-	-	-5 123



Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-
Mouvements liés aux paiements en actions	-	-	-	-	-	324
<b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>	-	-	-	-	-	-3 854
<b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	-	-	-	-	-	-57 508
<i>Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves</i>	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-
Résultat 2020	-	-	-	-	-	59 661
Autres variations (2)	-	-	-	-	-	-398
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2020</b>	<b>18</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>18</b>	<b>1 745 878</b>

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle.

(2) Le poste « Autres variations » sur l'exercice 2020 correspond au rattrapage de l'inefficacité de couverture €STER/BOR constatée au 31 décembre 2019.

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques "Juste valeur par résultat" ou "Juste valeur par capitaux propres non recyclables" sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

Les **flux de trésorerie** nets attribuables aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement **des activités abandonnées** sont présentés dans des rubriques distinctes dans le tableau de flux de trésorerie.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2020	31/12/2019
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>84 766</b>	<b>86 231</b>
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		7 853	7 676
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	6.16	-	-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		-9 603	8 118
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence		-	-
Résultat net des activités d'investissement		-15	59
Résultat net des activités de financement		139	65
Autres mouvements		-16 085	-24 403
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements</b>		<b>-17 711</b>	<b>-8 485</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		610 159	327 104
Flux liés aux opérations avec la clientèle		-398 562	-244 363
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		-42 936	93 965
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		55 096	-110 178
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence		-	-

Impôts versés	-17 900	-25 473
<b>Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>205 857</b>	<b>41 055</b>
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>	-	-
<b>Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)</b>	<b>272 912</b>	<b>118 801</b>
<b>Flux liés aux participations (1)</b>	25 604	-1 695
<b>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</b>	-4 646	-3 301
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>	-	-
<b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)</b>	<b>20 958</b>	<b>-4 996</b>
<b>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)</b>	-4 178	-4 250
<b>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (3)</b>	17 116	-2 017
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>	-	-
<b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)</b>	<b>12 938</b>	<b>-6 267</b>
<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)</b>	-	-
<b>AUGMENTATION(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)</b>	<b>306 808</b>	<b>107 538</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>63 646</b>	<b>-43 893</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	82 971	72 114
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	-19 325	-116 007
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>370 457</b>	<b>63 646</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	49 041	82 971
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	321 416	-19 325
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE</b>	<b>306 811</b>	<b>107 539</b>

\* Composé du solde net du poste "Caisse, banques centrales", hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.

\*\* Composé du solde des postes "Comptes ordinaires débiteurs non douteux" et "Comptes et prêts au jour le jour non douteux" tels que détaillés en note 6.5 et des postes "Comptes ordinaires créditeurs" et "Comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 6.8 (hors intérêts courus) ;

(1) Flux liés aux participations : Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période". Au cours de l'année 2020, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de la Caisse Régionale de Lorraine s'élève à 25 604 milliers d'euros, portant notamment sur le remboursement des primes d'émission SAS Rue de La Boétie pour 26,2 million d'euros.

(2) Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires : il comprend le paiement des dividendes versés par la Caisse Régionale de Lorraine à ses actionnaires, à hauteur de 5 123 milliers d'euros pour l'année 2020.

(3) Autres flux nets de trésorerie provenant des flux liés aux opérations de financement : Au 31 décembre 2020, les émissions de dettes obligataires s'élèvent à 21 108 millions d'euros et les remboursements à 2 650 millions d'euros. La Caisse Régionale de Lorraine n'a pas émis de dettes subordonnées sur 2020. Ce poste recense également les flux liés aux versements d'intérêts sur les dettes subordonnées et obligataires ainsi que les flux liés à la dette locative IFRS16

### III. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

#### 1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.

##### 1.1. Normes applicables et comparabilité

En application du règlement CE n°1606/2002, les comptes consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2020 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite *carve out*), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : [https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting\\_en](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en)

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2019.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2020 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2020.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Applicable dans le Groupe	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du
<b>Amendement aux références au Cadre Conceptuel dans les normes IFRS</b>	Oui	1 <sup>er</sup> janvier 2020
<b>IAS 1/IAS 8 Présentation des états financiers</b> Définition de la matérialité	Oui	1 <sup>er</sup> janvier 2020
<b>Amendement à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 Instruments financiers</b> Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 1	Oui	1 <sup>er</sup> janvier 2020 (1)
<b>Amendement à IFRS 3 Regroupements d'entreprises</b> Définition d'une activité	Oui	1 <sup>er</sup> janvier 2020
<b>Amendement à IFRS 16 Contrats de location</b> Concessions de loyers liées à la COVID-19	Oui	1 <sup>er</sup> juin 2020

(1) Le Groupe a décidé d'appliquer de manière anticipée l'amendement à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 Instruments financiers sur la réforme des taux d'intérêt de référence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Ceci concerne en particulier :

Normes, Amendements ou Interprétations	Applicable dans le Groupe	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du
<b>Amendement à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16</b> Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2	Oui	1 <sup>er</sup> janvier 2021 (1)
<b>Amendement à IFRS 4</b> Report facultatif de l'application de la norme IFRS 9 pour les entités qui exercent principalement des activités d'assurance, y compris les entités du secteur de l'assurance appartenant à un conglomérat financier au 1 <sup>er</sup> janvier 2023	Non	1 <sup>er</sup> janvier 2021

(1) Le Groupe a décidé d'appliquer de manière anticipée l'amendement à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 sur la réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020

#### Réformes des indices de référence

Les réformes des indices de référence, souvent appelées « réformes des IBOR », sont entrées dans une nouvelle phase avec le développement très progressif de l'utilisation des indices de taux sans risque (*RFR : Risk Free Rates*) dans les nouveaux contrats. La situation reste hétérogène selon les devises et les classes d'actifs. A ce stade, une progression plus importante des volumes de transactions a été observée sur les marchés des dérivés et tout particulièrement avec l'utilisation du SONIA. A l'inverse, la liquidité sur les marchés €STR est moins développée.

Pour une majeure partie des contrats existants référençant des indices de taux qui doivent être remplacés, il est maintenant considéré que les taux de remplacement seront la combinaison de taux à terme (prédéterminé ou post-déterminé) calculés à partir des RFR et d'un spread d'ajustement, ce dernier visant à assurer une équivalence économique avec l'indice remplacé. Malgré cette orientation forte, à ce stade, l'adoption des RFR et le nombre limité de contrats renégociés pour mettre à jour des clauses de fallback ou pour remplacer pro-activement le taux de référence traduisent des niveaux hétérogènes de maturité dans la définition détaillée des modalités de transition -y compris des conventions- selon les devises et classes d'actifs. Les développements des systèmes d'information, dépendant des définitions précises des taux de remplacement cibles pour être finalisés, sont toujours en cours.

Le secteur privé reste en première ligne de ces transitions, toutefois des annonces récentes laissent entrevoir une possible intervention des autorités visant à supporter les transitions pour des périmètres de contrats qui ne pourraient pas être renégociés à temps, qu'il s'agisse de remplacer le taux de référence par anticipation de la disparition d'indices ou d'insérer des clauses de fallback robustes qui permettent une transition à la disparition d'indices. Néanmoins, en l'absence d'une définition ex-ante de périmètres de contrats qui pourraient bénéficier d'un tel support, la préparation des plans de transition se poursuit. De surcroît, les transitions proactives par anticipation restent vivement encouragées par certaines autorités, telles que l'autorité britannique (FCA : *Financial Conduct Authority*).

Spécifiquement pour le périmètre des contrats dérivés et par extension aux contrats de Repo et prêts / emprunts de titres, l'ISDA a finalisé la mise en œuvre d'un protocole qui permettra d'intégrer automatiquement au contrat les nouvelles clauses de fallback. Ce protocole est de nature à simplifier la transition des contrats dérivés entre les parties qui y auront adhéré. Pour les autres instruments non dérivés, un tel dispositif n'existe pas et de nombreuses renégociations bilatérales seront nécessaires.

Au travers du projet Benchmarks, le Crédit Agricole continue à piloter les transitions des indices de référence en intégrant les préconisations des groupes de travail nationaux et les jalons définis par les autorités, en premier lieu par la FCA. Ainsi, le projet vise à s'inscrire dans les standards définis par les travaux de place. Le calendrier du projet de transition s'articule autour des phases d'adoption et d'offres de taux alternatifs et des dates d'arrêt formel de l'utilisation des indices dont la disparition est annoncée. Les plans de transition finalisés par entité du groupe Crédit Agricole, intégrant les dernières conclusions des groupes de travail et associations de marché et le cas échéant les précisions relatives aux possibles interventions des autorités, seront activés courant 2021.

S'agissant de la transition de l'EONIA vers l'€STR (transition au plus tard le 3 janvier 2022), les travaux sont initiés. Les chambres de compensation ont basculé la rémunération du collatéral de l'EONIA vers l'€STR. Les flux référençant l'€STR n'augmentent que très progressivement. Par ailleurs, l'EURIBOR -comme tout indice de référence- est susceptible de voir sa méthodologie évoluer ou d'être à terme remplacé. Toutefois, le scénario de remplacement à court terme de l'EURIBOR, suivant un calendrier qui serait similaire à celui des transitions LIBOR, n'est pas envisagé à ce stade.

En l'état, la liste des principaux indices de référence à l'échelle du groupe Crédit Agricole et/ou définis comme critiques par l'ESMA qui sont concernés par une transition certaine ou potentielle reste inchangée :

- L'EONIA qui disparaîtra le 3 janvier 2022 ;

- Les LIBOR (USD, GBP, CHF, JPY et EUR) dont la cessation pourrait se produire fin 2021 mais n'est pas encore annoncée officiellement ;
- L'EURIBOR, WIBOR, STIBOR, dont la disparition est possible mais n'est pas anticipée à court terme.

L'EURIBOR, les LIBOR (notamment USD) et l'EONIA représentent -par ordre décroissant- les expositions les plus importantes du Groupe aux indices de référence.

Outre la préparation des transitions anticipées et à minima la mise en conformité avec la BMR, les travaux du projet visent également à identifier et gérer les risques inhérents aux transitions des indices de référence, notamment sur les volets financiers, opérationnels et protection des clients.

Afin que les relations de couvertures comptables affectées par cette réforme des taux d'intérêt de référence puissent se poursuivre malgré les incertitudes sur le calendrier et les modalités de transition entre les indices actuels et les nouveaux indices, l'IASB a publié des amendements à IAS 39, IFRS 9 et IFRS 7 en septembre 2019 qui ont été adoptés par l'Union européenne le 15 janvier 2020. Le Groupe appliquera ces amendements tant que les incertitudes sur le devenir des indices auront des conséquences sur les montants et les échéances des flux d'intérêt et considère, à ce titre, que tous ses contrats de couverture, principalement ceux liés à l'EONIA, l'EURIBOR et les taux LIBOR (USD, GBP, CHF, JPY), peuvent en bénéficier au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, le recensement des instruments de couverture impactés par la réforme et sur lesquels subsistent des incertitudes fait apparaître un montant nominal de 892 millions d'euros.

D'autres amendements, publiés par l'IASB en août 2020, complètent ceux publiés en 2019 et se concentrent sur les conséquences comptables du remplacement des anciens taux d'intérêt de référence par d'autres taux de référence à la suite des réformes.

Ces modifications, dites « Phase 2 », concernent principalement les modifications des flux de trésorerie contractuels. Elles permettent aux entités de ne pas décomptabiliser ou ajuster la valeur comptable des instruments financiers pour tenir compte des changements requis par la réforme, mais plutôt de mettre à jour le taux d'intérêt effectif pour refléter le changement du taux de référence alternatif.

En ce qui concerne la comptabilité de couverture, les entités n'auront pas à déqualifier leurs relations de couverture lorsqu'elles procèdent aux changements requis par la réforme.

Le Groupe a décidé d'appliquer ces amendements par anticipation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Au 31/12/2020, la ventilation par indice de référence significatif des instruments basés sur les anciens taux de référence et qui doivent transiter vers les nouveaux taux avant leur maturité est la suivante :

	EONIA	EURIBOR	LIBOR USD	LIBOR GBP	LIBOR JPY	LIBOR CHF	LIBOR EUR	WIBOR	STIBOR
<i>(En milliers d'euros)</i>									
Total des actifs financiers hors dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des passifs financiers hors dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des notionnels des dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-	-

S'agissant des expositions portant sur l'indice EONIA, les encours reportés sont ceux dont la date d'échéance est ultérieure au 3 janvier 2022, date de transition.

S'agissant des instruments financiers non dérivés, les expositions correspondent aux nominaux des titres et au capital restant dû des instruments amortissables

Durée des contrats de location IFRS 16 - Décision de l'IFRS IC du 26 novembre 2019

L'IFRS IC a été saisi lors du premier semestre 2019 d'une question relative à la détermination de la durée exécutoire pour la comptabilisation des contrats de location sous IFRS 16, notamment pour deux types de contrats de location :

- Les contrats de location sans échéance contractuelle, résiliables par chacune des parties sous réserve d'un préavis ;
- Les contrats renouvelables par tacite reconduction (sauf résiliation par l'une des parties), et sans aucune pénalité contractuelle due en cas de résiliation.

Lors de sa réunion du 26 novembre 2019, l'IFRS IC a rappelé qu'en application d'IFRS 16 et de manière générale, un contrat de location n'est plus exécutoire lorsque le preneur et le bailleur ont chacun le droit de le résilier sans la permission de l'autre partie et en s'exposant tout au plus à une pénalité négligeable, et a clarifié que pour déterminer la durée exécutoire, tous les aspects économiques du contrat doivent être pris en compte et que la notion de pénalité s'entend au-delà des indemnités de résiliation contractuelles et inclut toute incitation économique à ne pas résilier le contrat.

Cette décision constitue un changement de méthode dans les approches retenues par le Groupe dans la détermination de la durée des contrats de location, et va au-delà des cas particuliers sur lesquels l'IFRS IC a été interrogé, comme rappelé par l'AMF dans ses recommandations au 31 décembre 2019. En effet, la détermination de la durée du contrat à retenir pour l'évaluation du droit d'utilisation et de la dette de loyers s'effectue en application d'IFRS 16 au sein de cette période exécutoire.

Dès la publication de cette décision définitive de l'IFRS IC, le groupe Crédit Agricole a établi un projet intégrant les fonctions comptables, finances, risques et informatiques afin de se mettre en conformité pour la clôture du 31 décembre 2020.

Le Groupe a retenu une durée correspondant à la première option de sortie post 5 ans, comme étant la durée raisonnablement certaine d'un bail. Cette durée, à l'initiation des baux commerciaux français sera appliquée dans la majeure partie des cas. La principale exception sera le cas d'un bail dans lequel le Groupe a renoncé à ses options de sorties triennales intermédiaires (par exemple en contrepartie d'une réduction de loyers) ; dans ce cas, la durée du bail restera sur 9 ans.

#### Normes et interprétations non encore adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2020

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2020 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2020.

## 1.2 Principes et méthodes comptables

### Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- Les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- Les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- La conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- Les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- Les instruments financiers évalués à la juste valeur ;
- Les participations non consolidées ;
- Les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- Les plans de stock-options ;
- Les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- Les provisions ;
- Les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- Les actifs d'impôts différés ;
- La valorisation des entreprises mises en équivalence.

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

### Instruments financiers (IFRS 9, IAS 32 et 39)

#### - Définitions

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent, qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne y compris pour les actifs financiers détenus par les entités d'assurance du Groupe.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

#### - Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers

##### Evaluation initiale

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

##### Evaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les instruments de dette, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Les instruments dérivés sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant peut être ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (cf. paragraphe "Provisionnement pour risque de crédit").

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

#### - Actifs financiers

##### Classement et évaluation des actifs financiers

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieure.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- D'instruments de dette (par exemple des prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou
- D'instruments de capitaux propres (par exemple des actions).

Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- Actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Actifs financiers au coût amorti (instruments de dette uniquement) ;
- Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables pour les instruments de dette, non recyclables pour les instruments de capitaux propres).

#### Instruments de dette

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépendent de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles déterminée par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

#### **Les trois modèles de gestion :**

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- Le modèle collecte dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;
- Le modèle collecte et vente dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et
- Le modèle autre / vente dont l'objectif principal est de céder les actifs. Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre / vente.

#### **Les caractéristiques contractuelles (test "Solely Payments of Principal & Interests" ou test "SPPI") :**

Le test "SPPI" regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou *Benchmark test*) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des "tranches").

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas, le test "SPPI" nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche "*look-through*" et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test "SPPI" peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :

Instruments de dette		Modèles de gestion		
		Collecte	Collecte et vente	Autre / Vente
Test SPPI	Satisfait	Coût amorti	Juste valeur par capitaux propres recyclables	Juste valeur par résultat (Test SPPI N/A)
	Non satisfait	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	

#### **Instruments de dette au coût amorti**

Les instruments de dette sont évalués au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle collecte et s'ils respectent le test "SPPI".

Ils sont enregistrés à la date de règlement-livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des prêts et créances, et des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie d'actifs financiers fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique "Provisionnement pour risque de crédit".

#### **Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables**

Les instruments de dette sont évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle collecte et vente et s'ils respectent le test "SPPI".

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique "Provisionnement pour risque de crédit" (sans que cela n'affecte la juste valeur à l'actif du bilan).

#### **Instruments de dette à la juste valeur par résultat**

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession ;
- Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.
- Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test "SPPI". C'est notamment le cas des OPC ;
- Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels l'entité choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en Produit Net Bancaire (PNB), en contrepartie du compte d'encours. Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature dont le modèle de gestion est « Autre / vente » sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature, par échec au test SPPI, sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

#### **Instruments de capitaux propres**

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.

**Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat**

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont enregistrés à la date de négociation. Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat et non détenus à des fins de transaction sont enregistrés en date règlement-livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en Produit Net Bancaire (PNB), en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

#### **Instrument de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)**

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique dès la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat si :

- Le droit de l'entité d'en percevoir le paiement est établi ;
- Il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à l'entité ;
- Le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable.

#### Reclassement d'actifs financiers

En cas de changement important de modèle économique dans la gestion des actifs financiers (nouvelle activité, acquisition d'entités, cession ou abandon d'une activité significative), un reclassement de ces actifs financiers est nécessaire. Le reclassement s'applique à la totalité des actifs financiers du portefeuille à partir de la date de reclassement.

Dans les autres cas, le modèle de gestion reste inchangé pour les actifs financiers existants. Si un nouveau modèle de gestion est identifié, il s'applique de manière prospective, aux nouveaux actifs financiers, regroupés dans un nouveau portefeuille de gestion.

#### Acquisition et cession temporaire de titres

Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrée) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan. Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat *pro rata temporis* sauf en cas de classement des actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

#### Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- Ou sont transférés, ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des

risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, l'entité continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à cette date à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test "SPPI".

#### Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20)

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées en résultat sous la rubrique Intérêts et produits assimilés et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

#### **Evaluation des impacts en compte de résultat des actifs financiers désignés**

En vertu de l'approche par superposition, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine continue d'appliquer pour la reconnaissance du résultat des actifs financiers désignés les principes et méthodes comptables que la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine appliquait sous IAS 39 :

##### **Actifs financiers au coût amorti selon IAS 39**

Les actifs financiers au coût amorti sont comptabilisés initialement pour leur juste valeur initiale, frais de transaction directement attribuables et coupons courus inclus.

Ils sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti avec amortissement de la surcote / décote et des frais de transaction selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

##### **Actifs financiers disponibles à la vente selon IAS 39**

Les titres classés en "Actifs financiers disponibles à la vente" sont initialement comptabilisés à la juste valeur initiale, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus.

Les titres classés en "Actifs financiers disponibles à la vente" sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

##### **Dépréciation selon IAS 39 des actifs financiers désignés**

Une dépréciation doit être constatée lorsqu'il existe un indice objectif de perte résultant d'un ou plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif financier.

Constitue un indice objectif de perte une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou l'apparition d'une dégradation significative du risque de crédit matérialisée par un risque de non recouvrement pour les titres de dettes.

Pour les titres de capitaux propres, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine utilise des critères quantitatifs comme indicateurs de dépréciation potentielle. Ces critères quantitatifs reposent principalement sur une perte de l'instrument de capitaux propres de 30 % au moins de sa valeur sur une période de six mois consécutifs. La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine prend également en considération des facteurs de type difficultés financières de l'émetteur, perspectives à court terme etc.

Au-delà de ces critères, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine constate une dépréciation en cas de baisse de valeur supérieure à 50 % ou observée pendant plus de trois ans.

##### **- Passifs financiers**

##### Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- Passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- Passifs financiers au coût amorti.

##### **Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature**

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

##### **Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option**

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable (auquel cas les variations de valeur liées au risque de crédit propre sont enregistrées en résultat, comme prévu par la norme).

##### **Passifs financiers évalués au coût amorti**

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ces passifs sont enregistrés en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

##### **Produits de la collecte**

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des "Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle" malgré les



caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.18 "Provisions".

#### Reclassement de passifs financiers

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

#### Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance économique des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- De remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- D'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

#### Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- Lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- Lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistrée comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote / surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

#### **- Intérêts négatifs sur actifs et passifs financiers**

Conformément à la décision de l'IFRS IC de janvier 2015, les produits d'intérêt négatifs (charges) sur actifs financiers ne répondant pas à la définition d'un revenu au sens d'IFRS 15 sont comptabilisés en charges d'intérêts en compte de résultat, et non en réduction du produit d'intérêts. Il en est de même pour les charges d'intérêts négatives (produits) sur passifs financiers.

#### **- Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit**

##### Champ d'application

Conformément à IFRS 9, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues ("*Expected Credit Losses*" ou "*ECL*") sur les encours suivants :

- Les actifs financiers d'instruments de dette comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- Les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- Les engagements de garantie relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- Les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ; et
- Les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments en juste valeur par contrepartie résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le chapitre 5 "Risques et Pilier 3" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

##### Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (*Buckets*) :

- **1ère étape (Bucket 1)** : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie ...), l'entité comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;
- **2ème étape (Bucket 2)** : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, l'entité comptabilise les pertes attendues à maturité ;
- **3ème étape (Bucket 3)** : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, l'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en *bucket 3* ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en *bucket 2*, puis en *bucket 1* en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

#### **Définition du défaut**

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures

telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (*Bucket 3*) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- Un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- L'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- La probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des Risques).

#### **La notion de perte de crédit attendue "ECL"**

L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

#### Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (*Forward Looking*), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (*Through The Cycle*) pour la probabilité de défaut et en bas de cycle (*Downturn*) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les *floors* qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("*Loss Given Default*" ou "*LGD*").

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que l'entité ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé à minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- Au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.

#### Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (*Buckets*).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- Un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du *Forward Looking* local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en *Bucket 2* (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de *Bucket 1* à *Bucket 2* des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Pour mesurer la dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, il est nécessaire de récupérer la notation interne et la PD (probabilité de défaut) à l'origine.

L'origine s'entend comme la date de négociation, lorsque l'entité devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Pour les engagements de financement et de garantie, l'origine s'entend comme la date d'engagement irrévocable.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en *Bucket 2*.

Pour les encours (à l'exception des titres) pour lesquels des dispositifs de notation internes ont été construits (en particulier les expositions suivies en méthodes autorisées), le groupe Crédit Agricole considère que l'ensemble des informations intégrées dans les dispositifs de notation permet une

appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayé de plus de 30 jours.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Bucket 1*).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'instrument ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- Le type de garantie ;
- La date de comptabilisation initiale ;
- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- Le secteur d'activité ;
- L'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- Le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base collective peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en *Bucket 1* et dépréciées sur la base d'un ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- Les titres notés "Investment Grade", en date d'arrêté, seront classés en *Bucket 1* et provisionnés sur la base d'un ECL à 12 mois ;
- Les titres notés "Non-Investment Grade" (NIG), en date d'arrêté, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en *Bucket 2* (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (*Bucket 3*).

#### Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels l'entité a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi, ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement de l'instrument de dette en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre "Facteurs de risque", les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par "modification de contrat", sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- Il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- Les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par "refinancement", sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (*Bucket 3*).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de "créance restructurée" est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de "restructurée" pendant une période a minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur comptable de la créance ;
- Et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt "restructuré", actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en "Produit Net Bancaire".

Irrécouvrabilité

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, un provisionnement en *Bucket 3* aura dû être constitué (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en "Produit net bancaire" pour les intérêts.

**- Instruments financiers dérivés**Classement et évaluation

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- En résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- En capitaux propres s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

La comptabilité de couverture**Cadre général**

Conformément à la décision du Groupe, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine n'applique pas le volet "comptabilité de couverture" d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro-couverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

**Documentation**

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- La couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- La couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- La couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- Éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- Documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- Démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*). Notamment :

- Le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- La justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

Des précisions sur la stratégie de gestion des risques du Groupe et son application sont apportées dans le chapitre 5 "Risques et Pilier 3" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

**Evaluation**

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- Couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- Couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement, sauf en cas de disparition de l'élément couvert :

- Couverture de juste valeur : seul l'instrument de couverture continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que l'élément couvert affecte le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est donc amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture d'investissement net à l'étranger : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

#### Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- Le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- Séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- Les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

#### **- Détermination de la juste valeur des instruments financiers**

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit. C'est notamment le cas du calcul de CVA / DVA décrit dans le chapitre 5 "Risques et Pilier 3" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

#### Juste valeur des émissions structurées

Conformément à la norme IFRS 13, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine valorise ses émissions structurées comptabilisées à la juste valeur en prenant comme référence le *spread* émetteur que les intervenants spécialisés acceptent de recevoir pour acquérir de nouvelles émissions du Groupe.

#### Risque de contrepartie sur les dérivés

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine intègre dans la juste valeur l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) et, selon une approche symétrique, le risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue du groupe Crédit Agricole, le DVA les pertes attendues sur le groupe Crédit Agricole du point de vue de la contrepartie.

Le calcul du CVA / DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. Elle repose prioritairement sur des paramètres de marché tels que les *Credit default Swaps* (CDS) nominatifs cotés (ou CDS *Single Name*) ou les CDS indicatifs en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie. Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

#### Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

#### **Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs**

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif (tels que la Bourse de Paris, le *London Stock Exchange*, le *New York Stock Exchange*...), des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine retient

des cours *mid-price* comme base de l'établissement de la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

## **Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1**

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à l'entité, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- Les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de Black & Scholes) et fondée sur des données de marché observables ;
- Les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Lorsque les modèles utilisés sont fondés notamment sur des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

## **Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité**

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent "observables", la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

### **- Compensation des actifs et passifs financiers**

Conformément à la norme IAS 32, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de réaliser le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

### **- Gains ou pertes nets sur instruments financiers**

#### Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- Les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

#### Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- Les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- Les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- Les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

### **- Engagements de financement et garanties financières donnés**

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées

d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- Le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre "Dépréciation" ; ou
- Le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 "Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients".

#### **Provisions (IAS 37 et 19)**

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- Les risques opérationnels ;
- Les avantages au personnel ;
- Les risques d'exécution des engagements par signature ;
- Les litiges et garanties de passif ;
- Les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat) ;
- Les risques liés à l'épargne-logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- Le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- L'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- La courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- La provision pour risques opérationnels pour lesquels, bien que faisant l'objet d'un recensement des risques avérés, l'appréciation de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel intègre le jugement de la Direction ;
- Les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.18 "Provisions".

#### **Avantages au personnel (IAS 19)**

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- Les avantages à court terme, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, congés annuels, intéressement, participations et primes, sont ceux dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés dans les douze mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies ;
- Les autres avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- Les indemnités de cessation d'emploi.

##### **- Avantages postérieurs à l'emploi**

##### Régimes à prestations définies

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. (Cf. note 7.4 "Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies").

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

Conformément à la norme IAS 19, [L'entité] impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables. Les écarts actuariels sont constitués des ajustements liés à l'expérience (différence entre ce qui a été estimé et ce qui s'est produit) et de l'effet des changements apportés aux hypothèses actuarielles.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies. La différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs de régimes est constaté en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

Le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'ADICAM.

#### Régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

#### **- Autres avantages à long terme**

Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

#### **Impôts courants et différés (IAS 12)**

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le bénéfice comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Celle-ci définit l'impôt exigible comme "le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice". Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par l'administration fiscale.

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Par ailleurs, certaines opérations réalisées par l'entité peuvent avoir des conséquences fiscales non prises en compte dans la détermination de l'impôt exigible. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :
  - La comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;
  - La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.
- Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.
- Un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Les taux d'impôts de chaque pays sont retenus selon les cas.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par l'entité au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est-elle reclassée en déduction de ceux-ci.

En France, les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées d'impôt sur les sociétés (à l'exception d'une quote-part de 12 % de la plus-value, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent-elles une différence temporelle donnant lieu à constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part.

Dans le cadre des contrats de location IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le Groupe est preneur.

L'impôt exigible et différé sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :



- Soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- Soit par un regroupement d'entreprises.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- L'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- Les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale :
  - Soit sur la même entité imposable,
  - Soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt courant lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable. Ces risques sont par ailleurs pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs d'impôts courants et différés.

L'interprétation IFRIC 23 portant sur l'évaluation des positions fiscales incertaines s'applique dès lors qu'une entité a identifié une ou des incertitudes à propos de positions fiscales prises concernant ses impôts. Elle apporte également des précisions sur leurs estimations :

- L'analyse doit être fondée sur une détection à 100 % de l'administration fiscale ;
- Le risque fiscal doit être comptabilisé au passif dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que les autorités fiscales remettent en cause le traitement retenu, pour un montant reflétant la meilleure estimation de la Direction ;
- En cas de probabilité supérieure à 50 % de remboursement par l'administration fiscale, une créance doit être comptabilisée.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique "Impôts sur les bénéfices" du compte de résultat.

#### Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)

Le groupe Crédit Agricole applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par le groupe Crédit Agricole suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations corporelles par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement sont adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	25 ans
Second œuvre	25 ans
Installations techniques	10 ans
Agencements	8 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Matériel spécialisé	3 à 10 ans

Les amortissements dérogatoires, qui correspondent à des amortissements fiscaux et non à une dépréciation réelle de l'actif, sont annulés dans les comptes consolidés.

#### Opérations en devises (IAS 21)

En date d'arrêté, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie de fonctionnement du groupe Crédit Agricole.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

- Sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;
- Sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;
- Sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste de valeur du risque de crédit propre sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

- Les éléments au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique) ;
- Les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.
- Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :
- En résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- En capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

#### **Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)**

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif.

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- Le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel)
  - Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.
  - Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

#### **Contrats de location (IFRS 16)**

Le Groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

##### **- Contrats de location dont le Groupe est bailleur**

Les opérations de location sont analysées selon leur substance et leur réalité financière. Elles sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location-financement, soit en opérations de location simple.

- S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au locataire financée par un crédit accordé par le bailleur. L'analyse de la substance économique des opérations de location-financement conduit le bailleur à :
  - Sortir du bilan l'immobilisation louée ;
  - Constater une créance financière sur le client parmi les « actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir par le bailleur au titre du contrat de location, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur ;
  - Comptabiliser des impôts différés au titre des différences temporelles portant sur la créance financière et la valeur nette comptable de l'immobilisation louée.
  - Décomposer les produits correspondant aux loyers entre d'une part les intérêts d'autre part l'amortissement du capital.
- S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les « immobilisations corporelles » à l'actif de son bilan et enregistre les produits de location de manière linéaire parmi les « produits des autres activités » au compte de résultat.

##### **- Contrats de location dont le Groupe est preneur**

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, la durée retenue pour les baux commerciaux dits « 3/6/9 » est généralement de 9 ans avec une période initiale non résiliable de 3 ans. Le Groupe a retenu une durée correspondant à la première option de sortie post 5 ans comme étant la durée raisonnablement certaine d'un bail. Cette durée, à l'initiation des baux commerciaux français, est appliquée dans la majeure partie des cas. La principale exception est le cas d'un bail dans lequel les options de sortie intermédiaires ont été abandonnées (par exemple en contrepartie d'une réduction de loyers) ; dans ce cas, la durée du bail reste sur 9 ans. Cette durée de 5 ans est également appliquée au baux en tacite prolongation.

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'endettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'endettement marginal tient compte de la structure de paiement des loyers. Il reflète les conditions du bail (durée, garantie, environnement économique...) – le Groupe applique sur ce point la décision de l'IFRS IC du 17 septembre 2019 depuis la mise en œuvre d'IFRS 16 (pas d'impact de cette décision).

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance, des

coûts de remise en état et diminuée des avantages incitatifs à la location. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan, les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Conformément aux dispositions prévues par la norme, le Groupe n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

#### **Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées (IFRS 5)**

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes "Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées" et "Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées".

Ces actifs non courants (ou un groupe destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, ceux-ci cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de la vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destinés à être cédés y compris les actifs financiers et est comptabilisé en résultat net d'impôts des activités abandonnées.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- Elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- Elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- Elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- Le résultat net après impôt des activités abandonnées jusqu'à la date de cession ;
- Le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

### **1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)**

#### **Périmètre de consolidation**

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine dispose d'un pouvoir de contrôle, de contrôle conjoint ou d'une influence notable.

#### **- Consolidation des Caisses régionales**

Les normes de consolidation existant dans le référentiel international sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société-mère et de filiales.

Le groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office National du Crédit Agricole, transformé depuis en Caisse Nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole S.A., dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code Monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existent, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel. Cette communauté repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du groupe Crédit Agricole.

Ces différents attributs, déclinés au niveau régional et attachés à la communauté régionale du Crédit Agricole Mutuel de Lorraine représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société-mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politique commerciale communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle et existant à deux niveaux, national et régional.

Cette maison-mère conventionnelle étant définie, le groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues dans le référentiel international.

La maison-mère conventionnelle régionale est constituée de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine et des Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes consolidés sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques.

#### **- Notions de contrôle**

Conformément aux normes comptables internationales, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle exclusif sur une entité est présumé exister lorsque la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine est exposée ou a droit aux rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels, mais également de l'implication et des décisions de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine lors de la création de l'entité, des accords conclus à la création et des risques encourus par la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité. Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte).

Ainsi, au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine est présumée avoir une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

#### **- Exclusions du périmètre de consolidation**

Conformément aux dispositions prévues par la norme IAS 28, les participations minoritaires détenues par les entités pour lesquelles l'option prévue par l'article 18 de cette norme a été retenue, sont exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où elles sont classées en actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature.

#### **Méthodes de consolidation**

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10 et IAS 28. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- L'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine ;
- La mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et sous contrôle conjoint.

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

La variation de la valeur comptable de ces titres tient compte de l'évolution de l'écart d'acquisition.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine constate :

- En cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
- En cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

#### **Retraitements et éliminations**

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; les éventuelles dépréciations mesurées à l'occasion d'une cession interne sont constatées.

### **Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS 21)**

Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou une coentreprise) sont convertis en euros en deux étapes :

- Conversion, le cas échéant, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité). La conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère ci-avant) ;
- Conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe. Les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis à leur cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

## **2. Principales opérations de structure et événements significatifs de la période**

Conformément à IFRS 3, la juste valeur provisoire des actifs et passifs acquis peut être ajustée afin de refléter les informations nouvelles obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition pendant la période d'évaluation qui ne doit pas excéder un an à compter de la date d'acquisition. Par conséquent les écarts d'acquisition présentés dans ce paragraphe peuvent faire l'objet d'ajustements ultérieurs dans ce délai.

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2020 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 13 "Périmètre de consolidation au 31 décembre 2020".

### **Crise sanitaire liée à la COVID-19**

Dans le contexte de la crise sanitaire liée à la COVID-19, le groupe Crédit Agricole s'est mobilisé pour faire face à cette situation inédite. Afin d'accompagner ses clients dont l'activité serait impactée par la crise liée au Coronavirus, le Groupe a participé activement aux mesures de soutien à l'économie.

#### Prêts Garantis par l'Etat (PGE)

Dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID-19, le groupe Crédit Agricole a proposé à compter du 25 mars 2020 à tous ses clients entrepreneurs, quelle que soit leur taille et leur statut (exploitants agricoles, professionnels, commerçants, artisans, entreprises, ...), en complément des mesures déjà annoncées (report d'échéances, procédures accélérées d'examen des dossiers, etc.), de recourir au dispositif massif et inédit de Prêts Garantis par l'Etat. Les entreprises peuvent demander à bénéficier de ces prêts jusqu'au 30 juin 2021.

Ces financements prennent la forme d'un prêt sur 12 mois, avec la faculté pour l'emprunteur de l'amortir sur une période supplémentaire de 1 à 5 ans.

Sur cette période supplémentaire, le prêt pourra avoir durant la phase d'amortissement, une nouvelle période d'un an au cours de laquelle seuls les intérêts et le coût de la garantie d'Etat seront payés.

La durée totale du prêt ne pourra jamais excéder 6 ans.

L'offre Groupe pour la première année se présente sous la forme d'un prêt à taux zéro ; seul le coût de la garantie est refacturé (via une commission payée par le client) conformément aux conditions d'éligibilité définies par l'Etat pour bénéficier de la garantie.

Ces prêts peuvent atteindre jusqu'à 3 mois de chiffre d'affaires, permettant ainsi aux entrepreneurs d'avoir accès au financement nécessaire pour traverser la période actuelle très perturbée.

Ces prêts, pour une grande majorité, appartiennent à un modèle de gestion « Collecte » et satisfont au test des caractéristiques contractuelles. Ils sont donc pour l'essentiel enregistrés au coût amorti.

Au 31 décembre 2020, le solde des encours des prêts garantis par l'Etat octroyés à la clientèle par la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine s'élève à 227 675 milliers d'euros.

#### Report d'échéance sur concours octroyés aux clients

Le Groupe s'est associé à l'initiative de place des banques françaises, avec la coordination de la Fédération des Banques Françaises (FBF), pour offrir un report des échéances des prêts en cours jusqu'à 6 mois pour la clientèle des Entreprises et des Professionnels, sans coûts additionnels.

La mise en œuvre d'un tel report des échéances sans pénalité ni frais additionnels et avec maintien du taux contractuel sur une durée maximale de 6 mois implique que seuls les intérêts intercalaires seront perçus après le report sur la durée restante du crédit et hors frais de garantie éventuels de la Banque Publique d'Investissement.

Tel que proposé par le Groupe, le report des échéances implique :

- Soit un allongement de durée du prêt si le client souhaite conserver ses échéances initiales de prêt ;
- Soit une augmentation de ses échéances après la pause si le client souhaite garder sa durée initiale.

Ce report d'échéance se traduit par un décalage dans le temps des échéances initiales à percevoir.

Au 31 décembre 2020, l'encours de prêts à la clientèle ayant bénéficié de report d'échéance s'élève à 296 102 milliers d'euros (dont 31 189 milliers d'euros d'échéances d'encours de prêts reportées).

#### Impacts de ces mesures sur le risque de crédit

Conformément à la communication de l'IASB du 27 mars 2020 relative à la comptabilisation des pertes de crédit attendues en application de la norme IFRS 9 sur les instruments financiers dans les circonstances exceptionnelles actuelles, il a été rappelé l'importance de l'exercice du jugement dans l'application des principes d'IFRS 9 du risque de crédit et le classement des instruments financiers qui en résulte.

Le report d'échéance sur concours octroyés aux clients n'a pas systématiquement comme conséquence une remise en cause de la situation financière des clients : il n'y a pas automatiquement d'augmentation du risque de contrepartie. Les modifications du contrat ne peuvent généralement pas être considérées comme des évolutions liées à des cas de restructurations pour difficultés financières.

Ce report n'a donc pour conséquence ni le basculement mécanique de l'encours dont la dépréciation est fondée sur les pertes attendues de crédits sur 12 mois (*Bucket 1*) vers une comptabilisation de la dépréciation des pertes attendues à maturité (*Bucket 2*), ni le passage automatique des encours vers la catégorie douteux (*Bucket 3*).

De même, le calcul du montant des pertes attendues doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques et les mesures de soutien mises en œuvre par les pouvoirs publics.

Dans le contexte de crise sanitaire liée à la COVID-19, le Groupe a aussi revu ses prévisions macro-économiques prospectives (*forward looking*) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit. Face à cette situation, la Caisse régionale a également procédé à une revue de son portefeuille de crédits, qui l'a conduite à la mise à jour du *forward looking* local sur un certain nombre de filières considérées à risques.

#### Nouvelle définition du défaut

Au 31 décembre 2020, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine a mis en place les nouvelles règles liées à l'application de la définition du défaut (orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/7) et seuils définis par l'Union européenne (Article 1 du règlement (UE) 2018/1845 BCE du 21 novembre 2018).

Cette évolution sur le défaut est qualifiée de changement d'estimation comptable. Son impact est comptabilisé en compte de résultat dans la rubrique « Coût du risque ».

#### FCT Crédit Agricole Habitat 2020

Au 31/12/2020, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2020) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les 39 Caisses régionales le 12 mars 2020. Cette transaction est un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales au FCT Crédit Agricole Habitat 2020 pour un montant de 1 milliard d'euros. Les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (établissements de crédit (43%), fonds d'investissement (32%), banques centrales (25%).

Dans le cadre de cette titrisation non décomptabilisante, la Caisse régionale de Crédit Agricole de Lorraine a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 24 millions d'euros au FCT Crédit Agricole Habitat 2020. Elle a souscrit pour 3,2 millions d'euros de titres subordonnés.

#### Garantie spécifique apportée par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch)

Crédit Agricole S.A. a démantelé le 2 mars 2020 35% du mécanisme de garantie « Switch » mis en place entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A.

Le mécanisme de garantie « Switch » correspond à un transfert vers les Caisses régionales d'une partie des exigences prudentielles s'appliquant à Crédit Agricole S.A. au titre de ses activités d'assurances contre une rémunération fixe des Caisses régionales.

Pour la Caisse régionale de Crédit Agricole de Lorraine, cette opération s'est traduite par une baisse des engagements donnés de 69,9 millions d'euros et une baisse du dépôt de garantie apporté à Crédit Agricole S.A. de 23,7 millions d'euros.

### 3. Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture

Le pilotage des risques bancaires au sein de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine est assuré par la Direction [...]. Cette direction est rattachée au Directeur général et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre "Facteurs de risque", comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables figurent dans les états financiers.

#### 3.1 Risque de crédit

(Cf. chapitre "Facteurs de risque – Risques de crédit" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.)

(Cf. chapitre "Facteurs de risque – Risques de crédit")

##### 3.1.1. Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

#### Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes

(En milliers d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Valeur	Correction	Valeur	Correction	Valeur	Correction de	Valeur	Correction	Valeur

	comptable brute	de valeur pour pertes	comptable brute	de valeur pour pertes	comptable brute	valeur pour pertes	comptable brute (a)	de valeur pour pertes (b)	nette comptable (a) + (b)
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>219 753</b>	<b>-112</b>	-	-	-	-	<b>219 753</b>	<b>-112</b>	<b>219 641</b>
<b>Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	-	-	-	-			-	-	
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	-	-	-	-			-	-	
Transferts vers Bucket 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Total après transferts</b>	<b>219 753</b>	<b>-112</b>	-	-	-	-	<b>219 753</b>	<b>-112</b>	<b>219 641</b>
<b>Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes</b>	<b>-21 904</b>	<b>77</b>	-	-	-	-	<b>-21 904</b>	<b>77</b>	
Nouvelle production : achat, octroi, origination, (2)	53	-6	-	-			53	-6	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-21 957	83	-	-	-	-	-21 957	83	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-		-		-		-	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Total</b>	<b>197 849</b>	<b>-35</b>	-	-	-	-	<b>197 849</b>	<b>-35</b>	<b>197 814</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-		-		-		-		
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>197 849</b>	<b>-35</b>	-	-	-	-	<b>197 849</b>	<b>-35</b>	<b>197 814</b>
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif)

## Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
(En milliers d'euros)									
Au 31 décembre 2019	17 481	-	-	-	-	-	17 481	-	17 481
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	-	-	-	-			-	-	
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	-	-	-	-			-	-	
Transferts vers Bucket 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	17 481	-	-	-	-	-	17 481	-	17 481
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	-1 055	-	-	-	-	-	-1 055	-	
Nouvelle production : achat, octroi, origination, (2)	889	-2	-	-			889	-2	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-1 944	2	-	-	-	-	-1 944	2	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-		-		-		-	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total	16 426	-	-	-	-	-	16 426	-	16 426
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	3 555		-		-		3 555		
Au 31 décembre 2020	19 981	-	-	-	-	-	19 981		19 981
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution					-		-		

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.



(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées

**Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle**

(En milliers d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes					
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>7 452 384</b>	<b>-9 549</b>	<b>461 657</b>	<b>-28 709</b>	<b>190 738</b>	<b>-134 951</b>	<b>8 104 779</b>	<b>-173 209</b>	<b>7 931 570</b>
<b>Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre</b>	<b>87 722</b>	<b>-4 021</b>	<b>-92 302</b>	<b>8 830</b>	<b>4 580</b>	<b>4 231</b>	<b>-</b>	<b>9 040</b>	
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	-145 967	461	145 967	-2 258			-	-1 797	
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	235 874	-4 454	-235 874	10 867			-	6 413	
Transferts vers Bucket 3 (1)	-9 816	40	-14 575	924	24 391	-8 058	-	-7 094	
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	7 631	-68	12 180	-703	-19 811	12 289	-	11 518	
<b>Total après transferts</b>	<b>7 540 106</b>	<b>-13 570</b>	<b>369 355</b>	<b>-19 879</b>	<b>195 318</b>	<b>-130 720</b>	<b>8 104 779</b>	<b>-164 169</b>	<b>7 940 610</b>
<b>Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes</b>	<b>832 766</b>	<b>-9 838</b>	<b>-15 716</b>	<b>-7 154</b>	<b>-32 057</b>	<b>30 612</b>	<b>784 993</b>	<b>13 620</b>	
Nouvelle production : achat, octroi, origination, (2) (4)	2 117 218	-7 793	65 473	-5 412			2 182 691	-13 205	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-1 283 975	2 907	-81 081	5 767	-13 306	10 242	-1 378 362	18 916	
Passages à perte					-18 602	17 871	-18 602	17 871	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-108	28	-149	99	-257	127	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-4 952		-7 537		1 555		-10 934	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-477	-	-	-	-	845	-477	845	
<b>Total</b>	<b>8 372 872</b>	<b>-23 408</b>	<b>353 639</b>	<b>-27 033</b>	<b>163 261</b>	<b>-100 108</b>	<b>8 889 772</b>	<b>-150 549</b>	<b>8 739 223</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	2 325		-552		-1 361		412		
<b>Au 31 décembre 2020 (5)</b>	<b>8 375 197</b>	<b>-23 408</b>	<b>353 087</b>	<b>-27 033</b>	<b>161 900</b>	<b>-100 108</b>	<b>8 890 184</b>	<b>-150 549</b>	<b>8 739 635</b>
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore	-		-						

l'objet de mesures d'exécution									
--------------------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--

- (1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3
- (2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.
- (3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées
- (4) Au 31 décembre 2020, le montant des prêts garantis par l'Etat (PGE) accordés à la clientèle par la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19 s'élève à 227 675 milliers d'euros.
- (5) Au 31 décembre 2020, l'encours de prêts à la clientèle ayant fait l'objet de reports d'échéances [i.e. capital restant dû] accordés par la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19 s'élève à 296 102 milliers d'euros (dont 31 189 milliers d'euros d'échéances d'encours de prêts reportées) [i.e. montant des encours reportés].

**Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres : Titres de dettes**

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes				
<i>(En milliers d'euros)</i>								
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>371 668</b>	<b>-29</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>371 668</b>	<b>-29</b>
<b>Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	-	-	-	-			-	-
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	-	-	-	-			-	-
Transferts vers Bucket 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total après transferts</b>	<b>371 668</b>	<b>-29</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>371 668</b>	<b>-29</b>
<b>Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes</b>	<b>16 386</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>16 386</b>	<b>1</b>
Réévaluation de juste valeur sur la période	8 423		-		-		8 423	
Nouvelle production : achat, octroi, origination, (2)	769 142	-19	-	-			769 142	-19
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-761 178	21	-	-	-	-	-761 178	21
Passages à perte					-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-1	-1	-	-	-	-	-1	-1
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-		-		-		-
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>388 054</b>	<b>-28</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>388 054</b>	<b>-28</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-6 713		-		-		-6 713	
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>381 341</b>	<b>-28</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>381 341</b>	<b>-28</b>

Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution								
---	--	--	--	--	--	--	--	--

- (1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.
- (2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période
- (3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)

**Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres : Prêts et créances sur les établissements de crédit**

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)					
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)
<i>(En milliers d'euros)</i>								
<b>Au 31 décembre 2019</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	-	-	-	-			-	-
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	-	-	-	-			-	-
Transferts vers Bucket 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total après transferts</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes</b>								
Réévaluation de juste valeur sur la période								
Nouvelle production : achat, octroi, origination, (2)								
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...								
Passages à perte								
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières								
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période								
Changements dans le modèle / méthodologie								
Variations de périmètre								
Autres								
<b>Total</b>								
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)								
<b>Au 31 décembre 2020</b>								

Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution								
---	--	--	--	--	--	--	--	--

- (1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.
- (2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.
- (3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)

**Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres : Prêts et créances sur la clientèle**

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)					
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)
(En milliers d'euros)								
<b>Au 31 décembre 2019</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	-	-	-	-			-	-
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	-	-	-	-			-	-
Transferts vers Bucket 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total après transferts</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluation de juste valeur sur la période	-		-				-	
Nouvelle production : achat, octroi, origination (2)	-	-	-	-			-	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-	-	-	-	-	-	-	-
Passages à perte					-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-		-		-		-
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Au 31 décembre 2020</b>	-		-		-		-	

Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-
---	---	---	---	---	---	---	---	---

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

(3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)

#### Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>746 450</b>	<b>-1 621</b>	<b>28 780</b>	<b>-1 931</b>	<b>2 512</b>	<b>-836</b>	<b>777 742</b>	<b>-4 388</b>	<b>773 354</b>
<b>Transferts d'engagements en cours de vie d'un bucket à l'autre</b>	<b>3 570</b>	<b>-250</b>	<b>-3 184</b>	<b>249</b>	<b>-386</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-1</b>	
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	-6 152	33	6 152	-110			-	-77	
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	9 567	-283	-9 567	359			-	76	
Transferts vers Bucket 3 (1)	-115	1	-53	1	168	-2	-	-	
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	270	-1	284	-1	-554	2	-	-	
<b>Total après transferts</b>	<b>750 020</b>	<b>-1 871</b>	<b>25 596</b>	<b>-1 682</b>	<b>2 126</b>	<b>-836</b>	<b>777 742</b>	<b>-4 389</b>	<b>773 353</b>
<b>Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes</b>	<b>69 579</b>	<b>-1 844</b>	<b>-14 008</b>	<b>548</b>	<b>873</b>	<b>-49</b>	<b>56 444</b>	<b>-1 345</b>	
Nouveaux engagements donnés (2)	446 989	-2 286	5 711	-811			452 700	-3 097	
Extinction des engagements	-377 508	1 071	-18 748	1 608	-	-	-396 256	2 679	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-629		-249		-49		-927	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	98	-	-971	-	873	-	-	-	
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>819 599</b>	<b>-3 715</b>	<b>11 588</b>	<b>-1 134</b>	<b>2 999</b>	<b>-885</b>	<b>834 186</b>	<b>-5 734</b>	<b>828 452</b>

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des engagements classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3

(2) Les nouveaux engagements donnés en Bucket 2 peuvent inclure des engagements originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période

#### Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		

(En milliers d'euros)	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>198 159</b>	<b>-383</b>	<b>7 047</b>	<b>-1 009</b>	<b>3 175</b>	<b>-2 399</b>	<b>208 381</b>	<b>-3 791</b>	<b>204 590</b>
<b>Transferts d'engagements en cours de vie d'un bucket à l'autre</b>	<b>939</b>	<b>-43</b>	<b>-1 910</b>	<b>231</b>	<b>971</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>188</b>	
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	-524	5	524	-53			-	-48	
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	1 971	-48	-1 971	284			-	236	
Transferts vers Bucket 3 (1)	-527	1	-465	1	992	-2	-	-	
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	19	-1	2	-1	-21	2	-	-	
<b>Total après transferts</b>	<b>199 098</b>	<b>-426</b>	<b>5 137</b>	<b>-778</b>	<b>4 146</b>	<b>-2 399</b>	<b>208 381</b>	<b>-3 603</b>	<b>204 778</b>
<b>Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes</b>	<b>10 675</b>	<b>-1 229</b>	<b>-584</b>	<b>-1 164</b>	<b>-703</b>	<b>-156</b>	<b>9 388</b>	<b>-2 549</b>	
Nouveaux engagements donnés (2)	42 859	-444	1 925	-509			44 784	-953	
Extinction des engagements	-32 184	203	-2 509	275	-	-	-34 693	478	
Passages à perte					-71	71	-71	71	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-988		-930		-227		-2 145	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-	-	-	-632	-	-632	-	
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>209 773</b>	<b>-1 655</b>	<b>4 553</b>	<b>-1 942</b>	<b>3 443</b>	<b>-2 555</b>	<b>217 769</b>	<b>-6 152</b>	<b>211 617</b>

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des engagements classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3

(2) Les nouveaux engagements donnés en Bucket 2 peuvent inclure des engagements originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période

### 3.1.2. Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation selon IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (Bucket 3).

#### Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat)

(En milliers d'euros)	Au 31 décembre 2020					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit

<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)</b>	<b>59 302</b>	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	6 889	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	52 413	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>28</b>	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>59 330</b>	-	-	-	-	-

	Au 31 décembre 2019					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
(En milliers d'euros)						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	27 619	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	3 190	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	24 429	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	383	-	-	-	-	-
Total	28 002	-	-	-	-	-

## Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation

	Au 31 décembre 2020					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
(En milliers d'euros)						
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	381 341	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	381 341	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	8 957 430	-	2 899 824	297 020	3 052 469	-

dont : actifs dépréciés en date de clôture	61 792	-	21 913	2 965	19 008	-
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit</b>	<b>19 981</b>	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	<b>8 739 635</b>	-	<b>2 899 824</b>	<b>297 020</b>	<b>3 042 321</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	61 792	-	21 913	2 965	19 008	-
<b>Titres de dettes</b>	<b>197 814</b>	-	-	-	<b>10 148</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>9 338 771</b>	-	<b>2 899 824</b>	<b>297 020</b>	<b>3 052 469</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	61 792	-	21 913	2 965	19 008	-

	Au 31 décembre 2019					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>(En milliers d'euros)</i>						
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>371 668</b>	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Titres de dettes</b>	<b>371 668</b>	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>8 168 692</b>	-	<b>2 713 641</b>	<b>297 752</b>	<b>2 642 151</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	55 787	-	27 602	2 519	23 273	-
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)</b>	<b>17 481</b>	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	<b>7 931 570</b>	-	<b>2 713 641</b>	<b>297 752</b>	<b>2 642 151</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	55 787	-	27 602	2 519	23 273	-
<b>Titres de dettes</b>	<b>219 641</b>	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>8 540 360</b>	-	<b>2 713 641</b>	<b>297 752</b>	<b>2 642 151</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	55 787	-	27 602	2 519	23 273	-



## Engagements hors bilan soumis aux exigences de dépréciation

	Au 31 décembre 2020					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
(En milliers d'euros)						
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	211 617	-	-	-	-	-
dont : engagements dépréciés en date de clôture	888	-	-	-	-	-
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	828 452	-	90 360	18 467	67 920	-
dont : engagements dépréciés en date de clôture	2 114	-	-	74	204	-
Total	1 040 069	-	90 360	18 467	67 920	-
dont : engagements dépréciés en date de clôture	3 002	-	-	74	204	-

	Au 31 décembre 2019					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
(En milliers d'euros)						
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	204 590	-	-	-	-	-
dont : engagements dépréciés en date de clôture	776	-	-	-	-	-
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	773 354	-	82 653	8 575	78 814	-
dont : engagements dépréciés en date de clôture	1 676	-	103	9	790	-
Total	977 944	-	82 653	8 575	78 814	-
dont : engagements dépréciés en date de clôture	2 452	-	103	9	790	-

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 9 "Engagements de financement et de garantie et autres garanties".

## 3.1.3. Actifs financiers modifiés

Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit").

Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à l'issue de la restructuration est de :

(En milliers d'euros)	2020		
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)	

<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	-	<b>5 691</b>	<b>4 072</b>
Valeur comptable brute avant modification	-	5 799	4 221
Gains ou pertes nets de la modification	-	-108	-149
<b>Titres de dettes</b>	<b>-1</b>	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-

Selon les principes établis dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit", les actifs restructurés dont le stade de dépréciation correspond à celui du Bucket 2 (actifs sains) ou Bucket 3 (actifs dépréciés) peuvent faire l'objet d'un retour en Bucket 1 (actifs sains). La valeur comptable des actifs modifiés concernés par ce reclassement au cours de la période est de :

(En milliers d'euros)	Valeur comptable brute
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)
<b>Actifs restructurés antérieurement classés en Bucket 2 ou en Bucket 3 et reclassés en Bucket 1 au cours de la période</b>	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-
Prêts et créances sur la clientèle	-
Titres de dettes	-
<b>Total</b>	-

### 3.1.4. Concentrations du risque de crédit

Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

#### Exposition au risque de crédit par catégories de risque de crédit

Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le chapitre "Risques et pilier 3 – Gestion du risque de crédit" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

#### Actifs financiers au coût amorti (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2020				Au 31 décembre 2019			
		Valeur comptable				Valeur comptable			
		Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	4 983 184	18 987		5 002 171	4 346 454	46 169		4 392 623
	0,5% < PD ≤ 2%	943 719	11 856		955 575	935 035	22 897		957 932
	2% < PD ≤ 20%	448 788	213 483		662 271	484 856	269 656		753 981
	20% < PD < 100%		36 837		36 837		49 597		50 128
	PD = 100%			104 499	104 499			122 164	122 164

Total Clientèle de détail		6 375 691	281 163	104 499	6 761 353	5 766 345	388 319	122 164	6 276 828
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	1 565 582	4 357		1 569 939	1 484 000	6 812		1 490 812
	0,6% < PD < 12%	651 754	33 719		685 473	439 273	42 220		481 493
	12% ≤ PD < 100%		33 848		33 848		24 306		24 306
	PD = 100%			57 401	57 401			68 574	68 574
Total Hors clientèle de détail		2 217 336	71 924	57 401	2 346 661	1 923 273	73 338	68 574	2 065 185
Dépréciations		-23 443	-27 033	-100 108	-150 584	-9 661	-28 709	-134 951	-173 321
Total		8 569 584	326 054	61 792	8 957 430	7 679 957	432 948	55 787	8 168 692

## Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

(En milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2020				Au 31 décembre 2019			
		Valeur comptable				Valeur comptable			
		Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	-	-		-	-	-		-
	0,5% < PD ≤ 2%	-	-		-	-	-		-
	2% < PD ≤ 20%	-	-		-	-	-		-
	20% < PD < 100%		-		-		-		-
	PD = 100%			-	-			-	-
Total Clientèle de détail		-	-	-	-	-	-	-	-
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	381 341	-		381 341	371 668	-		371 668
	0,6% < PD < 12%	-	-		-	-	-		-
	12% ≤ PD < 100%		-		-		-		-
	PD = 100%			-	-			-	-
Total Hors clientèle de détail		381 341	-	-	381 341	371 668	-	-	371 668
Total		381 341	-	-	381 341	371 668	-	-	371 668

## Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2020				Au 31 décembre 2019			
		Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	355 922	243		356 165	324 711	193		324 904
	0,5% < PD ≤ 2%	38 062	172		38 234	47 035	142		47 177
	2% < PD ≤ 20%	23 420	3 260		26 680	39 539	8 881		48 400
	20% < PD < 100%		1 044		1 044		2 399		2 419

	PD = 100%			2 277	2 277			1 235	1 235
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>417 404</b>	<b>4 719</b>	<b>2 277</b>	<b>424 400</b>	<b>411 285</b>	<b>11 615</b>	<b>1 235</b>	<b>424 135</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	331 324	-		331 324	234 135	-		234 135
	0,6% < PD < 12%	70 871	1 506		72 377	101 030	1 987		103 017
	12% ≤ PD < 100%		5 363		5 363		15 178		15 178
	PD = 100%			722	722			1 277	1 277
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>402 195</b>	<b>6 869</b>	<b>722</b>	<b>409 786</b>	<b>335 165</b>	<b>17 165</b>	<b>1 277</b>	<b>353 607</b>
Provisions (1)		-3 715	-1 134	-885	-5 734	-1 621	-1 931	-836	-4 388
<b>Total</b>		<b>815 884</b>	<b>10 454</b>	<b>2 114</b>	<b>828 452</b>	<b>744 829</b>	<b>26 849</b>	<b>1 676</b>	<b>773 354</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

#### Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2020				Au 31 décembre 2019			
		Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	96 741	-		96 741	72 461	-		72 461
	0,5% < PD ≤ 2%	2 626	-		2 626	1 938	-		1 938
	2% < PD ≤ 20%	598	297		895	486	389		875
	20% < PD < 100%		140		140		156		156
	PD = 100%			313	313			333	333
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>99 965</b>	<b>437</b>	<b>313</b>	<b>100 715</b>	<b>74 885</b>	<b>545</b>	<b>333</b>	<b>75 763</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	59 367	-		59 367	59 964	-		59 964
	0,6% < PD < 12%	50 441	2 098		52 539	63 310	3 179		66 489
	12% ≤ PD < 100%		2 018		2 018		3 323		3 323
	PD = 100%			3 130	3 130			2 842	2 842
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>109 808</b>	<b>4 116</b>	<b>3 130</b>	<b>117 054</b>	<b>123 274</b>	<b>6 502</b>	<b>2 842</b>	<b>132 618</b>
Provisions (1)		-1 655	-1 942	-2 555	-6 152	-383	-1 009	-2 399	-3 791
<b>TOTAL</b>		<b>208 118</b>	<b>2 611</b>	<b>888</b>	<b>211 617</b>	<b>197 776</b>	<b>6 038</b>	<b>776</b>	<b>204 590</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

#### Concentrations du risque de crédit par agent économique

##### Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option par agent économique

	31/12/2020		31/12/2019	
	Valeur comptable	Montant des variations de juste valeur résultant des variations du risque de crédit	Valeur comptable	Montant des variations de juste valeur résultant des variations du risque de crédit

(En milliers d'euros)		Sur la période	En cumulé		Sur la période	En cumulé
Administration générale	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-
<b>Total Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	-	-	-	-	-	-
		<b>Montant des variations de juste valeur</b>			<b>Montant des variations de juste valeur</b>	
		Sur la période	En cumulé		Sur la période	En cumulé
<b>Dérivés de crédit et assimilés limitant l'exposition au risque</b>		-	-		-	-

## Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2020				Au 31 décembre 2019			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
(En milliers d'euros)	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Administration générale	726 069	3 270	-	729 339	742 709	4 216	-	746 925
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	99 801	-	-	99 801	105 265	-	-	105 265
Grandes entreprises	1 391 466	68 654	57 401	1 517 521	1 075 299	69 122	68 574	1 212 995
Clientèle de détail	6 375 691	281 163	104 499	6 761 353	5 766 345	388 319	122 164	6 276 828
Dépréciations	-23 443	-27 033	-100 108	-150 584	-9 661	-28 709	-134 951	173 321
<b>Total</b>	<b>8 569 584</b>	<b>326 054</b>	<b>61 792</b>	<b>8 957 430</b>	<b>7 679 957</b>	<b>432 948</b>	<b>55 787</b>	<b>8 168 692</b>

## Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique

	Au 31 décembre 2020				Au 31 décembre 2019			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
(En milliers d'euros)	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Administration générale	355 220	-	-	355 220	355 543	-	-	355 543
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	16 121	-	-	16 121	16 125	-	-	16 125
Grandes entreprises	10 000	-	-	10 000	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>381 341</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>381 341</b>	<b>371 668</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>371 668</b>

## Dettes envers la clientèle par agent économique

(En milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
-----------------------	------------	------------

Administration générale	8 618	19 284
Grandes entreprises	1 296 959	1 179 118
Clientèle de détail	1 915 337	1 621 675
<b>Total Dettes envers la clientèle</b>	<b>3 220 914</b>	<b>2 820 077</b>

**Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Au 31 décembre 2020				Au 31 décembre 2019			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagem ents dépréciés (Bucket 3)	Total	Engagements sains		Engagem ents dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagem ents soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagem ents soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Engagem ents soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagem ents soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(En milliers d'euros)</i>								
Administration générale	102 471	-	-	102 471	67 619	-	-	67 619
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	299 724	6 869	722	307 315	267 546	17 165	1 277	285 988
Clientèle de détail	417 404	4 719	2 277	424 400	411 285	11 615	1 235	424 135
Provisions (1)	-3 715	-1 134	-885	-5 734	-1 621	-1 931	-836	-4 388
<b>Total</b>	<b>815 884</b>	<b>10 454</b>	<b>2 114</b>	<b>828 452</b>	<b>744 829</b>	<b>26 849</b>	<b>1 676</b>	<b>773 354</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

**Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Au 31 décembre 2020				Au 31 décembre 2019			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagem ents dépréciés (Bucket 3)	Total	Engagements sains		Engagem ents dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagem ents soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagem ents soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Engagem ents soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagem ents soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(En milliers d'euros)</i>								
Administration générale	4 449	-	-	4 449	4 449	-	-	4 449
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	113	-	-	113	-	-	-	-
Grandes entreprises	105 246	4 116	3 130	112 492	118 825	6 502	2 842	128 169
Clientèle de détail	99 965	437	313	100 715	74 885	545	333	75 763
Provisions (1)	-1 655	-1 942	-2 555	-6 152	-383	-1 009	-2 399	-3 791
<b>Total</b>	<b>208 118</b>	<b>2 611</b>	<b>888</b>	<b>211 617</b>	<b>197 776</b>	<b>6 038</b>	<b>776</b>	<b>204 590</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

**Concentrations du risque de crédit par zone géographique****Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Au 31 décembre 2020			Au 31 décembre 2019		
	Valeur comptable			Valeur comptable		
	Actifs sains	Actifs	Total	Actifs sains	Actifs	Total

(En milliers d'euros)	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)	dépréciés (Bucket 3)		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)	dépréciés (Bucket 3)	
France (y compris DOM-TOM)	8 352 781	347 511	152 791	<b>8 853 083</b>	7 472 541	456 015	179 093	<b>8 107 649</b>
Autres pays de l'Union européenne	211 321	5 255	9 108	<b>225 684</b>	188 020	5 556	11 642	<b>205 218</b>
Autres pays d'Europe	1 731	268	-	<b>1 999</b>	1 509	-	2	<b>1 511</b>
Amérique du Nord	25 041	3	-	<b>25 044</b>	25 351	-	-	<b>25 351</b>
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	16	-	-	<b>16</b>
Afrique et Moyen-Orient	936	-	1	<b>937</b>	1 145	21	1	<b>1 167</b>
Asie et Océanie (hors Japon)	1 217	50	-	<b>1 267</b>	1 034	65	-	<b>1 099</b>
Japon	-	-	-	-	2	-	-	<b>2</b>
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	-23 443	-27 033	-100 108	<b>-150 584</b>	-9 661	-28 709	-134 951	<b>-173 321</b>
<b>Total</b>	<b>8 569 584</b>	<b>326 054</b>	<b>61 792</b>	<b>8 957 430</b>	<b>7 679 957</b>	<b>432 948</b>	<b>55 787</b>	<b>8 168 692</b>

**Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique**

(En milliers d'euros)	Au 31 décembre 2020				Au 31 décembre 2019			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
France (y compris DOM-TOM)	166 500	-	-	<b>166 500</b>	175 969	-	-	<b>175 969</b>
Autres pays de l'Union européenne	190 160	-	-	<b>190 160</b>	178 956	-	-	<b>178 956</b>
Autres pays d'Europe	-	-	-	-	-	-	-	-
Amérique du Nord	5 130	-	-	<b>5 130</b>	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	12 360	-	-	<b>12 360</b>	12 258	-	-	<b>12 258</b>
Asie et Océanie (hors Japon)	7 191	-	-	<b>7 191</b>	4 485	-	-	<b>4 485</b>
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>381 341</b>	-	-	<b>381 341</b>	<b>371 668</b>	-	-	<b>371 668</b>

**Dettes envers la clientèle par zone géographique**

(En milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
France (y compris DOM-TOM)	3 190 144	2 788 206
Autres pays de l'Union européenne	24 522	25 450
Autres pays d'Europe	884	1 313
Amérique du Nord	941	976
Amériques centrale et du Sud	166	184
Afrique et Moyen-Orient	3 389	2 903
Asie et Océanie (hors Japon)	851	1 037

Japon	17	8
Organismes supra-nationaux	-	-
<b>Total Dettes envers la clientèle</b>	<b>3 220 914</b>	<b>2 820 077</b>

## Engagements de financement par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2020				Au 31 décembre 2019			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(En milliers d'euros)</i>								
France (y compris DOM-TOM)	811 015	11 571	2 999	<b>825 585</b>	742 591	28 775	2 489	<b>773 855</b>
Autres pays de l'Union européenne	8 468	17	-	<b>8 485</b>	3 715	4	23	<b>3 742</b>
Autres pays d'Europe	42	-	-	<b>42</b>	73	-	-	<b>73</b>
Amérique du Nord	17	-	-	<b>17</b>	17	-	-	<b>17</b>
Amériques centrale et du Sud	1	-	-	<b>1</b>	1	-	-	<b>1</b>
Afrique et Moyen-Orient	32	-	-	<b>32</b>	35	1	-	<b>36</b>
Asie et Océanie (hors Japon)	24	-	-	<b>24</b>	18	-	-	<b>18</b>
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions (1)	-3 715	-1 134	-885	<b>-5 734</b>	-1 621	-1 931	-836	<b>-4 388</b>
<b>Total</b>	<b>815 884</b>	<b>10 454</b>	<b>2 114</b>	<b>828 452</b>	<b>744 829</b>	<b>26 849</b>	<b>1 676</b>	<b>773 354</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

## Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2020				Au 31 décembre 2019			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(En milliers d'euros)</i>								
France (y compris DOM-TOM)	209 041	4 553	3 443	<b>217 037</b>	197 477	7 047	3 175	<b>207 699</b>
Autres pays de l'Union européenne	732	-	-	<b>732</b>	682	-	-	<b>682</b>
Autres pays d'Europe	-	-	-	-	-	-	-	-
Amérique du Nord	-	-	-	-	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-



Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions (1)	-1 655	-1 942	-2 555	-6 152	-383	-1 009	-2 399	-3 791
<b>Total</b>	<b>208 118</b>	<b>2 611</b>	<b>888</b>	<b>211 617</b>	<b>197 776</b>	<b>6 038</b>	<b>776</b>	<b>204 590</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

### 3.1.5 Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement

#### Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique

	Valeur comptable au 31 décembre 2020								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Bucket 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Bucket 2)			Actifs dépréciés (Bucket 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
<i>(En milliers d'euros)</i>									
<b>Titres de dettes</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Prêts et créances</b>	<b>52 214</b>	<b>519</b>	-	<b>12 483</b>	<b>2 479</b>	<b>40</b>	<b>2 044</b>	<b>2 495</b>	<b>30 324</b>
Administration générale	18 104	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	20 889	-	-	274	59	-	515	206	4 724
Clientèle de détail	13 221	519	-	12 209	2 420	40	1 529	2 289	25 600
<b>Total</b>	<b>52 214</b>	<b>519</b>	-	<b>12 483</b>	<b>2 479</b>	<b>40</b>	<b>2 044</b>	<b>2 495</b>	<b>30 324</b>

	Valeur comptable au 31 décembre 2019								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Bucket 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Bucket 2)			Actifs dépréciés (Bucket 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
<i>(En milliers d'euros)</i>									
<b>Titres de dettes</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Prêts et créances</b>	<b>83 632</b>	<b>729</b>	-	<b>17 856</b>	<b>3 949</b>	<b>14</b>	<b>3 765</b>	<b>2 544</b>	<b>31 990</b>
Administration générale	481	-	-	-	-	-	-	-	-

Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	64 776	422	-	3 592	109	-	334	541	3 907
Clientèle de détail	18 375	307	-	14 264	3 840	14	3 431	2 003	28 083
<b>Total</b>	<b>83 632</b>	<b>729</b>	<b>-</b>	<b>17 856</b>	<b>3 949</b>	<b>14</b>	<b>3 765</b>	<b>2 544</b>	<b>31 990</b>

### 3.2 Risque de marché

(Cf. Rapport de gestion chapitre *Gestion des risques*, partie 5 sur les risques de marché)

#### Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

#### Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif

(En milliers d'euros)	31/12/2020						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<b>Instruments de taux d'intérêt</b>	-	-	-	-	13	15	28
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	-	13	15	28
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments de devises</b>	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres instruments</b>	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	-	-	-	-	13	15	28
Opérations de change à terme	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif</b>	-	-	-	-	13	15	28

(En milliers d'euros)	31/12/2019						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<b>Instruments de taux d'intérêt</b>	-	-	-	-	246	137	383
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	-	246	137	383
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments de devises</b>	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-

Options de change	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres instruments</b>	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	-	-	-	-	<b>246</b>	<b>137</b>	<b>383</b>
Opérations de change à terme	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif</b>	-	-	-	-	<b>246</b>	<b>137</b>	<b>383</b>

## Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif

(En milliers d'euros)	31/12/2020						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<b>Instruments de taux d'intérêt</b>	-	-	-	274	9 668	107 339	117 281
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	274	9 668	107 339	117 281
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments de devises</b>	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres instruments</b>	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	-	-	-	274	9 668	107 339	117 281
Opérations de change à terme	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif</b>	-	-	-	274	9 668	107 339	117 281

(En milliers d'euros)	31/12/2019						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<b>Instruments de taux d'intérêt</b>	-	-	-	21	10 527	108 954	119 502
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	21	10 527	108 954	119 502
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments de devises</b>	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres instruments</b>	-	-	-	-	-	-	-

Autres	-	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	-	-	-	<b>21</b>	<b>10 527</b>	<b>108 954</b>	<b>119 502</b>
Opérations de change à terme	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif</b>	-	-	-	<b>21</b>	<b>10 527</b>	<b>108 954</b>	<b>119 502</b>

## Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif

(En milliers d'euros)	31/12/2020						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<b>Instruments de taux d'intérêt</b>	-	-	-	<b>19</b>	<b>1 102</b>	<b>4 273</b>	<b>5 394</b>
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	19	1 102	4 137	5 258
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	-	-	136	136
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments de devises et or</b>	-	-	-	<b>10</b>	-	-	<b>10</b>
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	10	-	-	10
<b>Autres instruments</b>	-	-	-	-	-	<b>66</b>	<b>66</b>
Dérivés sur actions et indices boursiers	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur métaux précieux	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur produits de base	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédits	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	66	66
<b>Sous-total</b>	-	-	-	<b>29</b>	<b>1 102</b>	<b>4 339</b>	<b>5 470</b>
Opérations de change à terme	-	-	-	1 419	-	-	1 419
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif</b>	-	-	-	<b>1 448</b>	<b>1 102</b>	<b>4 339</b>	<b>6 889</b>

(En milliers d'euros)	31/12/2019						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<b>Instruments de taux d'intérêt</b>	-	-	-	<b>194</b>	<b>1 341</b>	<b>1 617</b>	<b>3 152</b>
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	194	1 339	1 599	3 132
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	-	2	18	20
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-

<b>Instruments de devises et or</b>	-	-	-	15	-	-	15
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	15	-	-	15
<b>Autres instruments</b>	-	-	-	-	-	12	12
Dérivés sur actions et indices boursiers	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur métaux précieux	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur produits de base	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédits	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	12	12
<b>Sous-total</b>	-	-	-	209	1 341	1 629	3 179
Opérations de change à terme	-	-	-	11	-	-	11
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif</b>	-	-	-	220	1 341	1 629	3 190

## Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif

(En milliers d'euros)	31/12/2020						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<b>Instruments de taux d'intérêt</b>	-	-	-	19	1 140	4 344	5 503
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	19	1 140	4 208	5 367
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	-	-	136	136
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments de devises et or</b>	-	-	-	12	-	-	12
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	12	-	-	12
<b>Autres instruments</b>	-	-	-	-	-	1 061	1 061
Dérivés sur actions et indices boursiers	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur métaux précieux	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur produits de base	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédits	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	1 061	1 061
<b>Sous-total</b>	-	-	-	31	1 140	5 405	6 576
Opérations de change à terme	-	-	-	1 417	-	-	1 417
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif</b>	-	-	-	1 448	1 140	5 405	7 993

(En milliers d'euros)	31/12/2019						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	

<b>Instruments de taux d'intérêt</b>	-	-	-	<b>26</b>	<b>1 405</b>	<b>1 660</b>	<b>3 091</b>
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	26	1 403	1 642	3 071
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	-	2	18	20
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments de devises et or</b>	-	-	-	<b>19</b>	-	-	<b>19</b>
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	19	-	-	19
<b>Autres instruments</b>	-	-	-	-	-	<b>371</b>	<b>371</b>
Dérivés sur actions et indices boursiers	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur métaux précieux	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur produits de base	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédits	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	371	371
<b>Sous-total</b>	-	-	-	<b>45</b>	<b>1 405</b>	<b>2 031</b>	<b>3 481</b>
Opérations de change à terme	-	-	-	11	-	-	11
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif</b>	-	-	-	<b>56</b>	<b>1 405</b>	<b>2 031</b>	<b>3 492</b>

## Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements

(En milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
	Total encours notionnel	Total encours notionnel
<b>Instruments de taux d'intérêt</b>	<b>1 432 372</b>	<b>1 311 498</b>
Futures	-	-
FRA	-	-
Swaps de taux d'intérêts	1 367 916	1 232 870
Options de taux	-	-
Caps-floors-collars	64 456	78 628
Autres instruments conditionnels	-	-
<b>Instruments de devises et or</b>	<b>1 940</b>	<b>10 024</b>
Opérations fermes de change	-	-
Options de change	1 940	10 024
<b>Autres instruments</b>	-	-
Dérivés sur actions et indices boursiers	-	-
Dérivés sur métaux précieux	-	-
Dérivés sur produits de base	-	-
Dérivés de crédits	-	-
Autres	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>1 434 312</b>	<b>1 321 522</b>
Opérations de change à terme	82 384	4 050
<b>Total Notionnels</b>	<b>1 516 696</b>	<b>1 325 572</b>

## 3.2. Risque de change

(Cf. Rapport de gestion chapitre *Gestion des risques*, partie 5 sur les risques de marché dont le risque de change)

**3.3. Risque de liquidité et de financement**(Cf. Rapport de gestion chapitre *Gestion des risques*, partie 5 Risque de marché dont risque de liquidité et de financement)**Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle**

(En milliers d'euros)	31/12/2020					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	515 089	3 264	139 478	56 242	-	714 073
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	441 780	966 349	2 904 910	4 544 761	32 384	8 890 184
<b>Total</b>	<b>956 869</b>	<b>969 613</b>	<b>3 044 388</b>	<b>4 601 003</b>	<b>32 384</b>	<b>9 604 257</b>
<b>Dépréciations</b>						<b>-150 549</b>
<b>Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>						<b>9 453 708</b>

(En milliers d'euros)	31/12/2019					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	113 824	111 624	100 187	132 813	-	458 448
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	503 438	756 731	2 755 244	4 083 533	5 833	8 104 779
<b>Total</b>	<b>617 262</b>	<b>868 355</b>	<b>2 855 431</b>	<b>4 216 346</b>	<b>5 833</b>	<b>8 563 227</b>
<b>Dépréciations</b>						<b>-173 209</b>
<b>Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>						<b>8 390 018</b>

**Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle**

(En milliers d'euros)	31/12/2020					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 016 190	1 542 082	2 766 107	831 673	-	6 156 052
Dettes envers la clientèle	2 921 927	28 082	247 335	23 570	-	3 220 914
<b>Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>	<b>3 938 117</b>	<b>1 570 164</b>	<b>3 013 442</b>	<b>855 243</b>	<b>-</b>	<b>9 376 966</b>

(En milliers d'euros)	31/12/2019					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	960 592	1 818 592	1 872 409	979 292	-	5 630 885
Dettes envers la clientèle	2 261 004	84 969	449 892	24 212	-	2 820 077
<b>Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>	<b>3 221 596</b>	<b>1 903 561</b>	<b>2 322 301</b>	<b>1 003 504</b>	<b>-</b>	<b>8 450 962</b>

**Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées**

(En milliers d'euros)	31/12/2020					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
<b>Dettes représentées par un titre</b>						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	9	-	-	56 270	-	56 279

Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>56 270</b>	<b>-</b>	<b>56 279</b>
<b>Dettes subordonnées</b>						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes subordonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(En milliers d'euros)	31/12/2019					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
<b>Dettes représentées par un titre</b>						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	4	-	-	37 812	-	<b>37 816</b>
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>37 812</b>	<b>-</b>	<b>37 816</b>
<b>Dettes subordonnées</b>						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes subordonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

#### Garanties financières en risque données par maturité attendue

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

(En milliers d'euros)	31/12/2020					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	1 869	41 024	-	-	-	42 893

(En milliers d'euros)	31/12/2019					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	31 384	-	-	-	-	31 384

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.2 "Risque de marché".

#### 3.4. Comptabilité de couverture

(Cf. Note 3.2 "Risque de marché" et Rapport de Gestion, Chapitre *Gestion des Risques*, partie 5 Risque de marché dont politique de couverture)

##### Couverture de juste valeur

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

##### Couverture de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

##### Couverture d'un investissement net en devise

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

##### Instruments dérivés de couverture



	31/12/2020			31/12/2019		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
	Positive	Négative		Positive	Négative	
<i>(En milliers d'euros)</i>						
<b>Couverture de juste valeur</b>	28	117 281	1 021 707	383	119 502	1 042 005
Taux d'intérêt	28	117 281	1 021 707	383	119 502	1 042 005
Change	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	-	-	-	-	-	-
Taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
<b>Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Total Instruments dérivés de couverture</b>	28	117 281	1 021 707	383	119 502	1 042 005

## Opérations sur instruments dérivés de couverture : analyse par durée résiduelle (notionnels)

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

	31/12/2020						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total notionnel
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(En milliers d'euros)</i>							
<b>Instruments de taux d'intérêt</b>	-	-	-	50 133	394 822	576 752	1 021 707
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	50 133	394 822	576 752	1 021 707
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments de devises</b>	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres instruments</b>	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	-	-	-	50 133	394 822	576 752	1 021 707
Opérations de change à terme	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total Notionnel des instruments dérivés de couverture</b>	-	-	-	50 133	394 822	576 752	1 021 707

	31/12/2019						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total notionnel
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(En milliers d'euros)</i>							
<b>Instruments de taux d'intérêt</b>	-	-	-	1 006	380 334	660 665	1 042 005
Futures	-	-	-	-	-	-	-

FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	1 006	380 334	660 665	1 042 005
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments de devises</b>	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres instruments</b>	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	-	-	-	<b>1 006</b>	<b>380 334</b>	<b>660 665</b>	<b>1 042 005</b>
Opérations de change à terme	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total Notionnel des instruments dérivés de couverture</b>	-	-	-	<b>1 006</b>	<b>380 334</b>	<b>660 665</b>	<b>1 042 005</b>

La note 3.2 "Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle" présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

#### Couverture de juste valeur

#### Instruments dérivés de couverture

	31/12/2020				31/12/2019			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif			Actif	Passif		
(En milliers d'euros)								
Couverture de juste valeur								
Marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments fermes	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments fermes	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Marchés de gré à gré	15	94 335	-7 167	621 707	137	99 263	-24 160	642 005
Taux d'intérêt	15	94 335	-7 167	621 707	137	99 263	-24 160	642 005
Instruments fermes	15	94 335	-7 167	621 707	137	99 263	-24 160	642 005
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments fermes	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des micro-couvertures de juste valeur	15	94 335	-7 167	621 707	137	99 263	-24 160	642 005
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	13	22 946	-2 903	400 000	246	20 239	-7 125	400 000

<b>Total couverture de juste valeur</b>	<b>28</b>	<b>117 281</b>	<b>-10 070</b>	<b>1 021 707</b>	<b>383</b>	<b>119 502</b>	<b>-31 285</b>	<b>1 042 005</b>
---	-----------	----------------	----------------	------------------	------------	----------------	----------------	------------------

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

#### Eléments couverts

Micro-couvertures	31/12/2020				31/12/2019			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler		Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
<i>(En milliers d'euros)</i>								
<b>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>353 890</b>	<b>-</b>		<b>5 899</b>	<b>351 874</b>	<b>-</b>		<b>14 828</b>
Taux d'intérêt	353 890	-		5 899	351 874	-		14 828
Change	-	-		-	-	-		-
Autres	-	-		-	-	-		-
<b>Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti</b>	<b>329 360</b>	<b>80 204</b>	<b>-</b>	<b>1 642</b>	<b>340 184</b>	<b>79 042</b>	<b>-</b>	<b>9 332</b>
Taux d'intérêt	329 360	80 204	-	1 642	340 184	79 042	-	9 332
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif</b>	<b>683 250</b>	<b>80 204</b>	<b>-</b>	<b>7 541</b>	<b>692 058</b>	<b>79 042</b>	<b>-</b>	<b>24 160</b>
<b>Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Macro-couvertures	31/12/2020		31/12/2019	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-		-	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	371 951	-	436 452	809

<b>Total - Actifs</b>	<b>371 951</b>	<b>-</b>	<b>436 452</b>	<b>809</b>
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	49 823	504	50 229	2 004
<b>Total - Passifs</b>	<b>49 823</b>	<b>504</b>	<b>50 229</b>	<b>2 004</b>

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

#### Résultat de la comptabilité de couverture

	31/12/2020			31/12/2019		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)			Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Taux d'intérêt	-10 070	10 173	103	-31 285	31 032	-253
Change	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>-10 070</b>	<b>10 173</b>	<b>103</b>	<b>-31 285</b>	<b>31 032</b>	<b>-253</b>

Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets à l'étranger

Instruments dérivés de couverture

	31/12/2020				31/12/2019			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif			Actif	Passif		
<i>(En milliers d'euros)</i>								
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>								
<b>Marchés organisés</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments fermes	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments fermes	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Marchés de gré à gré</b>	-	-	-	-	-	-	<b>70</b>	-
Taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	70	-
Instruments fermes	-	-	-	-	-	-	70	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments fermes	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-

<b>Total des micro-couvertures de flux de trésorerie</b>	-	-	-	-	-	-	<b>70</b>	-
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	-
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de change	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total des macro-couvertures de flux de trésorerie</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total de la couverture de flux de trésorerie</b>	-	-	-	-	-	-	<b>70</b>	-
<b>Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	-	-	-	-	-	-	-	-

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres » à l'exception de la part inefficace de la relation de couverture qui est comptabilisée au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

### Résultat de la comptabilité de couverture

	31/12/2020			31/12/2019		
	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)
	Montant de la part efficace de la relation de couverture comptabilisé sur la période	Montant comptabilisé en capitaux propres recyclables transférés en résultat au cours de la période	Montant de la part inefficace de la couverture	Montant de la part efficace de la relation de couverture comptabilisé sur la période	Montant comptabilisé en capitaux propres recyclables transférés en résultat au cours de la période	Montant de la part inefficace de la couverture
<i>(En milliers d'euros)</i>						
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	-	-	-	-	-	-
Taux d'intérêt	-	-	-	70	-	-
Change	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
<b>Total de la couverture de flux de trésorerie</b>	-	-	-	<b>70</b>	-	-
<b>Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Total de la couverture de flux de trésorerie et d'investissement net dans une activité à l'étranger</b>	-	-	-	<b>70</b>	-	-

### 3.5. Risques opérationnels

(Cf. Rapport de gestion chapitre *Gestion des risques*, partie 7 Risques opérationnels)

### 3.6. Gestion du capital et ratios réglementaires

Conformément au règlement européen 575/2013 (CRR), la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine est soumise au respect du ratio de solvabilité, de levier et de liquidité.

La gestion des fonds propres de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine est conduite de façon à respecter les niveaux de fonds propres prudentiels au sens de la directive européenne 2013/36 et du règlement européen 575/2013, applicables depuis le 1er janvier 2014, et exigés par les autorités compétentes, la Banque centrale européenne (BCE) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) afin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

Ce dispositif prudentiel consiste notamment à renforcer la qualité et la quantité des fonds propres réglementaires requis, à mieux appréhender les risques, à inclure des coussins de fonds propres et des exigences supplémentaires en matière de la liquidité et du levier.

Les fonds propres sont répartis en trois catégories :

- Les fonds propres de base de catégorie 1 ou Common Equity Tier 1 (CET1), déterminés à partir des capitaux propres retraités, notamment de certains instruments de capital qui sont classés en Additional Tier 1 (AT1), et de déductions des immobilisations incorporelles ;
- Les fonds propres de catégorie 1 ou Tier 1, constitués du Common Equity Tier 1 et des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 ou Additional Tier 1 perpétuels ;
- Les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 composés d'instruments subordonnés ayant une maturité minimale à l'émission de 5 ans.

Pour être reconnus en fonds propres, les instruments de catégorie 1 et de catégorie 2 doivent répondre à des critères d'inclusion exigeants. Si d'anciens instruments ne sont pas ou plus éligibles, ils font l'objet d'une clause de "grand-père" permettant de les éliminer des fonds propres de façon progressive.

Les déductions relatives aux participations dans d'autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s'imputent respectivement selon le type de l'instrument sur les montants du CET1, du *Tier 1* (AT1) et du *Tier 2*. Elles s'appliquent également aux détentions dans le secteur des assurances, quand l'établissement ne bénéficie pas de la dérogation conglomérat financier".

En 2020 comme en 2019 et selon la réglementation en vigueur, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine a respecté les exigences réglementaires.

#### 4. Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

##### 4.1. Produits et charges d'intérêts

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Sur les actifs financiers au coût amorti	179 528	188 367
Opérations avec les établissements de crédit	1 975	1 650
Opérations internes au Crédit Agricole	15 822	14 169
Opérations avec la clientèle	157 806	168 084
Opérations de location-financement	-	-
Titres de dettes	3 925	4 464
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	22	-
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Titres de dettes	22	-
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	1 715	678
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
<b>Produits d'intérêts (1) (2)</b>	<b>181 265</b>	<b>189 045</b>
Sur les passifs financiers au coût amorti	-60 129	-77 586
Opérations avec les établissements de crédit	-2 238	-2 222
Opérations internes au Crédit Agricole	-51 065	-55 237
Opérations avec la clientèle	-6 905	-20 133
Opérations de location-financement	-	-
Dettes représentées par un titre	79	6
Dettes subordonnées	-	-
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-17 448	-19 074
Autres intérêts et charges assimilées	-59	-74
<b>Charges d'intérêts</b>	<b>-77 636</b>	<b>-96 734</b>

(1) Dont 3 910 milliers d'euros sur créances dépréciées (Bucket 3) au 31 décembre 2020 contre 3 712 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

(2) Dont 334 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31 décembre 2020 contre 490 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

Les montants d'intérêts négatifs enregistrés en produits d'intérêts et charges d'intérêts sont respectivement de 132 milliers d'euros et 148 milliers d'euros.

##### 4.2. Produits et charges de commissions

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2020			31/12/2019		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 199	-10	1 189	602	-2	600
Sur opérations internes au Crédit Agricole	12 794	-14 600	-1 806	14 516	-12 334	2 182

Sur opérations avec la clientèle	3 671	-1 220	2 451	31 265	-1 247	30 018
Sur opérations sur titres	-	-	-	-	-	-
Sur opérations de change	29	-	29	38	-	38
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	-	-	-	-	-	-
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	110 084	-6 756	103 328	76 227	-6 507	69 720
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	1 227	-37	1 190	1 749	-40	1 709
<b>Total Produits et charges de commissions</b>	<b>129 004</b>	<b>-22 623</b>	<b>106 381</b>	<b>124 397</b>	<b>-20 130</b>	<b>104 267</b>

Les produits et charges de commissions sont portés majoritairement par l'activité « Banque de proximité en France ».

#### 4.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(En milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
Dividendes reçus	-	-
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	-673	-220
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	125	72
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	6 373	1 409
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)	-	-
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	124	136
Résultat de la comptabilité de couverture	103	-253
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>6 052</b>	<b>1 144</b>

(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option concernés

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2020			31/12/2019		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>236 407</b>	<b>-236 032</b>	<b>375</b>	<b>208 237</b>	<b>-208 237</b>	<b>-</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	121 774	-114 233	7 541	116 182	-92 022	24 160
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	114 633	-121 799	-7 166	92 055	-116 215	-24 160
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
<b>Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
<b>Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	<b>42 810</b>	<b>-43 082</b>	<b>-272</b>	<b>32 810</b>	<b>-33 063</b>	<b>-253</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts	22 691	-20 059	2 632	19 841	-12 969	6 872
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	20 119	-23 023	-2 904	12 969	-20 094	-7 125
<b>Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
<b>Total Résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>279 217</b>	<b>-279 114</b>	<b>103</b>	<b>241 047</b>	<b>-241 300</b>	<b>-253</b>

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie, ...) est présenté dans la note 3.4 "Comptabilité de couverture".

**4.4. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables (1)	6 713	11 517
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	5 898	32 077
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>12 611</b>	<b>43 594</b>

(1) Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (Bucket 3) mentionné en note 4.10 « Coût du risque ».

**4.5. Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Titres de dettes	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-
<b>Gains résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Titres de dettes	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-
<b>Pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti (1)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(1) Hors résultat sur décomptabilisation d'instruments de dettes dépréciés (Bucket 3) mentionné en note 4.10 « Coût du risque »

**4.6. Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Titres de dettes	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-
<b>Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Titres de dettes	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-
<b>Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Au 31 décembre 2020, le groupe Crédit Agricole Lorraine n'a pas procédé au reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat.

**4.7. Produits (charges) nets des autres activités**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance	-	-
Autres produits nets de l'activité d'assurance	-	-
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance	-	-
Produits nets des immeubles de placement	104	182
Autres produits (charges) nets	236	155
<b>Produits (charges) nets des autres activités</b>	<b>340</b>	<b>337</b>

**4.8. Charges générales d'exploitation**



<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Charges de personnel	-84 158	-86 721
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	-6 696	-5 292
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-49 209	-50 592
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>-140 063</b>	<b>-142 605</b>

(1) Dont 1 688 milliers d'euros comptabilisés au titre du fonds de résolution au 31 décembre 2020.

#### Honoraires des commissaires aux comptes

La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des commissaires aux comptes des sociétés de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine intégrées globalement est la suivante au titre de 2020 :

Collège des Commissaires aux comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine

<i>(En milliers d'euros hors taxes)</i>	PWC		KPMG		Total 2020
	2020	2019	2020	2019	
<b>Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés</b>	<b>49</b>	<b>55</b>	<b>66</b>	<b>53</b>	<b>115</b>
Emetteur	49	55	66	53	115
Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-
<b>Services autres que la certification des comptes</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>8</b>	<b>16</b>	<b>8</b>
Emetteur	-	3	8	16	8
Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>49</b>	<b>58</b>	<b>74</b>	<b>76</b>	<b>123</b>

Le montant total des honoraires de PricewaterhouseCoopers, commissaire aux comptes de Caisse régionale de Crédit Agricole de Lorraine, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 49 milliers d'euros, dont 49 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine et ses filiales.

Le montant total des honoraires de KPMG, commissaire aux comptes de Caisse régionale de Crédit Agricole de Lorraine, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 74 milliers d'euros, dont 66 milliers d'euros au titre la mission de certification des comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine et ses filiales, et 8 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (missions sur la DPEF, lettres de confort, procédures convenues, attestations, revue de conformité de déclarations fiscales, consultations, etc.).

Autres Commissaires aux comptes intervenant sur les sociétés de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine, consolidées par intégration globale

<i>(En milliers d'euros hors taxes)</i>	Deloitte	
	2020	2019
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	-	3
Services autres que la certification des comptes (1)	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>3</b>

#### 4.8. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>-8 449</b>	<b>-7 798</b>
Immobilisations corporelles (1)	-8 440	-7 783
Immobilisations incorporelles	-9	-15
<b>Dotations (reprises) aux dépréciations</b>	<b>-</b>	<b>122</b>
Immobilisations corporelles	-	-
Immobilisations incorporelles	-	122
<b>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>-8 449</b>	<b>-7 676</b>

(1) Dont 1 463 milliers d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation au 31 décembre 2020.

## 4.9. Coût du risque

(En milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Bucket 1 et Bucket 2) (A)</b>	<b>-15 605</b>	<b>-4 465</b>
<b>Bucket 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir</b>	<b>-17 145</b>	<b>-1 229</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	1	8
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-13 781	-871
Engagements par signature	-3 365	-366
<b>Bucket 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie</b>	<b>1 540</b>	<b>-3 236</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	1 677	-3 051
Engagements par signature	-137	-185
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Bucket 3) (B)</b>	<b>14 790</b>	<b>-1 314</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	15 067	-267
Engagements par signature	-277	-1 047
<b>Autres actifs (C)</b>	<b>-322</b>	<b>210</b>
<b>Risques et charges (D)</b>	<b>7 815</b>	<b>1 049</b>
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (E)= (A)+ (B)+ (C)+ (D)</b>	<b>6 678</b>	<b>-4 520</b>
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-	-
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-730	-941
Récupérations sur prêts et créances comptabilisés au coût amorti	633	1 036
comptabilisés en capitaux propres recyclables	633	1 036
Décotes sur crédits restructurés	-	-
-257	-263	
Pertes sur engagements par signature	-	-1
Autres pertes (1)	-2 893	-393
Autres produits (2)	819	-
<b>Coût du risque</b>	<b>4 250</b>	<b>-5 082</b>

La crise sanitaire n'a pas encore eu d'impacts significatifs sur le coût du risque en 2020. Les risques individuels sont en reprise et les provisions filières ont été renforcées avec une rationalisation de leur nombre qui est passé de 14 à 7. L'encours de provisions non affectées a progressé de 15,8 millions d'euros, la part d'EAD en filière atteint 63% et le taux de couverture passe de 0,48% à la clôture 2019 à 0,61% à la clôture 2020.

La nouvelle définition du défaut n'a pas eu à ce stade d'impacts significatifs sur le coût du risque.

Dont 819 milliers d'euros relatifs à l'appel de la garantie Switch Assurance, versés (ou à payer) à Crédit Agricole S.A. pour combler la baisse de la valeur de mise en équivalence des participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA), ce dernier étant mis en équivalence pour les besoins prudentiels.

Dont 819 milliers d'euros relatifs au retour à meilleure fortune de la garantie Switch Assurance, reçus (ou à recevoir) de Crédit Agricole S.A. suite à la hausse de la valeur de mise en équivalence des participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA), ce dernier étant mis en équivalence pour les besoins prudentiels.

## 4.10. Gains ou pertes nets sur autres actifs

(En milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>	<b>15</b>	<b>-59</b>

Plus-values de cession	24	189
Moins-values de cession	-9	-248
<b>Titres de capitaux propres consolidés</b>	-	-
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	-	-
<b>Produits (charges) nets sur opérations de regroupement</b>	-	-
<b>Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>	<b>15</b>	<b>-59</b>

## 4.11. Impôts

## Charge d'impôt

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Charge d'impôt courant	-24 491	-18 156
Charge d'impôt différé	-614	-357
<b>Total Charge d'impôt</b>	<b>-25 105</b>	<b>-18 513</b>

## Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 31 décembre 2020

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>Base</b>	<b>Taux d'impôt</b>	<b>Impôt</b>
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	84 766	32,02%	-27 142
Effet des différences permanentes		-7,20%	6 103
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			-
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		8,99%	-7 624
Effet de l'imposition à taux réduit			-
Changement de taux			-
Effet des autres éléments		-4,20%	3 558
<b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>		<b>29,62%</b>	<b>-25 105</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2019

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>Base</b>	<b>Taux d'impôt</b>	<b>Impôt</b>
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	86 231	34,43%	-29 689
Effet des différences permanentes		2,92%	-2 519
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			-
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		3,42%	-2 947
Effet de l'imposition à taux réduit			-
Changement de taux			-
Effet des autres éléments		-19,30%	16 642
<b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>		<b>21,47%</b>	<b>-18 513</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2019.

Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>		

<b>Gains et pertes sur écarts de conversion</b>	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
<b>Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</b>	<b>-4 189</b>	<b>-11 951</b>
Ecart de réévaluation de la période	2 525	-426
Transferts en résultat	-6 713	-11 517
Autres variations	-1	-8
<b>Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture</b>	<b>-</b>	<b>70</b>
Ecart de réévaluation de la période	-	70
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>1 082</b>	<b>3 065</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<b>-3 107</b>	<b>-8 816</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>		
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	62	-935
<b>Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en réserves	-	-
Autres variations	-	-
<b>Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables</b>	<b>-56 431</b>	<b>54 080</b>
Ecart de réévaluation de la période	-56 819	54 057
Transferts en réserves	388	-
Autres variations	-	23
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>2 359</b>	<b>-1 585</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>-54 010</b>	<b>51 560</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>-57 117</b>	<b>42 744</b>
Dont part du Groupe	-57 117	42 744
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	-

#### 4.12. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et effets d'impôt

	31/12/2019				Variation			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
<i>(En milliers d'euros)</i>								
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>								
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-	1	-	-	-	-1	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-14 206	3 662	-10 544	-10 543	-4 189	1 082	-3 107	-3 107
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	-14 206	3 662	-10 543	-10 543	-4 189	1 082	-3 108	-3 107
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<b>-14 206</b>	<b>3 662</b>	<b>-10 543</b>	<b>-10 543</b>	<b>-4 189</b>	<b>1 082</b>	<b>-3 108</b>	<b>-3 107</b>
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>								
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-6 560	1 694	-4 866	-4 866	62	-15	47	47
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	227 058	-7 944	219 114	219 114	-56 431	2 374	-54 057	-54 057
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	220 498	-6 250	214 248	214 248	-56 369	2 359	-54 010	-54 010
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>220 498</b>	<b>-6 250</b>	<b>214 248</b>	<b>214 248</b>	<b>-56 369</b>	<b>2 359</b>	<b>-54 010</b>	<b>-54 010</b>
<b>GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>	<b>206 292</b>	<b>-2 588</b>	<b>203 705</b>	<b>203 705</b>	<b>-60 558</b>	<b>3 441</b>	<b>-57 118</b>	<b>-57 117</b>

	31/12/2020			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
<i>(En milliers d'euros)</i>				
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>				
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-18 395	4 744	-13 651	-13 650
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	-18 395	4 744	-13 651	-13 650
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	-	-	-
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<b>-18 395</b>	<b>4 744</b>	<b>-13 651</b>	<b>-13 650</b>
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>				
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-6 498	1 679	-4 819	-4 819
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	-	-	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	170 627	-5 570	165 057	165 057
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	164 129	-3 891	160 238	160 238
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-	-	-
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>164 129</b>	<b>-3 891</b>	<b>160 238</b>	<b>160 238</b>
<b>GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>	<b>145 734</b>	<b>853</b>	<b>146 587</b>	<b>146 588</b>

	31/12/2018				Variation			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
<i>(En milliers d'euros)</i>								
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>								
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-	-	-	-	-	1	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-2 255	579	-1 676	-1 676	-11 951	3 083	-8 868	-8 867
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-70	18	-52	-52	70	-18	52	52
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	-2 325	597	-1 728	-1 728	-11 881	3 065	-8 815	-8 815
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<b>-2 325</b>	<b>597</b>	<b>-1 728</b>	<b>-1 728</b>	<b>-11 881</b>	<b>3 065</b>	<b>-8 815</b>	<b>-8 815</b>
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>								
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-5 625	1 453	-4 172	-4 172	-935	241	-694	-694
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	172 978	-6 118	166 860	166 860	54 080	-1 826	52 254	52 254
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	167 353	-4 665	162 688	162 688	53 145	-1 585	51 560	51 560
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>167 353</b>	<b>-4 665</b>	<b>162 688</b>	<b>162 688</b>	<b>53 145</b>	<b>-1 585</b>	<b>51 560</b>	<b>51 560</b>
<b>GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>	<b>165 028</b>	<b>-4 068</b>	<b>160 960</b>	<b>160 960</b>	<b>41 264</b>	<b>1 480</b>	<b>42 745</b>	<b>42 745</b>

	31/12/2019			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
<i>(En milliers d'euros)</i>				
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>				
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-	1	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-14 206	3 662	-10 544	-10 543
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	-14 206	3 662	-10 543	-10 543
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	-	-	-
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<b>-14 206</b>	<b>3 662</b>	<b>-10 543</b>	<b>-10 543</b>
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>				

Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-6 560	1 694	-4 866	-4 866
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	-	-	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	227 058	-7 944	219 114	219 114
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	220 498	-6 250	214 248	214 248
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-	-	-
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>220 498</b>	<b>-6 250</b>	<b>214 248</b>	<b>214 248</b>
<b>GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>	<b>206 292</b>	<b>-2 588</b>	<b>203 705</b>	<b>203 705</b>

## 5. Informations sectorielles

### Définition des secteurs opérationnels

En application d'IFRS 8, les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par la Direction générale pour le pilotage de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine, l'évaluation des performances et l'affectation des ressources aux secteurs opérationnels identifiés.

Le secteur opérationnel présenté dans le reporting interne correspondant au métier de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine est conforme à la nomenclature en usage au sein du groupe Crédit Agricole S.A. La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine exerce principalement son activité dans le secteur « Banque de proximité » et en France.

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine n'exerçant son activité principalement que sur un secteur et dans une seule zone géographique, une ventilation des agrégats par secteur ou zones géographique n'est pas jugée comme pertinente.

## 6. Notes relatives au bilan

### 6.1. Caisse, banques centrales

(En milliers d'euros)	31/12/2020		31/12/2019	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	43 902	-	45 478	-
Banques centrales	5 139	-	37 493	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>49 041</b>	<b>-</b>	<b>82 971</b>	<b>-</b>

### 6.2. Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

#### Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(En milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	6 889	3 190
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	74 192	25 617
Instruments de capitaux propres	1 313	1 188
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	72 879	24 429
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>81 081</b>	<b>28 807</b>
Dont Titres prêtés	-	-

#### Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(En milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
<b>Instruments de capitaux propres</b>	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
<b>Titres de dettes</b>	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
OPCVM	-	-

<b>Prêts et créances</b>	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-
Créances sur la clientèle	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
<b>Instruments dérivés</b>	<b>6 889</b>	<b>3 190</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>6 889</b>	<b>3 190</b>

Les montants relatifs aux titres reçus en pension livrée comprennent ceux que l'entité est autorisée à redonner en garantie.

#### Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Titres de participation non consolidés	1 313	1 188
<b>Total Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</b>	<b>1 313</b>	<b>1 188</b>

#### Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
<b>Titres de dettes</b>	<b>72 712</b>	<b>24 332</b>
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 449	2 465
OPCVM	70 263	21 867
<b>Prêts et créances</b>	<b>167</b>	<b>97</b>
Créances sur les établissements de crédit	-	-
Créances sur la clientèle	167	97
Titres reçus en pension livrée	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
<b>Total Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI à la juste valeur par résultat</b>	<b>72 879</b>	<b>24 429</b>

#### Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
<b>Prêts et créances</b>	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-
Créances sur la clientèle	-	-
<b>Titres de dettes</b>	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
<b>Total Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	-	-

#### Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	7 993	3 492
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>7 993</b>	<b>3 492</b>

#### Passifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Titres vendus à découvert	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-



Dettes envers la clientèle	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-
Instruments dérivés	7 993	3 492
<b>Valeur au bilan</b>	<b>7 993</b>	<b>3 492</b>

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.2 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

#### Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Au 31 décembre 2020, le groupe Crédit Agricole Lorraine ne détient aucun passif financier à la juste valeur par résultat sur option.  
Instruments dérivés de couverture

L'information détaillée est fournie à la note 3.4 "Comptabilité de couverture".

#### 6.4. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	31/12/2020			31/12/2019		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	381 341	-	-18 396	371 668	-	-14 207
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	1 009 331	184 778	-14 154	1 091 048	235 454	-8 393
<b>Total</b>	<b>1 390 672</b>	<b>184 778</b>	<b>-32 550</b>	<b>1 462 716</b>	<b>235 454</b>	<b>-22 600</b>

#### Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables

	31/12/2020			31/12/2019		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Effets publics et valeurs assimilées	371 341	-	-18 396	371 668	-	-14 207
Obligations et autres titres à revenu fixe	10 000	-	-	-	-	-
<b>Total des titres de dettes</b>	<b>381 341</b>	<b>-</b>	<b>-18 396</b>	<b>371 668</b>	<b>-</b>	<b>-14 207</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
<b>Total des prêts et créances</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>381 341</b>	<b>-</b>	<b>-18 396</b>	<b>371 668</b>	<b>-</b>	<b>-14 207</b>
<b>Impôts sur les bénéfices</b>		-	4 744		-	3 662
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)</b>		-	<b>-13 652</b>		-	<b>-10 545</b>

#### Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

	31/12/2020			31/12/2019		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Actions et autres titres à revenu variable	2 620	-	-	1 721	-	-
Titres de participation non consolidés	1 006 711	184 778	-14 154	1 089 327	235 454	-8 393
<b>Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</b>	<b>1 009 331</b>	<b>184 778</b>	<b>-14 154</b>	<b>1 091 048</b>	<b>235 454</b>	<b>-8 393</b>
<b>Impôts sur les bénéfices</b>		-5 569	-		-7 944	-

<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)</b>		<b>179 209</b>	<b>-14 154</b>		<b>227 510</b>	<b>-8 393</b>
--	--	----------------	----------------	--	----------------	---------------

Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

	31/12/2020			31/12/2019		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés <sup>(1)</sup>	Pertes cumulées réalisées <sup>(1)</sup>	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés <sup>(1)</sup>	Pertes cumulées réalisées <sup>(1)</sup>
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	73	-	-388	-	-	-
<b>Total Placements dans des instruments de capitaux propres</b>	<b>73</b>	<b>-</b>	<b>-388</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Impôts sur les bénéfices</b>		-	-		-	-
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)</b>		-	<b>-388</b>		-	-

**6.5. Actifs financiers au coût amorti**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	714 073	458 448
Prêts et créances sur la clientèle (1)	8 739 635	7 931 570
Titres de dettes	197 814	219 641
<b>Valeur au bilan</b>	<b>9 651 522</b>	<b>8 609 659</b>

(1) Au 31 décembre 2020, dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la COVID19, le montant des encours de prêts garantis par l'Etat (PGE) accordés par la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine s'élève à 227 675 milliers d'euros et celui des reports d'échéances d'encours de prêts à la clientèle à 296 102 milliers d'euros (dont 31 189 milliers d'euros d'échéances d'encours de prêts reportées).

**Prêts et créances sur les établissements de crédit**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et prêts	19 168	16 716
<i>dont comptes ordinaires débiteurs non douteux (1)</i>	13 168	10 216
<i>dont comptes et prêts au jour le jour non douteux (1)</i>	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	48	-
Prêts subordonnés	765	765
Autres prêts et créances	-	-
<b>Valeur brute</b>	<b>19 981</b>	<b>17 481</b>
Dépréciations	-	-
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit</b>	<b>19 981</b>	<b>17 481</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires	459 626	75 541
Titres reçus en pension livrée	9 715	19 298

Comptes et avances à terme	224 751	346 128
Prêts subordonnés	-	-
<b>Total Prêts et créances internes au Crédit Agricole</b>	<b>694 092</b>	<b>440 967</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>714 073</b>	<b>458 448</b>

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie

#### Prêts et créances sur la clientèle

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
<b>Opérations avec la clientèle</b>		
Créances commerciales	3 750	3 625
Autres concours à la clientèle	8 819 412	8 052 196
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-
Avances en comptes courants d'associés	32 461	5 910
Comptes ordinaires débiteurs	34 561	43 048
<b>Valeur brute</b>	<b>8 890 184</b>	<b>8 104 779</b>
Dépréciations	-150 549	-173 209
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle</b>	<b>8 739 635</b>	<b>7 931 570</b>
<b>Opérations de location-financement</b>		
Location-financement immobilier	-	-
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	-	-
<b>Valeur brute</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Dépréciations	-	-
<b>Valeur nette des opérations de location-financement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>8 739 635</b>	<b>7 931 570</b>

#### Titres de dettes

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Effets publics et valeurs assimilées	64 860	66 127
Obligations et autres titres à revenu fixe	132 989	153 626
<b>Total</b>	<b>197 849</b>	<b>219 753</b>
Dépréciations	-35	-112
<b>Valeur au bilan</b>	<b>197 814</b>	<b>219 641</b>

#### 6.6. Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

##### Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2020

	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité									
	Actifs transférés					Passifs associés				
	Valeur comptable	Dont titrisation (non déconsolidante)	Dont pensions livrées	Dont autres	Juste valeur (1)	Valeur comptable	Dont titrisation (non déconsolidante)	Dont pensions livrées	Dont autres	Juste valeur (1)
<i>(En milliers d'euros)</i>										
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>59 979</b>	<b>59 978</b>	<b>1</b>	-	<b>63 083</b>	<b>56 279</b>	<b>56 279</b>	-	<b>56 347</b>
Titres de dettes	1	-	1	-	1	-	-	-	-
Prêts et créances	59 978	59 978	-	-	63 082	56 279	56 279	-	56 347
<b>Total Actifs financiers</b>	<b>59 979</b>	<b>59 978</b>	<b>1</b>	-	<b>63 083</b>	<b>56 279</b>	<b>56 279</b>	-	<b>56 347</b>
<b>Opérations de location-financement</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS</b>	<b>59 979</b>	<b>59 978</b>	<b>1</b>	-	<b>63 083</b>	<b>56 279</b>	<b>56 279</b>	-	<b>56 347</b>

(1) Dans le cas où la "garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés" (IFRS 7.42D.(d)).

(En milliers d'euros)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité	Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
	Juste valeur nette (1)			
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>6 736</b>	-	-	-
Titres de dettes	1	-	-	-
Prêts et créances	6 735	-	-	-
<b>Total Actifs financiers</b>	<b>6 736</b>	-	-	-
<b>Opérations de location-financement</b>	-	-	-	-
<b>TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS</b>	<b>6 736</b>	-	-	-

(1) Dans le cas où la "garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés" (IFRS 7.42D.(d)).

#### Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2019

(En milliers d'euros)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité									
	Actifs transférés					Passifs associés				
	Valeur comptable	Dont titrisation (non déconsolidante)	Dont pensions livrées	Dont autres	Juste valeur (1)	Valeur comptable	Dont titrisation (non déconsolidante)	Dont pensions livrées	Dont autres	Juste valeur (1)
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>41 609</b>	<b>41 609</b>	-	-	<b>43 721</b>	<b>38 201</b>	<b>38 201</b>	-	-	<b>37 893</b>

Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	41 609	41 609	-	-	43 721	38 201	38 201	-	37 893
<b>Total Actifs financiers</b>	<b>41 609</b>	<b>41 609</b>	-	-	<b>43 721</b>	<b>38 201</b>	<b>38 201</b>	-	<b>37 893</b>
<b>Opérations de location-financement</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS</b>	<b>41 609</b>	<b>41 609</b>	-	-	<b>43 721</b>	<b>38 201</b>	<b>38 201</b>	-	<b>37 893</b>

(En milliers d'euros)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité	Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
	Juste valeur nette (1)			
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>5 828</b>	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Prêts et créances	5 828	-	-	-
<b>Total Actifs financiers</b>	<b>5 828</b>	-	-	-
<b>Opérations de location-financement</b>	-	-	-	-
<b>TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS</b>	<b>5 828</b>	-	-	-

(1) Dans le cas où la "garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés" (IFRS 7.42D.(d)).

## Titrisations

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens de l'amendement à IFRS 7. En effet, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine via la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.

Les titrisations consolidées intégralement autosouscrites ne constituent pas un transfert d'actif au sens de la norme IFRS 7.

### Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2020

Au titre de l'exercice 2020, le groupe Crédit Agricole Lorraine n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

### Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2019

Au titre de l'exercice 2019, le groupe Crédit Agricole Lorraine n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

## 6.7. Expositions au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine au risque souverain sont les suivantes :

## Activité bancaire

31/12/2020	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
<i>(En milliers d'euros)</i>							
Arabie Saoudite	-	-	-	-	-	-	-
Argentine	-	-	-	-	-	-	-
Autriche	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	13 537	15 920	30 107	59 564	-	59 564
Brésil	-	-	-	-	-	-	-
Chine	-	-	-	-	-	-	-
Egypte	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	13 027	13 027	-	13 027
Etats-Unis	-	-	5 130	-	5 130	-	5 130
France	-	150 591	156 500	8 420	315 511	-	315 511
Grèce	-	-	-	-	-	-	-
Hong Kong	-	-	-	-	-	-	-
Iran	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	13 290	13 290	-	13 290
Japon	-	-	-	-	-	-	-
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Lituanie	-	-	-	-	-	-	-
Maroc	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Syrie	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-
Venezuela	-	-	-	-	-	-	-
Yémen	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays souverains	-	162 687	193 791	-	356 478	-	356 478
<b>Total</b>	-	<b>326 815</b>	<b>371 341</b>	<b>64 844</b>	<b>763 000</b>	-	<b>763 000</b>

31/12/2019	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
<i>(En milliers d'euros)</i>							
Arabie Saoudite	-	-	-	-	-	-	-
Argentine	-	-	-	-	-	-	-
Autriche	-	4 296	4 114	-	8 410	-4 114	4 296
Belgique	-	13 370	2 775	30 086	46 231	-2 775	43 456
Brésil	-	-	-	-	-	-	-
Chine	-	-	-	-	-	-	-
Egypte	-	-	-	-	-	-	-

Espagne	-	-	-	13 666	13 666	-	13 666
Etats-Unis	-	-	-	-	-	-	-
France	-	171 456	175 969	8 539	355 964	-175 969	179 995
Grèce	-	-	-	-	-	-	-
Hong Kong	-	-	-	-	-	-	-
Iran	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	13 778	13 778	-	13 778
Japon	-	-	-	-	-	-	-
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Lituanie	-	3 469	-	-	3 469	-	3 469
Maroc	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Syrie	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-
Venezuela	-	-	-	-	-	-	-
Yémen	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays souverains	-	86 709	205 553	-	292 262	-202 380	89 882
<b>Total</b>	-	<b>279 300</b>	<b>371 668</b>	<b>66 069</b>	<b>717 037</b>	<b>-368 495</b>	<b>348 542</b>

**Activité d'assurance**

Néant.

**6.8. Passifs financiers au coût amorti**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Dettes envers les établissements de crédit	6 156 052	5 630 885
Dettes envers la clientèle	3 220 914	2 820 077
Dettes représentées par un titre	56 279	37 816
<b>Valeur au bilan</b>	<b>9 433 245</b>	<b>8 488 778</b>

**Dettes envers les établissements de crédit**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et emprunts	6 780	10 175
<i>dont comptes ordinaires créditeurs (1)</i>	5 354	8 929
<i>dont comptes et emprunts au jour le jour (1)</i>	-	-
Valeurs données en pension	-	-
Titres donnés en pension livrée	19 206	-
<b>Total</b>	<b>25 986</b>	<b>10 175</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires créditeurs	146 048	96 132
Titres donnés en pension livrée	9 715	19 347
Comptes et avances à terme	5 974 303	5 505 231
<b>Total</b>	<b>6 130 066</b>	<b>5 620 710</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>6 156 052</b>	<b>5 630 885</b>

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie.

#### Dettes envers la clientèle

(En milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
Comptes ordinaires créditeurs	2 769 717	2 167 986
Comptes d'épargne à régime spécial	37 371	39 318
Autres dettes envers la clientèle	413 826	612 773
Titres donnés en pension livrée	-	-
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	-	-
Dettes nées d'opérations de réassurance	-	-
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et récessionnaires en représentation d'engagements techniques	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>3 220 914</b>	<b>2 820 077</b>

#### Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
Bons de caisse	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-
Titres de créances négociables	-	-
Emprunts obligataires	56 279	37 816
Autres dettes représentées par un titre	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>56 279</b>	<b>37 816</b>

#### 6.9. Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers

##### Compensation – Actifs financiers

Nature des instruments financiers	31/12/2020					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
(En milliers d'euros)				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	6 851	-	6 851	206	-	6 645
Prises en pension de titres (2)	9 763	-	9 763	9 715	-	48
Prêts de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
<b>Total des actifs financiers soumis à compensation</b>	<b>16 614</b>	<b>-</b>	<b>16 614</b>	<b>9 921</b>	<b>-</b>	<b>6 693</b>

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 99 % des dérivés à l'actif à la date d'arrêté.

(2) Le montant des prises en pension de titres soumis à compensation représente 100 % des prises en pension de titres à l'actif à la date d'arrêté.

Nature des instruments financiers	31/12/2019				
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires				
	Montants bruts des	Montants bruts des	Montants nets des	Autres montants compensables sous conditions	Montant net après



(En milliers d'euros)	actifs comptabilis és avant tout effet de compensati on	passifs effectiveme nt compensés comptablem ent	actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	l'ensemble des effets de compensati on
Dérivés (1)	3 561	-	3 561	673	-	2 888
Prises en pension de titres (2)	19 298	-	19 298	19 298	-	-
Prêts de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
<b>Total des actifs financiers soumis à compensation</b>	<b>22 859</b>	<b>-</b>	<b>22 859</b>	<b>19 971</b>	<b>-</b>	<b>2 888</b>

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 100 % de dérivés à l'actif à la date d'arrêté.

(2) Le montant des prises en pension de titres soumis à compensation représente 100 % des prises en pension de titres à l'actif à la date d'arrêté

#### Compensation – Passifs financiers

Nature des instruments financiers	31/12/2020					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation				Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie		
(En milliers d'euros)						
Dérivés (1)	124 213	-	124 213	206	112 905	11 102
Mises en pension de titres (2)	28 921	-	28 921	9 715	-	19 206
Emprunts de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des passifs financiers soumis à compensation	153 134	-	153 134	9 921	112 905	30 308

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 99 % des dérivés au passif à la date d'arrêté.

(2) Le montant des mises en pension de titres soumis à compensation représente 100 % des mises en pension de titres au passif à la date d'arrêté.

Nature des instruments financiers	31/12/2019					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation				Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie		
(En milliers d'euros)						
Dérivés (1)	122 623	-	122 623	673	109 085	12 865
Mises en pension de titres (2)	19 347	-	19 347	19 298	-	49
Emprunts de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-

<b>Total des passifs financiers soumis à compensation</b>	<b>141 970</b>	<b>-</b>	<b>141 970</b>	<b>19 971</b>	<b>109 085</b>	<b>12 914</b>
---	----------------	----------	----------------	---------------	----------------	---------------

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 100 % des dérivés au passif à la date d'arrêté.

(2) Le montant des mises en pension de titres soumis à compensation représente 100 % des mises en pension de titres au passif à la date d'arrêté.

#### 6.10. Actifs et passifs d'impôts courants et différés

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Impôts courants	4 954	7 042
Impôts différés	30 090	27 199
<b>Total Actifs d'impôts courants et différés</b>	<b>35 044</b>	<b>34 241</b>
Impôts courants	4 503	-
Impôts différés	17	3
<b>Total Passifs d'impôts courants et différés</b>	<b>4 520</b>	<b>3</b>

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2020</b>		<b>31/12/2019</b>	
	<b>Impôts différés Actif</b>	<b>Impôts différés Passif</b>	<b>Impôts différés Actif</b>	<b>Impôts différés Passif</b>
<b>Décalages temporaires comptables-fiscaux</b>	<b>24 678</b>	<b>-</b>	<b>26 201</b>	<b>-</b>
Charges à payer non déductibles	505	-	626	-
Provisions pour risques et charges non déductibles	29 519	-	28 238	-
Autres différences temporaires (1)	-5 347	-	-2 663	-
<b>Impôts différés sur réserves latentes</b>	<b>-43</b>	<b>-</b>	<b>-3 396</b>	<b>-</b>
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-826	-	-4 282	-
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-
Gains et pertes sur écarts actuariels	783	-	886	-
Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre	-	-	-	-
<b>Impôts différés sur résultat</b>	<b>5 455</b>	<b>17</b>	<b>4 394</b>	<b>3</b>
<b>Total Impôts différés</b>	<b>30 090</b>	<b>17</b>	<b>27 199</b>	<b>3</b>

(1) La Caisse Régionale de Lorraine n'enregistre pas d'impôts différés au titre de déficits reportables.

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

#### Positions fiscales incertaines et contrôles fiscaux

La Caisse Régionale de Lorraine n'a pas recensé de traitements fiscaux significatifs incertains et n'a pas fait l'objet de redressements fiscaux sur l'exercice 2020.

#### 6.11. Comptes de régularisation actif, passif et divers

##### Comptes de régularisation et actifs divers

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
<b>Autres actifs</b>	<b>181 359</b>	<b>183 826</b>
Comptes de stocks et emplois divers	1 178	1 766
Gestion collective des titres Livret de développement durable	-	-
Débiteurs divers (1)	179 990	181 536
Comptes de règlements	191	524
Capital souscrit non versé	-	-
Autres actifs d'assurance	-	-
Parts des réassureurs dans les provisions techniques	-	-
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>63 007</b>	<b>112 419</b>

Comptes d'encaissement et de transfert	25 712	77 135
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	-	-
Produits à recevoir	36 384	34 245
Charges constatées d'avance	714	642
Autres comptes de régularisation	197	397
<b>Valeur au bilan</b>	<b>244 366</b>	<b>296 245</b>

(1) Dont 1 306 milliers d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution Unique, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

#### Comptes de régularisation et passifs divers

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
<b>Autres passifs (1)</b>	<b>70 717</b>	<b>67 705</b>
Comptes de règlements	-	-
Créditeurs divers	57 459	55 416
Versements restant à effectuer sur titres	8 182	9 446
Autres passifs d'assurance	-	-
Dettes locatives (3)	5 076	2 843
Autres	-	-
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>79 656</b>	<b>85 302</b>
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	2 999	3 609
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	-	-
Produits constatés d'avance	38 206	42 419
Charges à payer	35 368	36 088
Autres comptes de régularisation	3 083	3 186
<b>Valeur au bilan</b>	<b>150 373</b>	<b>153 007</b>

(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.

(2) Les montants sont indiqués en net.

(3) Tenant compte des effets de première application de la décision de l'IFRS IC du 26 novembre 2019 sur la durée des contrats de location IFRS 16, le solde des dettes locatives au bilan aurait été de 5 327 milliers d'euros au 31/12/2019 (Cf. note 1.1 Normes applicables et comparabilité)

#### 6.12. Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées

Sur l'exercice 2020, le groupe Crédit Agricole de Lorraine ne détient pas d'actif non courant destiné à être cédé, ni d'activité abandonnée.

#### 6.13. Co-entreprises et entreprises associées

##### Informations financières des co-entreprises et des entreprises associées

Au 31 décembre 2020, la valeur de mise en équivalence des entreprises associées est nulle, tout comme au 31 décembre 2019. La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine ne détient pas d'intérêts dans des co-entreprises ou des entreprises associées.

#### 6.14. Immeubles de placement

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2019</b>	<b>Variations de périmètre</b>	<b>Augmentations (acquisitions)</b>	<b>Diminutions (cessions)</b>	<b>Ecarts de conversion</b>	<b>Autres mouvements</b>	<b>31/12/2020</b>
Valeur brute	2 045	-	287	-182	-	-	2 150
Amortissements et dépréciations	-1 381	-	-89	-	-	-	-1 470
<b>Valeur au bilan (1)</b>	<b>664</b>	-	<b>198</b>	<b>-182</b>	-	-	<b>680</b>

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2018</b>	<b>Variations de périmètre</b>	<b>Augmentations (acquisitions)</b>	<b>Diminutions (cessions)</b>	<b>Ecarts de conversion</b>	<b>Autres mouvements</b>	<b>31/12/2019</b>
------------------------------	-------------------	--------------------------------	-------------------------------------	-------------------------------	-----------------------------	--------------------------	-------------------

Valeur brute	2 055	-	330	-340	-	-	2 045
Amortissements et dépréciations	-1 478	-	-71	168	-	-	-1 381
<b>Valeur au bilan (1)</b>	<b>577</b>	-	<b>259</b>	<b>-172</b>	-	-	<b>664</b>

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

#### Juste valeur des immeubles de placement

La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût, établie "à dire d'expert", s'élève à 3 444 milliers d'euros au 31 décembre 2020 contre 3 419 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

(En milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	-	-
Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	-	-
Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3	3 444	3 419
<b>Valeur de marché des immeubles de placement</b>	<b>3 444</b>	<b>3 419</b>

Tous les immeubles de placement font l'objet d'une comptabilisation au coût au bilan.

#### 6.15. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

(En milliers d'euros)	31/12/2019	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements (1)	31/12/2020
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	204 554	-	5 633	-1 029	-	2 987	<b>212 145</b>
Amortissements et dépréciations	-158 28	-	-7 844	1 016	-	-513	<b>-165 624</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>46 271</b>	-	<b>-2 211</b>	<b>-13</b>	-	<b>2 474</b>	<b>46 521</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	6 061	-	-	-	-	-	<b>6 061</b>
Amortissements et dépréciations	-6 051	-	-9	-	-	-	<b>-6 060</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>10</b>	-	<b>-9</b>	-	-	-	<b>1</b>

(1) Tenant compte des effets de première application de la décision de l'IFRS IC du 26 novembre 2019 sur la durée des contrats de location IFRS 16, le solde des droits d'utilisation au bilan aurait été de 6 168 milliers d'euros au 31/12/2019 (contre 3 181 milliers d'euros avant application de la décision IFRS IC) (Cf. note 1.1 Normes applicables et comparabilité).

(En milliers d'euros)	31/12/2018	01/01/2019 (1)	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2019
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>								
Valeur brute	197 973	4 149	-	4 053	-1 621	-	-	204 554
Amortissements et dépréciations	-150 506	-1 370	-	-7 783	1 376	-	-	-158 283
<b>Valeur au bilan</b>	<b>47 467</b>	<b>2 779</b>	-	<b>-3 730</b>	<b>-245</b>	-	-	<b>46 271</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>								
Valeur brute	7 529	-8 899	-	24	-122	-	-	6 061
Amortissements et dépréciations	-7 528	8 898	-	-15	122	-	-	-6 051
<b>Valeur au bilan</b>	<b>1</b>	<b>-1</b>	-	<b>9</b>	-	-	-	<b>10</b>

(1) Impact de la comptabilisation du droit d'utilisation dans le cadre de la première application de la norme IFRS 16 Contrats de location.

#### 6.16 Écarts d'acquisition

La Caisse régionale de Lorraine n'enregistre pas d'écarts d'acquisition sur l'exercice 2020.

#### 6.17. Provisions

	31/12/2019	Variation s de périmètr e	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2020
<i>(En milliers d'euros)</i>								
Risques sur les produits épargne-logement	18 504	-	1 749	-	-	-	-	20 253
Risques d'exécution des engagements par signature	8 179	-	31 479	-71	-27 701	-	-	11 886
Risques opérationnels (2)	26 790	-	132	-	-6 727	-	-	20 195
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	3 787	-	443	-	-1 886	-	-402	1 942
Litiges divers (3)	6 847	-	1 996	-752	-3 320	-	-	4 771
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques (4)	3 462	-	1 485	-1 441	-1 262	-	-	2 244
<b>TOTAL</b>	<b>67 569</b>	<b>-</b>	<b>37 284</b>	<b>-2 264</b>	<b>-40 896</b>	<b>-</b>	<b>-402</b>	<b>61 291</b>

(1) Dont 1196 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 746 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

(2) Dont 15 371 milliers d'euros au titre de l'exposition en lien avec certains crédits libellés en devises accordés entre 2006 et 2010 et suite à des décisions de justice défavorable à la Caisse Régionale.

(3) Provisions couvrant des litiges clients et des litiges personnels.

(4) Composée essentiellement par la provision pour charge relative aux intérêts sur DAT à taux progressif.

	31/12/2018	01/01/2019	Variations de périmètr e	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2019
<i>(En milliers d'euros)</i>									
Risques sur les produits épargne-logement	11 625	-	-	6 898	-	-19	-	-	18 504
Risques d'exécution des engagements par signature	6 645	-	-	18 439	-66	-16 839	-	-	8 179
Risques opérationnels (2)	24 708	-	-	9 935	-	-7 853	-	-	26 790
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	3 504	-	-	29	-	-408	-	662	3 787
Litiges divers (3)	10 422	-	-	275	-544	-3 306	-	-	6 847
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques (4)	4 363	-	-	856	-1 271	-486	-	-	3 462
<b>TOTAL</b>	<b>61 267</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>36 432</b>	<b>-1 881</b>	<b>-28 911</b>	<b>-</b>	<b>662</b>	<b>67 569</b>

(1) Dont 2809 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 695 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

(2) Dont 21 317 milliers d'euros au titre de l'exposition en lien avec certains crédits libellés en devises accordés entre 2006 et 2010 et suite à des décisions de justice défavorable à la Caisse Régionale.

(3) Provisions couvrant des litiges clients et des litiges personnels.

(4) Composée essentiellement par la provision pour charge relative aux intérêts sur DAT à taux progressif.

#### Provision épargne-logement :

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	109 251	86 938
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 009 970	956 195
Ancienneté de plus de 10 ans	914 732	931 287
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>2 033 952</b>	<b>1 974 420</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>227 479</b>	<b>206 407</b>

<b>Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>2 261 431</b>	<b>2 180 827</b>
---	------------------	------------------

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2020 pour les données au 31 décembre 2020 et à fin novembre 2019 pour les données au 31 décembre 2019.

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Plans d'épargne-logement	821	1 105
Comptes épargne-logement	3 635	5 238
<b>Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>4 456</b>	<b>6 343</b>

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	156	47
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	10 636	11 130
Ancienneté de plus de 10 ans	9 460	7 327
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>20 252</b>	<b>18 504</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	-	-
<b>Total Provision au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>20 252</b>	<b>18 504</b>

	<b>31/12/2019</b>	<b>Dotations</b>	<b>Reprises</b>	<b>Autres mouvements</b>	<b>31/12/2020</b>
<i>(En milliers d'euros)</i>					
Plans d'épargne-logement	18 504	1 748	-	-	20 252
Comptes épargne-logement	-	-	-	-	-
<b>Total Provision au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>18 504</b>	<b>1 748</b>	-	-	<b>20 252</b>

L'organisation financière du groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe "Relations internes aux Crédit Agricole - mécanismes financiers internes" de la partie "Cadre général".

#### 6.18. Dettes subordonnées

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	-	-

#### 6.19 Capitaux propres

##### Composition du capital au 31 décembre 2020

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit agricole, aux articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires, de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) et de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA).

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du conseil d'administration de la Caisse régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCI et/ou CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II *quater* et *quinquies* de la loi du 10 septembre 1947.

A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les CCI sont émis au profit de titulaires n'ayant pas à justifier de la qualité de sociétaire, et sont librement négociables.

Les CCA ne peuvent en revanche être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

Répartition du capital de la Caisse Régionale (En milliers d'euros)	Nombre de titres au 31/12/2019	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2020	% du capital	% des droits de vote
<b>Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)</b>	-	-	-	-	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>
Dont part du Public	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Dont part Sacam Mutualisation	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Dont part autodétenue	-	-	-	-	0,00%	0,00%
<b>Certificats Coopératifs d'associés (CCA)</b>	<b>531 113</b>	-	-	<b>531 113</b>	<b>25,04%</b>	<b>0,00%</b>
Dont part du Public	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Dont part Crédit Agricole S.A.	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Dont part Sacam Mutualisation	531 113	-	-	531 113	25,04%	0,00%
<b>Parts sociales</b>	<b>1 590 290</b>	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>1 590 290</b>	<b>74,96%</b>	<b>0,00%</b>
Dont 39 Caisses Locales	1 589 911	-	-	1 589 911	74,95%	0,00%
Dont 18 administrateurs de la Caisse régionale	378	21	21	378	0,02%	0,00%
Dont Crédit Agricole S.A.	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Dont Sacam Mutualisation	1	-	-	1	0,00%	0,00%
Dont Autres	-	-	-	-	0,00%	0,00%
<b>Total</b>	<b>2 121 403</b>	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>2 121 403</b>	<b>100,00%</b>	<b>0,00%</b>

La valeur nominale des titres est de 15 euros et le montant total du capital est de 31 821 milliers d'euros.

#### Rémunération par titre de capital

Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu'il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de la Caisse régionale de [...] sont composés de parts sociales, de CCI (le cas échéant) et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées, majorée de deux points, publié par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCI et CCA est quant à elle fixée annuellement par l'Assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action ne sont pas applicables.

#### Dividendes

Au titre de l'exercice 2020, le Conseil d'administration de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine a décidé de proposer à l'Assemblée générale du 26 mars 2021 le paiement d'un dividende par part sociale de 0,25 euros, sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale.

Les intérêts aux parts sociales sont éligibles à la réfaction mentionnée à l'article 158 du C.G.I point 3-2°.

Année de rattachement du dividende	Par CCI	Par CCA	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net	Montant Net
2017	-	7,75	0,20
2018	-	8,54	0,27
2019	-	8,50	0,27
Prévu 2020	-	7,09	0,25

#### Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 5 123 milliers d'euros en 2020.

#### Affectations du résultat et fixation du dividende 2020

L'affectation du résultat la fixation et la mise en paiement du dividende 2020 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil

d'administration à l'Assemblée générale de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine du 26 mars 2021.  
Le texte de la résolution est le suivant :

Le bénéfice distribuable se décompose comme suit :

- Résultat 2020 : 50 093 461,43 €
- Total distribuable : 50 093 461,43 €

L'Assemblée Générale décide d'affecter ce bénéfice distribuable comme suit :

- 393 596,78 € à l'intérêt aux parts sociales au taux de 1,65%
- 3 765 591,17 € à l'intérêt aux certificats coopératifs d'associés, soit 7,09 € par CCA
- 34 450 705,11 € à la réserve légale représentant les 3/4 de l'excédent
- 11 483 568,37 € à la réserve facultative représentant le solde

## 6.20. Participations ne donnant pas le contrôle

La Caisse régionale de Crédit Agricole de Lorraine ne détient pas de participations significatives ne donnant pas le contrôle.

## 6.21. Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les actions et autres titres à revenu variable sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en "Indéterminée".

(En milliers d'euros)	31/12/2020					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	49 041	-	-	-	-	49 041
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	38	1 419	1 102	6 779	71 743	81 081
Instruments dérivés de couverture	-	-	13	15	-	28
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	10 000	177 052	194 289	1 009 331	1 390 672
Actifs financiers au coût amorti	902 885	986 532	3 153 852	4 575 871	32 382	9 651 522
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	21 951					21 951
<b>Total Actifs financiers par échéance</b>	<b>973 915</b>	<b>997 951</b>	<b>3 332 019</b>	<b>4 776 954</b>	<b>1 113 456</b>	<b>11 194 295</b>
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	37	1 411	1 140	5 405	-	7 993
Instruments dérivés de couverture	1	273	9 668	107 339	-	117 281
Passifs financiers au coût amorti	3 938 126	1 570 164	3 013 442	911 513	-	9 433 245
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	327					327
<b>Total Passifs financiers par échéance</b>	<b>3 938 491</b>	<b>1 571 848</b>	<b>3 024 250</b>	<b>1 024 257</b>	<b>-</b>	<b>9 558 846</b>

(En milliers d'euros)	31/12/2019					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	82 971	-	-	-	-	82 971
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	179	54	1 341	4 081	23 152	28 807
Instruments dérivés de couverture	-	-	246	137	-	383
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	154 969	216 699	1 091 048	1 462 716
Actifs financiers au coût amorti	567 623	863 807	2 944 615	4 227 781	5 833	8 609 659
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	20 594					20 594
<b>Total Actifs financiers par échéance</b>	<b>671 367</b>	<b>863 861</b>	<b>3 101 171</b>	<b>4 448 698</b>	<b>1 120 033</b>	<b>10 205 130</b>
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	11	45	1 405	2 031	-	3 492
Instruments dérivés de couverture	-	21	10 527	108 954	-	119 502
Passifs financiers au coût amorti	3 221 600	1 903 561	2 322 301	1 041 316	-	8 488 778
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-



Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	2 233					2 233
<b>Total Passifs financiers par échéance</b>	<b>3 223 844</b>	<b>1 903 627</b>	<b>2 334 233</b>	<b>1 152 301</b>	<b>-</b>	<b>8 614 005</b>

## 7. Avantages au personnel et autres rémunérations

### 7.1. Détail des charges de personnel

(En milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
Salaires et traitements (1)	-46 156	-48 079
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-5 589	-5 495
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	-1 596	-1 627
Autres charges sociales	-17 321	-17 106
Intéressement et participation	-6 010	-7 206
Impôts et taxes sur rémunération	-7 486	-7 208
<b>Total Charges de personnel</b>	<b>-84 158</b>	<b>-86 721</b>

(1) Dont charges relatives aux paiements à base d'actions pour 324 milliers d'euros au 31 décembre 2020 contre 11 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

Dont indemnités liées à la retraite pour 428 milliers d'euros au 31 décembre 2020 contre 461 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

Dont médailles du travail pour 23 milliers d'euros au 31 décembre 2020 contre 29 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

Les salaires et traitements comprennent les charges relatives aux paiements à base d'actions pour les montants suivants :

- Au titre de l'augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe Crédit Agricole, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine a comptabilisé une charge correspond à l'avantage consenti aux salariés de 324 milliers d'euros au 31 décembre 2020 contre 11 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

### 7.2. Effectif moyen de la période

Effectif moyen	31/12/2020	31/12/2019
France	1 159	1 179
Étranger	-	-
<b>Total</b>	<b>1 159</b>	<b>1 179</b>

### 7.3. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

### 7.4. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

#### Variation dette actuarielle

(En milliers d'euros)	31/12/2020			31/12/2019
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<b>Dette actuarielle au 31/12/N-1</b>	<b>26 269</b>	<b>-</b>	<b>26 269</b>	<b>26 643</b>
Ecart de change	-	-	-	-
Coût des services rendus sur l'exercice	1 383	-	1 383	1 615
Coût financier	251	-	251	371
Cotisations employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-1 889	-	-1 889	-2 146
Variations de périmètre	-158	-	-158	-102
Prestations versées (obligatoire)	-1 109	-	-1 109	-1 071
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	-797	-	-797	-602

Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	811	-	811	1 561
<b>Dette actuarielle au 31/12/N</b>	<b>24 761</b>	<b>-</b>	<b>24 761</b>	<b>26 269</b>

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

#### Détail de la charge comptabilisée au résultat

	31/12/2020			31/12/2019
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Coût des services	-506	-	-506	-531
Charge/produit d'intérêt net	131	-	131	395
<b>Impact en compte de résultat de l'exercice</b>	<b>-375</b>	<b>-</b>	<b>-375</b>	<b>-136</b>

#### Détail des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables

	31/12/2020			31/12/2019
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Réévaluation du passif (de l'actif) net				
<b>Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables au 31/12/N-1</b>	<b>6 563</b>	<b>-</b>	<b>6 563</b>	<b>5 626</b>
Ecart de change	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	-77	-	-77	-22
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	-797	-	-797	-602
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	811	-	811	1 561
Ajustement de la limitation d'actifs	-	-	-	-
<b>Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables au 31/12/N</b>	<b>-63</b>	<b>-</b>	<b>-63</b>	<b>937</b>

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

#### Variation de juste valeur des actifs

	31/12/2020			31/12/2019
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<i>(En milliers d'euros)</i>				
<b>Juste valeur des actifs au 31/12/N-1</b>	<b>23 205</b>	<b>-</b>	<b>23 205</b>	<b>23 834</b>
Ecart de change	-	-	-	-
Intérêt sur l'actif (produit)	120	-	120	-24
Gains/(pertes) actuariels	77	-	77	22
Cotisations payées par l'employeur	1 430	-	1 430	545
Cotisations payées par les employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variations de périmètre	-158	-	-158	-101
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Prestations payées par le fonds	-1 109	-	-1 109	-1 071
<b>Juste valeur des actifs au 31/12/N</b>	<b>23 565</b>	<b>-</b>	<b>23 565</b>	<b>23 205</b>

#### Variation de juste valeur des droits à remboursement

	31/12/2020	31/12/2019
--	------------	------------

	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<i>(En milliers d'euros)</i>				
<b>Juste valeur des droits à remboursement au 31/12/N-1</b>	-	-	-	-
Ecart de change	-	-	-	-
Intérêts sur les droits à remboursement (produit)	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels	-	-	-	-
Cotisations payées par l'employeur	-	-	-	-
Cotisations payées par les employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Prestations payées par le fonds	-	-	-	-
<b>Juste valeur des droits à remboursement au 31/12/N</b>	-	-	-	-

**Position nette**

	31/12/2020			31/12/2019
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<i>(En milliers d'euros)</i>				
<b>Dette actuarielle fin de période</b>	<b>24 761</b>	-	<b>24 761</b>	<b>26 269</b>
Impact de la limitation d'actifs	-	-	-	-
Juste valeur des actifs fin de période	-23 565	-	-23 565	-23 205
<b>Position nette (passif) / actif fin de période</b>	<b>1 196</b>	-	<b>1 196</b>	<b>3 064</b>

**Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles**

	31/12/2020		31/12/2019	
	Zone euro	Hors zone euro	Zone euro	Hors zone euro
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Taux d'actualisation (1)	0,36%	0,00%	0,96%	0,00%
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	1,15%	0,00%	1,18%	0,00%
Taux attendus d'augmentation des salaires (2)	3,05%	0,00%	3,17%	0,00%
Taux d'évolution des coûts médicaux	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Autres (à détailler)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

(1) Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation du personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iboxx AA.

(2) Suivant les populations concernées (cadres ou non cadres).

**Information sur les actifs des régimes - Allocations d'actifs (1)**

	Zone euro			Hors zone euro			Toutes zones		
	en %	En montant	dont coté	en %	En montant	dont coté	en %	En montant	dont coté
<i>(En milliers d'euros)</i>									
Actions	10,61%	-2 500	-	0,00%	-	-	10,61%	-2 500	-
Obligations	81,89%	-19 300	-	0,00%	-	-	81,89%	-19 300	-
Immobilier	0,00%	-		0,00%	-		0,00%	-	
Autres actifs	7,50%	-1 767		0,00%	-		7,50%	-1 767	

(1) Dont juste valeur des droits à remboursement.

Au 31 décembre 2020, les taux de sensibilité démontrent que :

- Une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 2,77 % ;
- Une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 2,98 %.

## 7.5. Autres avantages sociaux

Les provisions constituées par la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine au titre de ces autres engagements sociaux s'élèvent à 746 milliers d'euros à la fin de l'exercice 2020.

Par ailleurs, les salariés de la Caisse régionale Lorraine bénéficient d'une participation et d'un intéressement. La provision constituée au titre de ces engagements s'élève à 8 635 milliers d'euros à la fin de l'exercice 2020.

## 7.6. Paiements à base d'actions

La charge comptabilisée par la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine au titre de paiements à base d'actions correspond à l'augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe Crédit Agricole.

A ce titre, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine a comptabilisé une charge correspond à l'avantage consenti aux salariés de 324 milliers d'euros au 31 décembre 2020 contre 11 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

Cet avantage se définit comme le montant de la décote obtenue, par rapport au prix de marché, de laquelle est déduit un coût d'indisponibilité, calculé pour compenser le fait que le salarié ne puisse pas vendre en principe avant le 1er juin 2025.

## 7.7. Rémunérations de dirigeants

Le montant global des rémunérations allouées pendant l'exercice, à l'ensemble des membres du Conseil d'Administration et du Comité de Direction s'élève à 2 147 421 €.

## 8. Contrats de location

### 8.1. Contrats de location dont le Groupe est preneur

Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

(En milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
Immobilisations corporelles détenues en propre	41 499	43 449
Droits d'utilisation des contrats de location	5 022	2 822
<b>Total Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>46 521</b>	<b>46 271</b>

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine est également preneuse dans des contrats de location de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs, ...) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation et de dette locative sur ces contrats.

### Variation des actifs au titre du droit d'utilisation

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine est preneuse de nombreux actifs dont des bureaux et des agences.

Les informations relatives aux contrats dont la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine est preneuse sont présentés ci-dessous :

(En milliers d'euros)	31/12/2019	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements (1)	31/12/2020
<b>Immobilier</b>							
Valeur brute	4 551	-	593	-	-	2 987	8 131
Amortissements et dépréciations	-1 729	-	-867	-	-	-513	-3 109
<b>Total Immobilier</b>	<b>2 822</b>	<b>-</b>	<b>-274</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 474</b>	<b>5 022</b>
<b>Mobilier</b>							
Valeur brute	-	-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total Mobilier</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Droits d'utilisation</b>	<b>2 822</b>	<b>-</b>	<b>-274</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 474</b>	<b>5 022</b>

(1) Tenant compte des effets de première application de la décision de l'IFRS IC du 26 novembre 2019 sur la durée des contrats de location IFRS 16, le solde des droits d'utilisation au bilan aurait été de 6 168 milliers d'euros au 31/12/2019 (Cf. note 1.1 Normes applicables et comparabilité).

(En milliers d'euros)	01/01/2019	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2019
<b>Immobilier</b>							

Valeur brute	4 149	-	402	-	-	-	4 551
Amortissements et dépréciations	-1 370	-	-359	-	-	-	-1 729
<b>Total Immobilier</b>	<b>2 779</b>	-	<b>43</b>	-	-	-	<b>2 822</b>
<b>Mobilier</b>							
Valeur brute		-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations		-	-	-	-	-	-
<b>Total Mobilier</b>		-	-	-	-	-	-
<b>Total Droits d'utilisation</b>	<b>2 779</b>	-	<b>43</b>	-	-	-	<b>2 822</b>

**Echéancier des dettes locatives**

	31/12/2020			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
(En milliers d'euros)				
<b>Dettes locatives</b>	<b>951</b>	<b>2 999</b>	<b>1 126</b>	<b>5 076</b>

	31/12/2019			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
(En milliers d'euros)				
<b>Dettes locatives</b>	<b>369</b>	<b>1 381</b>	<b>1 093</b>	<b>2 843</b>

**Détail des charges et produits de contrats de location**

(En milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
Charges d'intérêts sur dettes locatives	-59	-27
<b>Total Intérêts et charges assimilées (PNB)</b>	<b>-59</b>	<b>-27</b>
Charges relatives aux contrats de location court terme	-56	-642
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur	-571	-330
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette	-	-
Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation	-	-
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail	-	-
Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location	2	-
<b>Total Charges générales d'exploitation</b>	<b>-625</b>	<b>-972</b>
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-1 463	-359
<b>Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles</b>	<b>-1 463</b>	<b>-359</b>
<b>Total Charges et produits de contrats de location</b>	<b>-2 147</b>	<b>-1 358</b>

**Montants des flux de trésorerie de la période**

(En milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
<b>Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location</b>	<b>-1 465</b>	<b>-1 455</b>

**8.2. Contrats de location dont le Groupe est bailleur**

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine propose à ses clients des activités de location qui prennent la forme de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat, de location financière, ou de location longue durée. Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur.

Les autres contrats de location sont classés en location simple.

**Produits de contrats de location**

(En milliers d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
-----------------------	------------	------------

<b>Location-financement</b>	-	-
Profits ou pertes réalisés sur la vente	-	-
Produits financiers tirés des créances locatives	-	-
Produits des paiements de loyers variables	-	-
<b>Location simple</b>	<b>395</b>	<b>512</b>
Produits locatifs	395	512

**Echéancier des paiements de loyers à recevoir**

	31/12/2020						
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Paiements de loyers à recevoir	Produits d'intérêts à recevoir	Valeur résiduelle actualisée	Créances location- financement
<i>(En milliers d'euros)</i>							
<b>Contrats de location-financement</b>	-	-	-	-	-	-	-

  

	31/12/2019						
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Paiements de loyers à recevoir	Produits d'intérêts à recevoir	Valeur résiduelle actualisée	Créances location- financement
<i>(En milliers d'euros)</i>							
<b>Contrats de location-financement</b>	-	-	-	-	-	-	-

L'échéance des contrats de location correspond à leur date de maturité résiduelle.  
Le montant par échéance correspond au montant contractuel non actualisé.

**9. Engagements de financement et de garantie et autres garanties****Engagements donnés et reçus**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
<b>Engagements donnés</b>	<b>1 193 970</b>	<b>1 191 048</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>834 186</b>	<b>777 742</b>
Engagements en faveur des établissements de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle	834 186	777 742
Ouverture de crédits confirmés	377 618	342 177
<i>Ouverture de crédits documentaires</i>	<i>2 659</i>	<i>1 174</i>
<i>Autres ouvertures de crédits confirmés</i>	<i>374 959</i>	<i>341 003</i>
Autres engagements en faveur de la clientèle	456 568	435 565
<b>Engagements de garantie</b>	<b>359 784</b>	<b>413 306</b>
Engagements d'ordre des établissements de crédit	142 128	204 925
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	113	-
Autres garanties (1)	142 015	204 925
Engagements d'ordre de la clientèle	217 656	208 381
Cautions immobilières	-	43
Autres garanties d'ordre de la clientèle	217 656	208 338
<b>Engagements sur titres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Titres à livrer	-	-
<b>Engagements reçus</b>	<b>6 778 666</b>	<b>5 994 287</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>16 281</b>	<b>19 569</b>
Engagements reçus des établissements de crédit	16 281	19 569
Engagements reçus de la clientèle	-	-
<b>Engagements de garantie</b>	<b>6 756 385</b>	<b>5 974 718</b>

Engagements reçus des établissements de crédit	371 705	361 773
Engagements reçus de la clientèle	6 384 680	5 612 945
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées (2)	272 286	76 932
Autres garanties reçues	6 112 394	5 536 013
<b>Engagements sur titres</b>	<b>6 000</b>	-
Titres à recevoir	6 000	-

(1) Dont 129 005 milliers d'euros relatifs à la garantie Switch Assurance suite à la résiliation anticipée partielle du 2 mars 2020.

(2) Dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine a accordé des prêts pour lesquels elle a reçu des engagements de garantie de l'Etat français (PGE). Au 31 décembre 2020, le montant de ces engagements de garantie reçus s'élève à 205 431 milliers d'euros.

#### Instruments financiers remis et reçus en garantie

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
<b>Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)</b>		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	4 306 731	2 103 501
Titres prêtés	-	-
Dépôts de garantie sur opérations de marché	-	-
Autres dépôts de garantie	-	-
Titres et valeurs donnés en pension	28 921	19 347
<b>Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie</b>	<b>4 335 652</b>	<b>2 122 848</b>
<b>Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie</b>		
Autres dépôts de garantie	-	-
<b>Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>		
Titres empruntés	-	-
Titres et valeurs reçus en pension	9 975	19 888
Titres vendus à découvert	-	-
<b>Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>	<b>9 975</b>	<b>19 888</b>

Au 31 décembre 2020, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine a utilisé les titres souscrits auprès des "FCT Crédit Agricole Habitat" 2015 et 2019 comme dispositif de refinancement via des opérations de repo de titres.

#### Créances apportées en garantie

Au cours de l'année 2020, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine a apporté 4 306 731 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 2 103 501 milliers d'euros en 2019. La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine a apporté :

- 3 345 333 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 1 126 791 milliers d'euros en 2019 ;
- 142 804 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 147 994 milliers d'euros en 2019 ;
- 818 594 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 828 716 milliers d'euros en 2019.

#### Garanties détenues et actifs reçus en garantie

La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

Les garanties détenues par la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine et qu'elle est autorisée à vendre ou à redonner en garantie sont non significatives et l'utilisation de ces garanties ne fait pas l'objet d'une politique systématisée étant donné son caractère marginal dans le cadre de l'activité de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine.

La politique de l'établissement consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties.

Au cours de la période, les actifs que la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine a obtenus par prise de possession de garantie et détenus à la date de clôture s'élèvent à 18 milliers d'euros, selon la répartition suivante :

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
------------------------------	-------------------	-------------------

Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-
Immobilisations corporelles	-	-
Immeubles de placement	-	-
Instruments de capitaux propres et de dettes	-	-
Autres	18	40
<b>Total Actifs obtenus par prise de possession de garantie</b>	<b>18</b>	<b>40</b>

## 10. Reclassements d'instruments financiers

### Principes retenus par le groupe Crédit Agricole

Les reclassements ne sont effectués que dans des circonstances rares résultant d'une décision prise par la Direction Générale de l'entité à la suite de changements internes ou externes : changements importants par rapport à l'activité de l'entité.

### Reclassements effectués par la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine n'a pas opéré en 2020 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS 9.

## 11. Juste valeur des instruments financiers

**La juste valeur** est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion "d'exit price").

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de *Credit Default Swaps* (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- Des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- Des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- Des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- Des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- Des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

### 11.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

#### Actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

(En milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2020	Juste valeur au 31/12/2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan</b>					



<b>Prêts et créances</b>	<b>9 453 708</b>	<b>9 896 540</b>	-	<b>1 106 838</b>	<b>8 789 702</b>
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	<b>714 073</b>	<b>716 276</b>	-	<b>716 276</b>	-
Comptes ordinaires et prêts JJ	472 794	472 784	-	472 784	-
Comptes et prêts à terme	230 751	232 762	-	232 762	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	9 763	9 975	-	9 975	-
Prêts subordonnés	765	755	-	755	-
Autres prêts et créances	-	-	-	-	-
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	<b>8 739 635</b>	<b>9 180 264</b>	-	<b>390 562</b>	<b>8 789 702</b>
Créances commerciales	3 750	3 666	-	-	3 666
Autres concours à la clientèle	8 680 224	9 109 630	-	323 594	8 786 036
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés	-	-	-	-	-
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-	-	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-	-	-	-
Avances en comptes courants d'associés	32 461	32 385	-	32 385	-
Comptes ordinaires débiteurs	23 200	34 583	-	34 583	-
<b>Titres de dettes</b>	<b>197 814</b>	<b>234 917</b>	<b>65 975</b>	<b>168 942</b>	-
Effets publics et valeurs assimilées	64 844	65 975	65 975	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	132 970	168 942	-	168 942	-
<b>Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>9 651 522</b>	<b>10 131 457</b>	<b>65 975</b>	<b>1 275 780</b>	<b>8 789 702</b>

	Valeur au bilan au 31/12/2019	Juste valeur au 31/12/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(En milliers d'euros)</i>					
<b>Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan</b>					
<b>Prêts et créances</b>	<b>8 390 018</b>	<b>8 626 302</b>	-	<b>8 582 204</b>	<b>44 098</b>
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	<b>458 448</b>	<b>466 284</b>	-	<b>466 284</b>	-
Comptes ordinaires et prêts JJ	85 757	86 815	-	86 815	-
Comptes et prêts à terme	352 628	358 821	-	358 821	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	19 298	19 888	-	19 888	-
Prêts subordonnés	765	760	-	760	-
Autres prêts et créances	-	-	-	-	-
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	<b>7 931 570</b>	<b>8 160 018</b>	-	<b>8 115 920</b>	<b>44 098</b>
Créances commerciales	3 351	3 351	-	3 351	-
Autres concours à la clientèle	7 891 628	8 107 817	-	8 063 719	44 098
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés	-	-	-	-	-
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-	-	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-	-	-	-
Avances en comptes courants d'associés	5 910	5 833	-	5 833	-
Comptes ordinaires débiteurs	30 681	43 017	-	43 017	-

<b>Titres de dettes</b>	<b>219 641</b>	<b>226 714</b>	<b>225 983</b>	<b>731</b>	<b>-</b>
Effets publics et valeurs assimilées	66 069	67 486	67 486	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	153 572	159 228	158 497	731	-
<b>Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>8 609 659</b>	<b>8 853 016</b>	<b>225 983</b>	<b>8 582 935</b>	<b>44 098</b>

**Passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur**

	Valeur au bilan au 31/12/2020	Juste valeur au 31/12/2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(En milliers d'euros)</i>					
<b>Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan</b>					
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>6 156 052</b>	<b>6 131 384</b>	-	<b>6 131 384</b>	-
Comptes ordinaires et emprunts JJ	151 402	151 402	-	151 402	-
Comptes et emprunts à terme	5 975 729	5 951 061	-	5 951 061	-
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	28 921	28 921	-	28 921	-
<b>Dettes envers la clientèle</b>	<b>3 220 914</b>	<b>3 213 837</b>	-	<b>3 176 466</b>	<b>37 371</b>
Comptes ordinaires créditeurs	2 769 717	2 770 246	-	2 770 246	-
Comptes d'épargne à régime spécial	37 371	37 371	-	-	37 371
Autres dettes envers la clientèle	413 826	406 220	-	406 220	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	-	-	-	-	-
Dettes nées d'opérations de réassurance	-	-	-	-	-
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques	-	-	-	-	-
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>56 279</b>	<b>58 864</b>	-	<b>58 864</b>	-
<b>Dettes subordonnées</b>	-	-	-	-	-
<b>Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>9 433 245</b>	<b>9 404 085</b>	-	<b>9 366 714</b>	<b>37 371</b>

	Valeur au bilan au 31/12/2019	Juste valeur au 31/12/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(En milliers d'euros)</i>					
<b>Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan</b>					
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>5 630 885</b>	<b>5 736 977</b>	-	<b>5 736 977</b>	-
Comptes ordinaires et emprunts JJ	105 061	105 061	-	105 061	-
Comptes et emprunts à terme	5 506 477	5 612 604	-	5 612 604	-
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	19 347	19 312	-	19 312	-
<b>Dettes envers la clientèle</b>	<b>2 820 077</b>	<b>2 819 591</b>	-	<b>2 780 273</b>	<b>39 318</b>

Comptes ordinaires créditeurs	2 167 986	2 169 044	-	2 169 044	-
Comptes d'épargne à régime spécial	39 318	39 318	-	-	39 318
Autres dettes envers la clientèle	612 773	611 229	-	611 229	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	-	-	-	-	-
Dettes nées d'opérations de réassurance	-	-	-	-	-
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques	-	-	-	-	-
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>37 816</b>	<b>37 893</b>	<b>37 893</b>	-	-
<b>Dettes subordonnées</b>	-	-	-	-	-
<b>Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>8 488 778</b>	<b>8 594 461</b>	<b>37 893</b>	<b>8 517 250</b>	<b>39 318</b>

## 11.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

**Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).**

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

### Actifs financiers valorisés à la juste valeur

	31/12/2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(En milliers d'euros)</i>				
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>6 889</b>	-	<b>6 889</b>	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Instruments dérivés	6 889	-	6 889	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>74 192</b>	<b>59 291</b>	<b>12 452</b>	<b>2 449</b>
<b>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</b>	<b>1 313</b>	-	<b>1 313</b>	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-

Titres de participation non consolidés	1 313	-	1 313	-
<b>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</b>	<b>72 879</b>	<b>59 291</b>	<b>11 139</b>	<b>2 449</b>
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	167	-	167	-
Titres de dettes	72 712	59 291	10 972	2 449
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 449	-	-	2 449
OPCVM	70 263	59 291	10 972	-
<b>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</b>	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
<b>Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>1 390 672</b>	<b>5 000</b>	<b>1 375 672</b>	<b>10 000</b>
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	1 009 331	5 000	1 004 331	-
Actions et autres titres à revenu variable	2 620	-	2 620	-
Titres de participation non consolidés	1 006 711	5 000	1 001 711	-
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	381 341	-	371 341	10 000
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	381 341	-	371 341	10 000
Effets publics et valeurs assimilées	371 341	-	371 341	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	10 000	-	-	10 000
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>28</b>	-	<b>28</b>	-
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR</b>	<b>1 471 781</b>	<b>64 291</b>	<b>1 395 041</b>	<b>12 449</b>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
<b>TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX</b>		-	-	-

	31/12/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(En milliers d'euros)</i>				
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>3 190</b>	-	<b>3 190</b>	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-

Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Instruments dérivés	3 190	-	3 190	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>25 617</b>	<b>10 337</b>	<b>12 815</b>	<b>2 465</b>
<b>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</b>	<b>1 188</b>	-	<b>1 188</b>	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	1 188	-	1 188	-
<b>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</b>	<b>24 429</b>	<b>10 337</b>	<b>11 627</b>	<b>2 465</b>
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	97	-	97	-
Titres de dettes	24 332	10 337	11 530	2 465
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 465	-	-	2 465
OPCVM	21 867	10 337	11 530	-
<b>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</b>	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
<b>Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>1 462 716</b>	<b>5 000</b>	<b>1 457 716</b>	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	1 091 048	5 000	1 086 048	-
Actions et autres titres à revenu variable	1 721	-	1 721	-
Titres de participation non consolidés	1 089 327	5 000	1 084 327	-
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	371 668	-	371 668	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	371 668	-	371 668	-
Effets publics et valeurs assimilées	371 668	-	371 668	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>383</b>	-	<b>383</b>	-
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR</b>	<b>1 491 906</b>	<b>15 337</b>	<b>1 474 104</b>	<b>2 465</b>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	

<b>TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX</b>		-	-	-
---	--	---	---	---

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

	31/12/2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(En milliers d'euros)</i>				
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>7 993</b>	-	<b>7 993</b>	-
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	7 993	-	7 993	-
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	<b>-</b>	-	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>117 281</b>	-	<b>117 281</b>	-
<b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>125 274</b>	-	<b>125 274</b>	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		-	-	-

	31/12/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(En milliers d'euros)</i>				
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>3 492</b>	-	<b>3 492</b>	-
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	3 492	-	3 492	-
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	<b>-</b>	-	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>119 502</b>	-	<b>119 502</b>	-
<b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>122 994</b>	-	<b>122 994</b>	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		-	-	-

**Changements de modèles de valorisation**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole de Lorraine n'a pas réalisé de changements de modèles de valorisation sur l'exercice 2020.

**Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3**

Les instruments financiers valorisés selon le modèle de niveau 3 correspondent principalement à la valorisation des titres TSDI PREDICA (pour 2 448 milliers d'euros au 31 décembre 2020) qui est communiquée mensuellement par CACEIS à la Caisse régionale de Lorraine et sert de base pour la mise à jour de la valorisation à la juste valeur par résultat, ainsi que la valorisation de billets de trésorerie KORIAN correspondant au prix d'achat (pour 10 000 milliers d'euros).

Il n'y a pas eu d'achat ou de vente sur les titres TSDI PREDICA au cours de l'exercice.

Il n'y a pas eu de transfert vers ou depuis hors de la catégorie de niveau 3.

### Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

#### Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Tableau 1 sur 3	Total Actifs financiers valorisés à la juste Valeur selon le niveau 3	Actifs financiers détenus à des fins de transaction			
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension
(En milliers d'euros)					
<b>Solde de clôture (31/12/2019)</b>	<b>2 465</b>	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	(5)	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	(5)	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-
Achats de la période	9 989	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-
<b>Solde de clôture (31/12/2020)</b>	<b>12 449</b>	-	-	-	-

Tableau 1 sur 3	Actifs financiers détenus à des fins de transaction					
	Titres détenus à des fins de transaction					Instrument s dérivés
	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	OPCVM	Actions et autres titres à revenu variable	Titres détenus à des fins de transaction	
(En milliers d'euros)						
<b>Solde de clôture (31/12/2019)</b>	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-

Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-
<b>Solde de clôture (31/12/2020)</b>	-	-	-	-	-

Tableau 2 sur 3	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat									
	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat		Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI							
			Actions et autres titres à revenu variable	Titres de participation non consolidés	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres de dettes	
	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe							OPCVM	Titres de dettes
(En milliers d'euros)										
Solde de clôture (31/12/2019)	-	-	-	-	-	-	-	2 465	-	2 465
Gains /pertes de la période (1)	-	-	-	-	-	-	-	-16	-	-16
Comptabilisés en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-16	-	-16
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture (31/12/2020)	-	-	-	-	-	-	-	2 449	-	2 449

Tableau 2 sur 3	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat									
	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat		Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI							
	Actions et autres titres à revenu variable	Titres de participation non consolidés	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres de dettes			
							Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	OPCVM	Titres de dettes
(En milliers d'euros)										
Solde de clôture (31/12/2019)	-	-	-	-	-	-	-	2 465	-	2 465
Gains /pertes de la période (1)	-	-	-	-	-	-	-	-16	-	-16



Comptabilisés en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-16	-	-16
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Solde de clôture (31/12/2020)</b>	-	-	-	-	-	-	-	<b>2 449</b>	-	<b>2 449</b>

Tableau 3 sur 3	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres			
	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		Instruments de dettes comptabilisés en à la juste valeur par capitaux propres recyclables	
	Actions et autres titres à revenu variable	Titres de participation non consolidés	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle
(En milliers d'euros)				
<b>Solde de clôture (31/12/2019)</b>	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-
Achats de la période	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-
<b>Solde de clôture (31/12/2020)</b>	-	-	-	-

Tableau 3 sur 3	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres			Instruments dérivés de couverture
	Instruments de dettes comptabilisés en à la juste valeur par capitaux propres recyclables			
	Titres de dettes			
	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Titres de dettes	
(En milliers d'euros)				
Solde de clôture (31/12/2019)	-	-	-	
Gains /pertes de la période (1)	-	11	11	
Comptabilisés en résultat	-	11	11	

Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-
Achats de la période	-	9 989	9 989	-
Ventes de la période	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-
<b>Solde de clôture (31/12/2020)</b>	-	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	-

(1) ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

<b>Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture</b>	<b>-12</b>
Comptabilisés en résultat	-12
Comptabilisés en capitaux propres	-

Passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

	Total	Passifs financiers détenus à des fins de transaction						Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	Instruments dérivés de couverture
		Titres vendus à découvert	Titres donnés en pension livrée	Dettes représentées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Dettes envers les clients	Instruments dérivés		
(En milliers d'euros)									
Solde de clôture (31/12/2019)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture (31/12/2020)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des passifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

<b>Gains/ pertes de la période provenant des passifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture</b>	-
Comptabilisés en résultat	-
Comptabilisés en capitaux propres	-

Les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction et à la juste valeur par résultat sur option et aux instruments dérivés sont enregistrés en "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat" ; les gains et

pertes comptabilisés en résultat liés aux actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont enregistrés en "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres".

### Analyse de sensibilité des instruments financiers valorisés sur un modèle de valorisation de niveau 3

S'agissant des titres de dettes TSDI PREDICA sur une entité du Groupe, la juste valeur est comptabilisée sur la base des éléments communiqués par PREDICA en date d'arrêté.

La valorisation de billets de trésorerie KORIAN correspondant au prix d'achat.

## 12. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2020

### Date de clôture

Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont établis à la même date que celle des états financiers du Groupe à l'exception des entités suivantes :

(Entités)	Nature du contrôle	Date de clôture des états financiers utilisés	Motivation
FORCE LORRAINE DUO	Exclusif de droit	16/12/2020	Clôture anticipée

### 12.1 Information sur les filiales

#### 12.1.1. Restrictions sur les entités contrôlées

Des dispositions réglementaires, légales ou contractuelles peuvent limiter la capacité de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine à avoir librement accès aux actifs de ses filiales et à régler les passifs de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine.

La Caisse régionale de Crédit Agricole de Lorraine n'est pas soumise à des restrictions sur les entités contrôlées au 31 décembre 2020.

#### Contraintes réglementaires

Les filiales de la Caisse régionale de Crédit Agricole de Lorraine sont soumises à la réglementation prudentielle et à des exigences de fonds propres réglementaires dans les pays dans lesquels elles sont implantées. Le maintien de fonds propres minimaux (ratio de solvabilité), d'un ratio de levier et de ratios de liquidité limite la capacité de ces entités à distribuer des dividendes ou à transférer des actifs à la Caisse régionale de Crédit Agricole de Lorraine.

#### Contraintes légales

Les filiales de la Caisse régionale de Crédit Agricole de Lorraine sont soumises aux dispositions légales liées à la distribution du capital et des bénéfices distribuables. Ces exigences limitent la capacité de ces filiales à distribuer des dividendes. Dans la plupart des cas, elles sont moins contraignantes que les restrictions réglementaires mentionnées ci-avant.

#### Contraintes contractuelles

#### Contraintes liées à des garanties :

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine grève certains actifs financiers pour lever des fonds par le biais de titrisations ou de refinancement auprès de banques centrales. Une fois remis en garantie, les actifs ne peuvent plus être utilisés par la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine. Ce mécanisme est décrit dans la note 9 "Engagements de financement et de garantie et autres garanties".

#### 12.1.2. Soutiens aux entités structurées contrôlées

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine n'a accordé aucun soutien financier à une ou plusieurs entités structurées consolidées au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2019.

#### 12.1.3. Opérations de titrisation et fonds dédiés

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine détient un fonds dédié FORCE LORRAINE DUO qui fait partie du périmètre de consolidation.

Pour plus de détails sur ces opérations de titrisation et sur l'indication de la valeur comptable des actifs concernés et des passifs associés, il est possible de se reporter à la note 6.6 "Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue".

Les Caisses régionales depuis 2015 ont participé à plusieurs titrisations True Sale. Ces titrisations sont des RMBS français soit autosouscrits, soit placés dans le marché par le Groupe.

Ces opérations se traduisent par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales et éventuellement LCL pour certains FCT, à un FCT (un par titrisation). Les FCT sont consolidés au sein du groupe Crédit Agricole.

Dans le cadre de ces titrisations, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 463 millions d'euros aux FCT.

## 12.2. Composition du périmètre

Périmètre de consolidation du Crédit Agricole de Lorraine	Méthode de consolidation	Modification de périmètre	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2020	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2019

<b>Établissement bancaire et financier</b>									
CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DE LORRAINE	Intégration globale		France			100%	100%	100%	100%
<b>Divers</b>									
FORCE DUO LORRAINE	Intégration globale		France		FONDS DEDIE	100%	100%	100%	100%
CAISSES LOCALES CREDIT AGRICOLE DE LORRAINE	Intégration globale		France		CAISSES LOCALES	100%	100%	100%	100%
LE COMPARTIMENT DE LA CAISSE REGIONALE DE LORRAINE DANS LE FCT CREDIT AGRICOLE HABITAT	Intégration globale		France		FONDS COMMUN DE TITRISATION (FCT)	100%	100%	100%	100%

Au 31 décembre 2020, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées aux FCT.

### 13. Participations et entités structurées non consolidées

#### 13.1. Participations non consolidées

Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 1 008 024 milliers d'euros au 31 décembre 2020 contre 1 090 515 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

##### 13.1.1. Entités non intégrées dans le périmètre de consolidation

Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable non intégrées dans le périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Motif d'exclusion du périmètre de consolidation
		31/12/2020	31/12/2019	
CAL INVEST	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
CALIMMO	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
CA IMMOBILIER ET PATRIMOINE	France	100,00%	100,00%	Entité non significative

##### 13.1.2. Titres de participation non consolidés et présentant un caractère significatif

Les titres de participation représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10 % n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Montant des capitaux propres (1)	Résultat du dernier exercice (1)
		31/12/2020	31/12/2019		
Société d'Aménagement Foncier et Développement Rural Grand Est	France	13,00%	13,00%	12 877	4
CRITEL	France	16,00%	16,00%	16 533	564

(1) Le montant des capitaux propres et le résultat sont ceux du dernier exercice publié par les entités en milliers d'euros.

### 13.2. Informations sur les entités structurées non consolidées

Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

#### Informations sur la nature et l'étendue des intérêts détenus

Au 31 décembre 2020, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine a des intérêts dans certaines entités structurées non consolidées, dont les principales caractéristiques sont présentées ci-dessous sur la base de leur typologie d'activité :

##### Fonds de placement

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine investit dans des sociétés créées afin de répondre à la demande des investisseurs dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, d'une part, et dans le cadre du placement des primes d'assurance reçues des clients des sociétés d'assurance conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code des assurances d'autre part. Les placements des sociétés d'assurance permettent de garantir les engagements pris vis-à-vis des assurés tout au long de la vie des contrats d'assurance. Leur valeur et leur rendement sont corrélés à ces engagements.

#### Informations sur les risques associés aux intérêts détenus

##### Soutien financier apporté aux entités structurées

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine n'a pas accordé de soutien financier à une ou plusieurs entités structurées non consolidées.

##### Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités

Au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2019, l'implication de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine dans des entités structurées non consolidées est présentée pour l'ensemble des familles d'entités structurées sponsorisées significatives pour la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lorraine dans les tableaux ci-dessous :

	31/12/2020							
	Titrisation				Gestion d'actifs			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Expositio n nette		Expositio n maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Expositio n nette
(En milliers d'euros)								
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-			-	-			-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes	-			-	-			-
<b>Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Engagements donnés</b>		-	-	-		-	-	-
Engagements de financement		-	-	-		-	-	-
Engagements de garantie		-	-	-		-	-	-
Autres		-	-	-		-	-	-
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature		-	-	-		-	-	-

<b>Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total Bilan des entités structurées non consolidées</b>	-	-	-	-	-	-	-	-

	31/12/2020							
	Fonds de placement (1)				Financement structuré (1)			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
(En milliers d'euros)								
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	50 260	50 260	-	50 260	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	<b>50 260</b>	<b>50 260</b>	<b>-</b>	<b>50 260</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Instruments de capitaux propres	-			-	-			-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes	-			-	-			-
<b>Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Engagements donnés</b>		-	-	-		-	-	-
Engagements de financement		-	-	-		-	-	-
Engagements de garantie		-	-	-		-	-	-
Autres		-	-	-		-	-	-
Provisions pour risque d'exécution	-	-	-	-		-	-	-
Engagements par signature								
<b>Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Bilan des entités structurées non consolidées</b>	<b>1 417 935</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 'Risque de crédit' et dans la note 3.2 'Risque de marché'. Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

	31/12/2019	
	Titrisation	Gestion d'actifs
	Perte maxima	Perte maxima
<i>(En milliers d'euros)</i>		

	Valeur au bilan	Exposit ion maxima le au risque de perte	Garanti es reçues et autres rehauss ements de crédit	Exposit ion nette	Valeur au bilan	Exposit ion maxima le au risque de perte	Garanti es reçues et autres rehauss ements de crédit	Exposit ion nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	1	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Instruments de capitaux propres	1	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	1	-	-	-	-	-	-	-
Dettes	1	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Engagements donnés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Engagements de financement	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements de garantie	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Bilan des entités structurées non consolidées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

	31/12/2019							
	Fonds de placement (1)				Financement structuré (1)			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maxima		
		Exposit ion maxima le au risque de perte	Garanti es reçues et autres rehauss ements de crédit	Exposit ion nette		Exposit ion maxima le au risque de perte	Garanti es reçues et autres rehauss ements de crédit	Exposit ion nette
(En milliers d'euros)								
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1	1	1	1	1	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1	1	1	1	1	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	1	1	1	1	1	-	-	-
<b>Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Instruments de capitaux propres	1	1	1	1	1	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	1	1	1	1	1	-	-	-
Dettes	1	1	1	1	1	-	-	-

<b>Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Engagements donnés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Engagements de financement	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements de garantie	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Bilan des entités structurées non consolidées</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 'Risque de crédit' et dans la note 3.2 'Risque de marché'. Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.								

#### Exposition maximale au risque de perte

L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de *credit default swap* pour lesquels l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du *mark-to-market*. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

#### 14. Événements postérieurs au 31 décembre 2020

Aucun événement significatif susceptible de donner lieu à des ajustements dans les états financiers ou de donner lieu à une mention en annexe n'est intervenu postérieurement à la clôture de l'exercice.

#### IV. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'attention de l'Assemblée générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine,

##### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation. L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

##### Fondement de l'opinion Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

##### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

##### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

##### Dépréciations des crédits sur une base individuelle



## Risque identifié

Du fait de son activité, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine (« la Caisse Régionale ») est exposée à un risque significatif de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.

Comme indiqué dans la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, les encours en défaut (Bucket 3) sont dits dépréciés lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de ces actifs financiers. Le montant de ces dépréciations correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus à maturité (incluant le principal et les intérêts).

S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la direction de la Caisse Régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement. Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture comme un point clé de l'audit en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles qui s'élève à 100,1 M€ présentées dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

## Notre réponse face aux risques identifiés

Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte de crise de la Covid 19, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.

Nous avons en particulier :

- mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de la Caisse Régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;
- testé l'efficacité des contrôles clés mis en œuvre par la Caisse Régionale relatifs à ces procédures ;
- analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit en prenant en compte, le cas échéant, l'impact de la crise sanitaire sur ces flux ou les garanties spécifiques liées aux plans de soutien à l'économie ;
- mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux par marché et par strate d'encours.

## Risque de crédit et estimation des pertes attendues sur les expositions n'étant pas en défaut

### Risque identifié

Comme indiqué dans la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, la Caisse Régionale comptabilise des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues (« Expected Credit Losses » ou « ECL ») dès la comptabilisation initiale d'un instrument financier (crédit, titre de dette, garantie ...), au titre des pertes de crédit attendues sur douze mois (Bucket 1) ; et si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, à maturité (Bucket 2).

Les corrections de valeurs reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut tenant compte de données macro-économiques prospectives (Forward Looking) appréciées au niveau du Groupe Crédit Agricole et au niveau de la Caisse Régionale au regard de ses propres portefeuilles de crédits.

Ces corrections de valeur représentent en cumul sur les prêts et créances sur la clientèle et sur les engagements par signature au 31 décembre 2020, un montant de 58,9 M€ comme détaillé dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

Nous avons considéré qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit des comptes consolidés, en raison de :

- l'importance des zones de jugement en particulier dans le contexte de crise sanitaire en vigueur sur l'exercice et au 31 décembre 2020, entrant dans la détermination des modèles, des risques liés à la qualité des données qui les alimentent et des risques liés à leur insertion opérationnelle ;
- l'importance des crédits à la clientèle dans le bilan, et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédit à la consommation...), dont par exemple des informations prospectives (Forward Looking central et local) ou des critères de transfert parmi les catégories d'expositions homogènes de risques (Bucket 1 et Bucket 2).

## Notre réponse face aux risques identifiés

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nos travaux ont consisté à :

- prendre connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de dépréciations. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :
- les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles,
- la qualité des données utilisées pour calibrer les paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut « Loss Given Default » ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte de la crise sanitaire de la Covid-19 et les mesures de soutien à l'économie,
- la gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris la revue des scénarios et paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante et les modalités de back-testing central,
- la réalisation de tests ciblés sur les fonctions calculatoires de l'outil utilisé pour déterminer les corrections de valeur ;
- tester par sondages la qualité des données des expositions entrant dans le modèle de provisionnement sur la base d'un échantillon de dossiers ;
- tester la correcte application des principes retenus en matière de segmentation des expositions entre les catégories d'expositions homogènes de risques (Bucket 1 et Bucket 2) ;
- contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et provisions dans l'outil de provisionnement ;
- apprécier les hypothèses et la documentation fournie par la Caisse Régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte de la crise sanitaire pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking ;
- analyser l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2020.

Nous avons par ailleurs examiné les informations données au titre de la couverture du risque crédit dans l'annexe aux comptes consolidés.

## Provisions liées à des expositions en devises

### Risque identifié

La Caisse Régionale fait l'objet d'assignments en lien avec certains crédits libellés en devises accordés avant 2010. Dans ce contexte, des décisions de justice défavorables à la Caisse Régionale avaient été rendues notamment au cours de l'exercice 2018. Le bien-fondé de ces décisions est contesté par la Caisse Régionale auprès des autorités compétentes dans le cadre de la poursuite des procédures juridiques.

Comme indiqué dans la note 6.17 « Provisions » de l'annexe aux comptes consolidés, l'estimation des provisions en date d'arrêté des comptes résulte de la meilleure appréciation des risques de la direction, compte tenu des éléments en sa possession. La décision de comptabiliser ou non une provision, ainsi que son estimation, nécessite par nature l'utilisation de jugement en raison de la difficulté à estimer le dénouement des litiges en cours.

Nous avons considéré que l'évaluation des provisions liées à des expositions en devises constitue un point clé de l'audit des comptes consolidés compte tenu de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction.

### Notre réponse face aux risques identifiés

Nous avons pris connaissance du processus d'évaluation des provisions liées à des expositions en devises, notamment en procédant à des échanges avec la direction générale, la direction des risques et le service juridique de la Caisse Régionale.

Nos travaux ont notamment consisté à :

- prendre connaissance des analyses et conclusions des conseils juridiques de la Caisse Régionale ;
- tester par sondage la qualité des données des expositions entrant dans le modèle de provisionnement sur la base d'un échantillon de dossiers ;
- vérifier les calculs effectués par la Caisse Régionale ;
- apprécier le caractère raisonnable des hypothèses retenues par la Direction pour la détermination des provisions à partir des informations disponibles.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

### Autres vérification ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

#### Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine par vos Assemblées générales du 28 mars 2011 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 15 mai 1993 pour le cabinet KPMG Audit FS I.

Au 31 décembre 2020, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 10ème année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG Audit FS I dans la 28ème année.

#### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

##### Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

#### Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans

le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 10 mars 2021

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit Emmanuel Benoist

KPMG AUDIT FS I Christophe Coquelin